

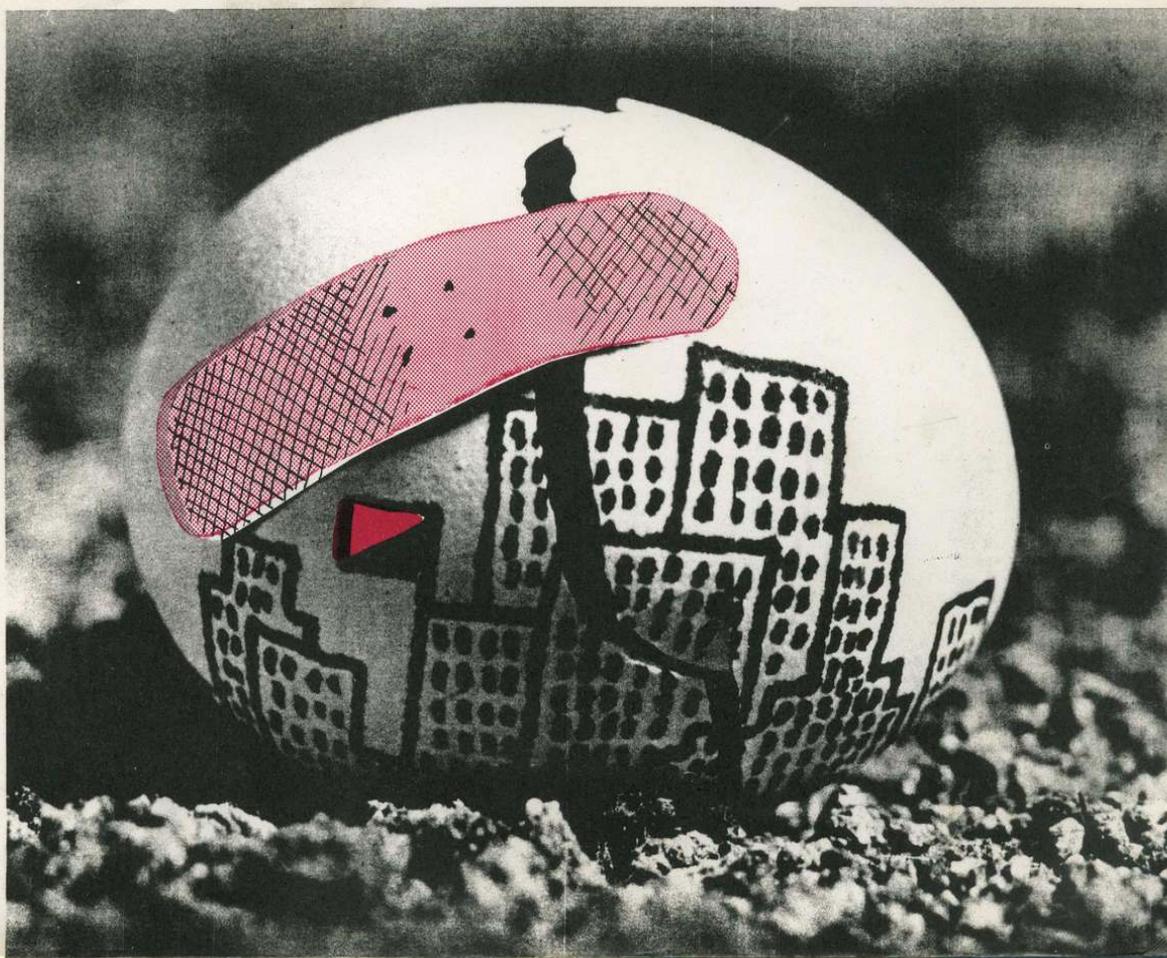


n°1 _ printemps 1980 _ 8frs

GORA

informations libertaires internationales

●Castoriadis: le régime social de la Russie ●Espace
aérien militarisé ●Voyage à travers des "Anar-
chives" ●Espagne: congrès de la CNT ●Images
de l'enfant ●Zemliak: sur la dissidence ●Livres



...et si c'était le printemps ?



Si c'est folie que de faire
des paris optimistes en ces temps incertains,
alors, nous sommes fous.
Fous de douleurs aux barreaux froids des cellules,
aux morsures judiciaires contre des
camarades d'ici et d'ailleurs.
Fous d'espoir à chaque gifle claquant
sur la gueule boursouflée du capital.
Fous de vouloir le dire et que ces paroles
circulent.

La fête 68 était loin derrière
et ce furent vertiges maoïstes et écroulements
léninistes.
Nous étions par côté, chassés de la réalité
pour surcharge utopique.
Mais, taraudeurs de l'ombre et graffiteurs
de nuits, on persistait à dire,
lutter, vivre.
Il n'y a pas plus entêté qu'un
libertaire.

Tout commence à être largement
ruminé et, chichement d'abord, notre
temps peut être de retour.
Ça bourgeonne de revues et de
feuilles en tous sens, mais encore
chacun pour soi
et puis contre les autres.
Chez les anars, le cannibalisme a
souvent été un art de vivre.
Faire la peau au sectarisme ? Nous
commençons dès aujourd'hui.

C'est aussi horreur que de voir
ces sans frontières le nez planté sur leur nombril
territorial.
Pas une place de faite pour ces paroles si proches
à force d'être étrangères. Pourtant
nous avons à apprendre d'elles et elles attendent de nous.
A preuve notre volonté.

Quatre bonhommes dans cette grande ville.
Quatre avec chacun leur chemin.
AGORA c'est ce carrefour pour aller mieux vers la suite.
Alors, vous pariez avec nous ? Topez-là !

AU SOMMAIRE

NOUS CROYONS MOINS A LA POSSIBILITE DE NOTRE ENTREPRISE QU'A SA NECESSITE. A VOULOIR TEMOIGNER DU TEMPS ET DES PENSEES, DE L'ESPACE ET DES PRATIQUES, NOUS VOILA ORGANISANT CET EVENTAIL DE RUBRIQUES A POURSUIVRE...

CIBLES

4. Les «nouveaux» staliniens.

Parce que frapper de la plume c'est encore frapper et que les occasions ne manquent pas. Révoltes à écrire rageusement sur un coin de page...

EN MARGE

5. Espace aérien militarisé (Clo)

Parce qu'il faut éclairer ce qui souhaite rester dans l'ombre. Au jour le jour, dans la lutte, on pare au plus pressé. Mais ici, nous aurons le temps des chemins de traverse...

SANS ...

8. ESPAGNE: CNT, la fin des illusions? (Solon Amoros)
12. GRECE: La gauche domestiquée et le mouvement libertaire.
14. PAYS-BAS: Grève sauvage dans le port de Rotterdam.
16. ARGENTINE: Lois fascistes.
17. ARGENTINE: Où en est «Résistance Libertaire»?
19. YOUGOSLAVIE: L'Autogestion par décret (Slobadan Drakulik)

Parce qu'ailleurs c'est aussi chez nous. Mêmes visages et poings levés. Différences et divergences sont toujours bonnes à dire...

...FRONTIERES

REPERES

22. U.R.S.S.: Repères pour un boycott...
23. Le régime social de la Russie (C. Castoriadis)
35. Sur la dissidence (M. Zemliak).

Parce qu'on s'appuie pour avancer et qu'on se guide pour aller. Et pour ce faire il faut plusieurs voix qui parlent, cherchent et nous aident...

NOTRE...

39. Voyage à travers des «anarchistes».

Parce qu'on nous l'a volé, étouffé, massacré et nous l'avons si souvent dédaigné. Il nous faut réinvestir le champ des mémoires en lutte...

...MEMOIRE

ARGUMENTS

43. Livres.
44. Images de l'enfant (Tony Alvarez)

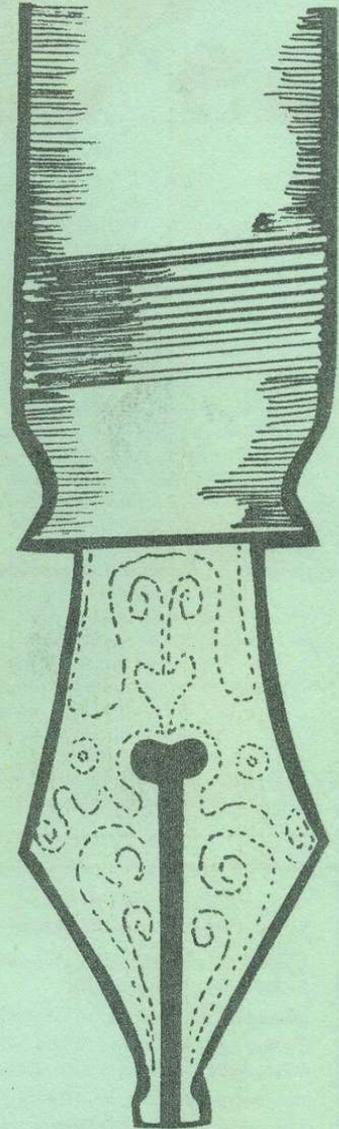
Parce que nos yeux et nos oreilles doivent pouvoir regarder et entendre ces autres lieux quotidiens où s'élaborent des résistances. Et y apprendre à ne pas les oublier...

CRAYON NOIR

50. Saco: crayon noir.

Parce que le dessin est écriture et qu'il dénonce ou mobilise, qu'on ne lui prête pas souvent un espace, qu'on le fait servir. Ici, qu'il se serve...

38. Science-fiction nucléaire.
47. En bref.





les "nouveaux" staliniens

C'est la crise... La restructuration capitaliste se porte comme un charme: chômage, inflation, austérité. La bourgeoisie n'en fait plus qu'à sa tête: atteintes au droit de grève, à la liberté d'affichage, etc... Les partis de feu-Union-de-la-Gauche n'ont de cesse de se renvoyer la balle de la responsabilité dans l'échec de mars 78. Les directions syndicales jouent des pieds et des mains, dans un périlleux numéro d'accrobatie, afin d'empêcher toute globalisation des luttes...

Dans ce cirque, le PC, retrouve sa mémoire, redécouvre un vague discours de classe et ressasse qu'il est le parti des travailleurs. Parallèlement, dans un élan de discours réaliste d'une gauche civilisée, Charles Fiterman lâche le morceau. Il en appelle à l'intervention efficace de la police, d'abord en vue de la prévention et, si nécessaire, d'une répression à laquelle il lui appartient de procéder afin de remettre à sa juste place cette jeunesse décadente qui confond décidément tout: drogue, nucléaire, féminisme, écologie, critique du travail, Mezzrine, etc... Et les jeunesse communistes d'applaudir à ces propos réactionnaires... La vérité sort de la bouche de ces enfants du stalinisme: les gardiens de l'ordre (bourgeois) n'offrent en somme rien de bien nouveau, côté cour!

Et côté jardin, l'eurocommunisme fleurissant en perd ses pétales. Qu'on en juge sur pièce: «Les re-

vendications ont augmenté de manière incontrôlée, dans un égalitarisme exaspéré qui contribue à mortifier tout orgueil professionnel». Mr. Giorgio Amendola, dirigeant historique du PCI, ne mâche pas ses mots. A propos de 61 ouvriers de Fiat licenciés en octobre dernier sous l'accusation de violences, il rempile dans les colonnes de «Rinascita», hebdo du PCI: «Mais pourquoi (le syndicat) s'est-il fait surprendre par l'initiative patronale et n'a-t-il pas pris le premier l'initiative d'une lutte cohérente contre toute forme de violence en usine et contre le Terrorisme?». Le lot de toute avant-garde est d'être toujours devant... même quand les masses la précèdent! Mais qu'en plus d'être cycliquement débordés par les travailleurs en lutte (à notre plus grande joie), les communistes italiens se voient aujourd'hui brûler la politesse par le patronat, c'est tout simplement sinistre...

Le stalinisme à visage humain reprend du poil de la bête; il relève brusquement la tête et, du même coup, le masque en tombe pour la énième fois: les PC sont voués à rester à la gauche... du capital! Va-t-il falloir que tout militant d'une opposition qui se respecte, d'une opposition réelle qui s'oppose, reprenne à son compte la fameuse phrase de Cohn-Bendit? Va-t-il falloir vraiment, pour être anticapitaliste, pour être révolutionnaire, commencer par être anticommuniste?

«AGORA»

revue d'informations libertaires internationales

Éditée par: «Pensée et Action»

Périodicité: trimestrielle.

Directeur de publication: Solon Amoros.

Équipe de rédaction: Tony Alvarez, Claude Ariso, Marc Létondor, Solon Amoros.

Imprimerie spéciale de «Pensée et Action».

Rédaction et Administration: «AGORA»
B.P. 3187, 31027-Toulouse-Cedex

ABONNEMENTS

Prix du numéro: 8 Frs.

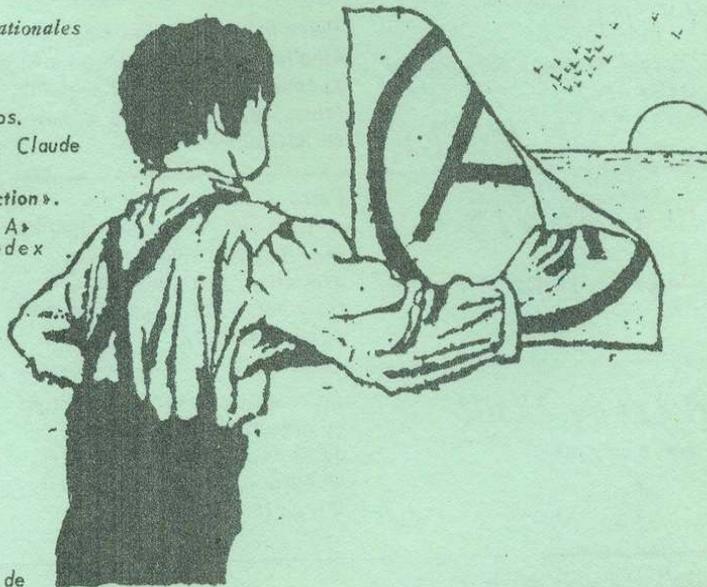
Abonnements: 4 numéros - 30 Frs.

Diffusion militante:

- 5 exemplaires: 35 Frs.

- 10 exemplaires: 65 Frs.

Pour tout versement: libellé à l'ordre de
Claude ARISO, C.C.P. n° 3-417-57-S Toulouse.



DEPOT LEGAL 1^{er} TRIMESTRE 1980

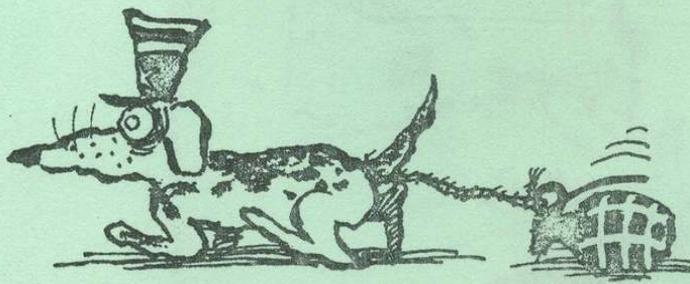
grève des aiguilleurs du ciel

ESPACE AERIEN MILITARISE

«Quand c'est fini, ça recommence...».
C'est la chanson des aiguilleurs du ciel, de la
bataille qui les oppose depuis
nombre d'années à un Etat de plus en
répressif.

Selon les contrôleurs, les mili-
taires accaparent 90% de
l'espace aérien, perturbant considéra-
blement le trafic. Selon
l'administration, militaires et civils se
partagent le ciel équitablement.

«EN MARGE» de ce conflit
c'est encore de la militarisation
sociale qu'il est question.
De la science-fiction ?
Hélas, non !



EN MARGE

DES «LARZAC» DANS LE CIEL

Sachons d'abord que l'espace aérien est divisé en deux parties : une zone civile et une zone militaire. En fait, on peut se demander si la partie civile existe réellement, et si oui, combien de temps va-t-elle résister encore face à l'agrandissement incessant de la partie militaire.

Au départ, tout est simple : la zone de circulation du trafic civil se situe au-dessous du niveau 200 (soit 20.000 pieds ou 6.000 mètres). Mais, tout l'espace n'est pas à prendre en réalité, et la circulation doit se faire dans un réseau de couloirs aériens qui n'ont pas plus de 18 kilomètres de large chacun, avec un encombrement souvent supérieur au tolérable. De plus, certains vols militaires bénéficient du service de contrôle de la navigation civile. Enfin, l'espace aérien se heurte à l'existence de zones militaires dont la quantité à de quoi laisser rêveur : zones de «percée réacteurs» sur les aérodromes militaires (Creil, Cambrai, Dijon, Reims, Tours, Chateaudun, etc.) zones d'entraînement, zones de tirs et de bombardements...

Tous ces «espaces réservés» ne peuvent, en aucun cas, être survolés par un avion civil, même si les couloirs aériens sont saturés. Dans la zone normalement dévolue à la navigation civile est fissée une véritable toile d'araignée militaire qui emprisonne la circulation.

Reste, au-dessus du niveau 200, les zones réservées aux militaires. Ce sont ces zones qui se sont agrandies avec une rapidité déconcertante. Elles couvrent parfois la superficie de plusieurs départements. Imaginez la totalité de la population française rassemblée autour de Paris et le reste du territoire livré aux manoeuvres militaires et vous aurez une idée approximative de la répartition de l'espace.

On en arrive alors à cette absurdité flagrante : le trafic commercial civil se bouscule sur des espaces réduits pendant que l'aviation militaire parade sur d'immenses superficies que l'on a souvent surnommés, les «Larzac aériens».

De fait, ceci n'est que la théorie; en pratique, l'aviation civile est encore plus étroitement ligotée qu'il n'y paraît. Le témoignage des contrôleurs aériens civils d'Athis Mons est révélateur de cet état de choses.

L'ESPACE EN UNIFORME

«Au-dessus du niveau 200 c'est-à-dire dans la tranche d'espace aérien où se situent la quasi-totalité des vols longs-courriers, l'espace aérien appartient donc à l'armée. Les contrôleurs civils ne peuvent y écouler leur trafic sur des itinéraires précis, et doivent obtenir l'autorisation préalable des militaires pour faire dévier un avion de sa trajectoire en cas de conflit avec un autre appareil. Si le trafic intense exige un changement de cap immédiat d'un avion, le contrôleur se passe d'autorisation mais il se trouve alors dans la situation de l'automobiliste qui vient de griller un feu rouge.

«De plus, même au-dessous du niveau 200, l'autorité militaire réquisitionne de plus en plus fréquemment pour ses vols une ou plusieurs zones supplémentaires (zones Mike). Autrefois, elles demandaient au préalable l'autorisation. Désormais, plusieurs fois par jour, souvent, les contrôleurs civils sont simplement informés qu'une zone Mike est établie.

«Conséquences: certaines trajectoires sont purement et simplement supprimées: les déviations accordées normalement par les militaires au-dessus du niveau 200 sont rendues impossibles. La militarisation? On est en plein dedans.»

UNE LOI ANTI-GREVE

L'arsenal juridique répressif mis en place par le régime gaulliste est impressionnant. D'autant plus qu'on le sent tourné en priorité contre les travailleurs. Ordonnances de 59, oui, bien sûr, mais aussi la loi du 2 juillet 1964. La lecture de cette loi est édifiante. Première constatation: on ne peut pas dire qu'elle s'embarrasse de détours. Claire et nette elle crée le statut des officiers contrôleurs de la navigation aérienne, leur supprime le droit de grève et permet «d'exercer des sanctions en dehors des garanties disciplinaires». De plus, lors d'un conflit, «quiconque perturbe le bon fonctionnement des installations de la navigation aérienne» peut être poursuivi au titre de la nouvelle loi sur la piraterie aérienne.

Mollement, les syndicats protestent, alors que les prétextes avancés pour justifier l'existence de cette loi sont des plus saugrenus: la sécurité et les «incidences dans le domaine de la défense aérienne». Or, il faut savoir que la sécurité aérienne a toujours été assurée lors des grèves (avis aux navigateurs, vols sanitaires, appareils en difficulté et même, déplacements ministériels ou officiels). Quant à la défense nationale, «les avions stratégiques ne sont malheureusement pas affectés par une grève civile, l'armée ayant sa propre couverture radar».

En 1964, la loi est adoptée par le Parlement. Il ne restait plus qu'à mettre en place les armes pratiques au cas où elle ne serait pas appliquée. Et c'est le Plan Clément Marot mis au point bien avant la grève de mars 73. On a même avancé l'hypothèse que le

refus des négociations, l'intransigeance des propos de l'Administration à ce moment-là ne visait qu'à amener le conflit dans une impasse afin de pouvoir essayer ce plan. Car il ne suffit pas d'avoir inventé un outil, il faut encore s'en servir pour vérifier s'il répond aux objectifs fixés. Même au prix de 68 morts!

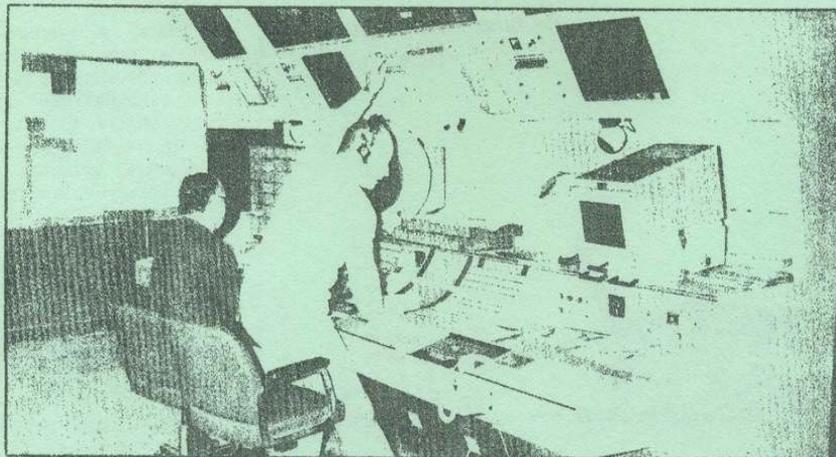
GALLEY-LA-GAFFE

Au début 73, les aiguilleurs du ciel civils sont en grève. Le trafic aérien est paralysé. Le gouvernement prend la décision de les remplacer par les contrôleurs militaires. Le plan Clément Marot (en fait, Règlement d'Aviation Civile N°7-RAC 7), dispositif de remplacement des services civils de la navigation aérienne en période de tension grave, est déclenché le 24 février à 12h par le NOTAM sous les ordres de MESSMER. Ce plan, mis au point par des ingénieurs civils, avait déjà été employé lors de précédentes grèves.

Le 5 mars, à 13h52, au-dessus de la région de Nantes, l'avion «Coronado» (Cie de Charters) heurte un DC9 espagnol de la Cie Iberia. Bilan: 68 morts.

Le lendemain, GALLEY, alors ministre des Transports, déclare «Le contrôle militaire semble absolument hors de cause».

Deux ans après, la commission d'enquête publie son rapport tout en nuances: l'armée est coupable mais avec les circonstances atténuantes.



Dans une salle de contrôle

L'INCOMPÉTENCE MILITAIRE

Les organisations professionnelles de pilotes et de contrôleurs ont constamment affirmé que ce plan n'avait pas été conçu pour un important volume de trafic. En effet, les contrôleurs militaires appliquent, pour écouler leur propre trafic, largement supersonique, des procédures spéciales. Ils sont, en outre, peu habitués à surveiller simultanément de nombreux avions dans un espace aérien réduit, concédé -ou-dessus de 6.000 mètres- à 30% seulement aux appareils civils.

En fait, ils ne seraient capables d'assumer que 20% du trafic aérien (alors qu'en décembre, en dépit du conflit, 60 à 70% du trafic était assuré par les contrôleurs civils.)

Ce ne sont pas la multiplication des centres de contrôle militaires qui peut résoudre cette incapacité. Même en leur donnant de jolis noms, comme ceux des centres qui opéraient lors de la catastrophe: Brest, Tours, Mont-de-Marson, respectivement, Menhir Raki et Marina.

Les syndicats ont donc contesté la qualité du personnel militaire, affirmant qu'ils étaient «de bons techniciens, habitués à effectuer des interceptions dans la chasse, également à guider un nombre réduit d'avions de transport, mais que le plan Clément Marot, appliqué de façon intensive, les dépassait».

Les erreurs accumulées (ne serait-ce qu'au niveau du langage code) en sont la preuve. A cela s'ajoute le fait que la circulation aérienne semble mal s'accommoder de la hiérarchie et de la discipline militaires.

Malgré la catastrophe nantaise, le plan Clément Marot n'a pas été abandonné, au contraire. Deux milliards et demi ont été consacrés à le remettre sur pied en développant, en particulier, les radiophoniques. Car l'armée, jusqu'ici, ne pouvait assumer à elle seule la couverture des liaisons au sol et faisait (et fait) appel aux centres d'application des PTT.

LA MIXITE EN MARCHÉ

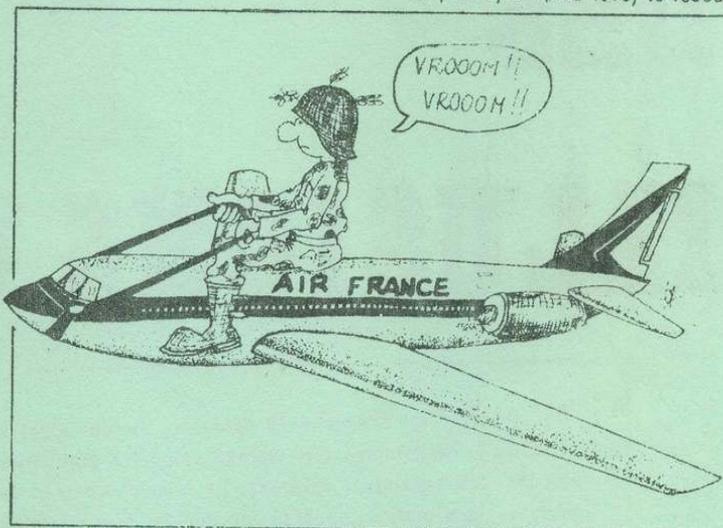
Le moins qu'on puisse dire est que ce plan n'a pas été une grande réussite. Il fallait donc trouver autre chose qui le renforce. Ce fut fait et ça s'appela «la mixité» (dont les contrôleurs demandaient la suppression en décembre).

A l'ouverture de l'aéroport civil de Roissy, 25 contrôleurs mili-

itaires ont été affectés à la tour de contrôle. Pourtant, les besoins en effectifs civils étaient complets. Replaçant cette initiative dans le cadre du «démentèlement généralisé du service public de la navigation aérienne», l'Intersyndicale précise (le 20-11-73): «A l'évidence, la mise en place de contrôleurs militaires poursuit un objectif tendant à la création d'organismes mixtes dans le but de garantir à tout moment la «continuité des services», en particulier dans le cas «de crise sociale aiguë».

La mixité c'est, au départ, beaucoup de civils et un peu de militaires, puis beaucoup de militaires et très peu de civils, et l'espoir qu'un jour les civils disparaîtront totalement.

Testée d'abord en province



(Bordeaux et Clermont-Ferrand), on a ensuite tenté de généraliserla, mixité en lançant l'offensive sur la région parisienne. C'est alors qu'est créée la DGEA (Direction Générale de l'Espace Aérien) qui devait être contrôlée par les militaires. Les syndicats ayant porté l'affaire devant le Conseil d'Etat, celui-ci a bloqué l'évolution sans d'ailleurs en changer le fond: il souhaite que la DGEA soit simplement placée sous tutelle du secrétariat à l'aviation civile.

La mixité essaie donc de mêler équipes civiles et militaires, mais en même temps elle vise à assurer le contrôle de toute la circulation aérienne. Les objectifs à atteindre sont clairs: rendre cohérents les différents contrôles (civil et militaire); familiariser les techniciens militaires avec des installations civiles (en cas de grève ce serait utile); enfin militariser les contrôleurs aériens civils en faisant pression sur eux (diminution du recrutement, arrêt des avancements et sanctions disciplinaires...).

UN RESEAU PARALLELE

Loi de juillet 64, Plan Clément Marot, mixité, nouvelle loi sur la piraterie aérienne... l'arsenal semble puissant. Il ne satisfait pourtant pas pleinement le pouvoir. Car une grève dure pourrait s'accompagner d'un blocage des tours, les rendant inutilisables par les militaires. Avec des civils on ne peut jamais savoir! Quant à la réquisition (faire passer les civils sous autorité militaire) l'efficacité n'en est pas garantie. Alors? Alors on semble avoir trouvé une solution qui constitue une étape de plus vers la prise en main directe du secteur. Cette solution a connu un début d'application lors d'une grève des PTT: construire un réseau parallèle identique mais totalement militaire et qui puisse remplacer, au pied levé, le réseau

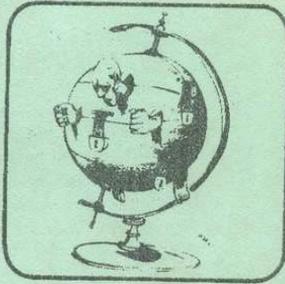
civil. Exemple: à l'aérodrome militaire de Creil se sont construites des installations pour la navigation aérienne, en tous points identiques à celles de l'aéroport civil de Roissy. Deuxième exemple: l'existence d'un plan, intitulé «Control Air», par lequel l'armée se substituerait (une fois de plus) aux contrôleurs civils.

Dans le calme, l'ordre et surtout la discrétion, la militarisation se met en place. Ce silence est parfois troublé par des pilotes qui dénoncent des bavures qui font froid dans le dos: «il n'est pas rare que des avions militaires s'exercent sur des avions de lignes». Le Concorde aurait lui-même subi les «assauts» d'un F16 de l'U.S. Air Force!

Si le mouvement antimilitariste poursuit son sommeil, demain, pour nous, il sera sans doute trop tard.

clo

SANS
FRONTIERES



espagne

Vème CONGRES C.N.T.

LA FIN

DES

ILLUSIONS ?



Du samedi 8 au dimanche 16 décembre dernier s'est tenu, à Madrid, le 5^o Congrès de la C.N.T. Un Congrès fort attendu après les problèmes successifs, les divergences profondes, les expulsions diverses. Le premier Congrès depuis 1936 aurait dû permettre d'analyser la situation présente, de décider d'une stratégie syndicale cohérente et de réactualiser les fameux «principes, tactiques et finalité» de la Confédération.

UNE MANIPULATION PERMANENTE DU CONGRES

* Un congrès qui se tient dans un vacarme continu, les délégués ayant parfois du mal à se faire entendre, bien que munis de micros...

* Un congrès où ne sont représentés que 30.000 des 85.000 adhérents que compte, aujourd'hui, la C.N.T. ...

* Un congrès où interviennent, en tant que délégués de syndicats d'Espagne, des membres de la CNT en exil qui vivent et travaillent... à Toulouse!

* Un congrès dont les sessions du soir se poursuivent jusqu'à 4 ou 5 heures du matin, alors que la session du lendemain reprend à 9 heures. Le summum sera atteint dans la nuit du samedi 15 au dimanche 16, avec une session décisionnelle qui dure toute la nuit et clôture le congrès à 10h 30 du matin, alors que l'accord national était de clôturer le samedi soir et alors qu'il ne restait plus que 25%

des délégués dans la salle...

* Un congrès qui voit partir des dizaines de délégués tout au long des 4^o et 5^o jours et dont 53 délégués de syndicats ont dénoncé, dans un texte commun, la non-représentativité, avant de quitter la salle. Leur départ a donné lieu à un affrontement, certains «délégués» et membres du «service de sécurité» les attendant à la sortie...

* Un congrès qui n'épuise pas l'ordre du jour et laisse plusieurs points en suspens qui devront faire l'objet d'un futur plénum national de régionales...

* Un congrès qui adopte au début un système de vote, après un débat qui aura occupé plusieurs sessions et qui, par la suite, ne le respecte pratiquement jamais, votant à main levée sans tenir compte du nombre de voix de chaque délégué...

* Un congrès qui, bien qu'ayant accepté au commencement le fonctionnement classique, ne le respecte pas par la suite, «grâce» à un bon nombre

de pressions.

Le fonctionnement classique: il veut que, pour chaque point de l'ordre du jour, la parole soit donnée à chaque délégué afin qu'il lise ses accords (si ceux-ci correspondent à un texte déjà lu, les délégués n'interviennent que pour adhérer à tel ou tel accord afin de gagner du temps). Après ce tour de table, une commission est nommée, formée d'un ou plusieurs représentants de chaque thèse, afin de rédiger une motion de synthèse ou, si l'unanimité fait défaut, une motion majoritaire. La motion ainsi rédigée revient, pour terminer, devant le congrès afin d'être amendée et soumise au vote.

Le fonctionnement réel du congrès: une commission est nommée avant même que les délégués aient pu lire leurs accords. Elle se charge de ramasser tous les textes portant sur le point traité, de les lire en commission et de rédiger une motion de synthèse ou majoritaire. Il est, dès lors, impossible de contrôler si la motion rapportée correspond réellement à la majorité des accords... d'autant moins contrôlable que pratiquement aucun amendement n'a été soumis au vote!

* Un congrès, enfin, encadré quasi-militairement par un «service de sécurité» qui s'activait bien plus à cliquer les délégués et leurs conversations personnelles qu'à surveiller réellement les portes d'entrées et les alentours...

□ Telles ont été, à grands traits, les caractéristiques essentielles du 5^e Congrès de la C.N.T. Les enjeux étaient pourtant clairs et importants, ce qui aurait dû permettre (en principe) que d'authentiques débats soient engagés. Mais la mafia qui a dominé ce congrès en avait préalablement décidé tout autrement!

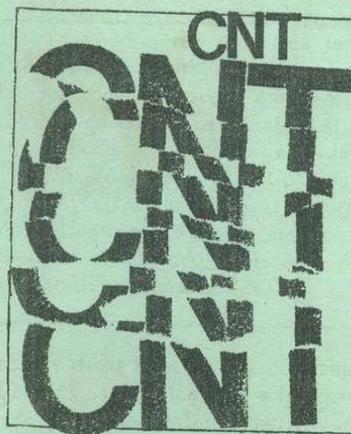
FLASH-BACK : LES EXPULSIONS PREVENTIVES DU PRINTEMPS 79

□ Dans l'avalanche des débats et luttes internes qui bloquent la C.N.T. depuis plus d'un an, l'accent doit être mis sur les élections syndicales et les conventions collectives.

□ En septembre 77, la CNT décide de boycotter les élections syndicales en les dénonçant comme une manœuvre visant à étouffer l'assemblée: «Tout le pouvoir aux assemblées» est le mot d'ordre avancé. Or, plusieurs militants sont désignés par les assemblées de leurs entreprises pour se présenter aux élections sur la base d'une plate-forme commune et pouvant être, à tout instant, révoqués par les travailleurs. Ces militants déposent donc leur candidature, respectant un accord assembléiste. Ils seront, peu après, expulsés de la CNT ainsi que les sections syndicales et syndicats qui les soutenaient, pour ne pas avoir respecté l'accord de boycott...!

□ En juin 78 débute un débat sur les conventions collectives qui se polarise assez rapidement. D'une part ceux qui défendent la participation aux négociations collectives argumentant que c'est toujours à ce moment-là que les travailleurs se mobilisent pour imposer leurs revendications et que,

par conséquent, la CNT se doit d'être à leurs côtés dans la lutte. Face à eux, ceux qui s'opposent aux conventions collectives au nom du principe d'action directe... Mais les textes qui apparaissent dans les colonnes de «Solidaridad Obrera» (journal de la CNT de Catalogne) à partir de septembre 78



ne sont le fait que de quelques militants. De là à personnaliser les débats, il n'y a qu'un pas que franchissent allègrement et bruyamment les adversaires des conventions collectives: attaques personnelles, agressions verbales (voire physiques) contre ceux qui se prononcent pour une stratégie syndicale révolutionnaire (impulsion de sections syndicales d'entreprises; négociations collectives; participation tactique, et non de principe, à certaines élections syndicales).

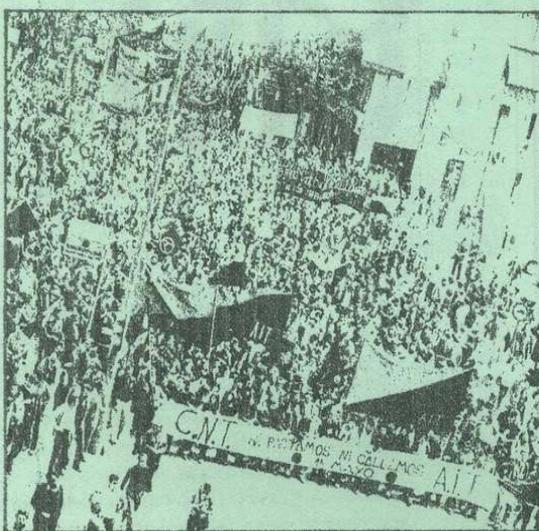
□ C'est le syndicat du bâtiment de Barcelone qui lance la chasse aux sorcières contre ceux qu'il appelle des «marxistes-conseillistes infiltrés». Une chasse aux sorcières qui, très rapidement, prend la tournure de véritable chasse à l'homme: un membre du comité national est agressé ainsi que le trésorier du comité de Catalogne! Dans les 15 jours qui suivent le plénum national de régionales où il est décidé de tenir le 5^e Congrès pour octobre 79, le syndicat du bâtiment (soutenu dans ses «investigations» par d'autres groupes de pression) «découvre» et dénonce l'existence d'une «organisation parallèle» dans la CNT.

«c'est le «front apache» qui a dominé le 5^e Congrès, remportant la «victoire» au prix de pratiques stalinienne...»

□ En fait, l'existence des «groupes d'affinité anarcho-syndicalistes» était connue des «investigateurs» depuis plus d'un an. Est-ce un hasard si ce n'est qu'à l'annonce de la tenue du congrès que cette «parallèle» est «découverte»? Est-ce le fait d'un pur hasard si tous ceux qui seront expulsés à Barcelone (plus de 20 militants) pour «activités parallèles» sont, justement, tous ceux qui s'opposaient, dans la presse et les réunions, aux adversaires des conventions?

□ Dans la lutte pour prendre le pouvoir dans l'or-

ganisation qui traîne depuis fort longtemps mais n'éclate ouvertement qu'au printemps 79, on assiste à la constitution d'une alliance tactique, dans le camp des inquisiteurs, entre les partisans d'une CNT-mouvement (les antisindicalistes du «syndicat» du bâtiment), les membres de la CNT en exil (et ceux de la FAI actuelle, créée de toute pièce par cet exil) ainsi que divers groupes de pression plus ou moins formels. C'est cette coalition qui prend en main la poursuite de la chasse aux sorcières. En mai 79, la rédaction de «Solidaridad Obrera» (seul journal de la CNT dans lequel un débat permanent était ouvert) est destituée pour «sympathies avec les parallèles». La moitié du comité de Catalogne démissionne en signe de solidarité (ouvrière?) avec les expulsés et destitués.



□ Depuis, c'en est fini des débats! Mais, paradoxalement, alors que c'est le syndicat du bâtiment (partisan d'une CNT-mouvement) qui avait lancé l'opération, c'est l'exil qui tire les marrons du feu en plaçant ses «consuls» à la rédaction de «Soli» et au comité de Catalogne avec le soutien de ses alliés fort divers... Des risques subsistent, néanmoins, pour l'exil et ses acolytes car le congrès pourrait être le théâtre d'un revirement de situation. Il fait tout pour empêcher qu'il se tienne: blocage des informations organiques, non-envoi des circulaires internes nationales, envoi sélectif de l'ordre du jour provisoire du congrès, et toute sorte de manœuvre que sa place aux divers comités lui permettent de réaliser. Mais rien n'y fait... le congrès est reporté d'octobre à décembre, mais il ne peut être évité. Dès lors, il s'agit d'organiser un congrès qui servira à «ratifier les principes» et à officialiser le putsch de Catalogne (la CNT de Catalogne représente plus de la moitié de la CNT d'Espagne). C'est cette coalition (baptisée de «front apache» par les expulsés en raison de l'hétérogénéité des positions de ses membres) qui a organisé le 5^e Congrès, en véritable structure parallèle, et c'est elle qui l'a dominé, remportant la «victoire» au prix de mille magouilles, de menaces verbales,

d'agressions physiques, au prix de pratiques stalinienne... L'exil aspire à une CNT «pure et dure» Qu'on en juge: «La CNT sera respectée si elle obtient une réelle influence qui ne dépend pas du nombre, mais bien de la qualité de ses militants... On doit servir la CNT et non pas se servir d'elle». (édito de «Soli» n° 44, mai 79, premier numéro réalisé par les «consuls» de Toulouse).

SE TAIRE, C'EST APPROUVER!

□ Il faut tout d'abord savoir une chose: les syndicats dans lesquels le «front apache» domine sont de pseudo-syndicats de 50 adhérents –sauf de rares exceptions et sans compter les syndicats qui, à 100 militants, cotisent pour... 500!– n'ayant aucune réalité de base dans les entreprises de leurs secteurs. De plus, il faut bien voir que très peu de syndicats sont structurés en sections syndicales d'entreprises et les seuls qui commençaient à l'être, ont vu leurs sections disparaître les unes après les autres. La CNT qui s'est reconstruite en 76 sur la base de groupes idéologiques, et non pas d'entreprises, fonctionne depuis cette date à partir d'assemblées générales de syndicats. Ces assemblées durent souvent jusqu'à tard dans la nuit, sont désertées par les travailleurs et les accords y sont pris par un groupe de 30 ou 40 initiés,

Le fonctionnement du 5^e Congrès reflète, à la perfection, le fonctionnement, à tous les niveaux, de la CNT: ce sont les mêmes méthodes de magouille, d'intimidation et d'agressions (parfois armées) qui y sont quotidiennement employées!

“la CNT est devenue un club pour initiés dont l'activité essentielle est la lutte interne pour le pouvoir.”

□ Comment pourrions-nous, dès lors, faire mine de nous étonner face à la baisse vertigineuse des effectifs d'une CNT qui passe, en un peu plus d'un an, de quelques 300.000 adhérents à 85.000 cotisants? Comment faire mine de nous étonner que la CNT ne soit pratiquement plus présente dans les luttes réelles, depuis 78 (les rares exceptions étant essentiellement le fait des «déviotionnistes» de la «ligne officielle»)? Comment ne pas voir que la CNT est devenue un club pour initiés dont l'activité essentielle (voire exclusive) est la lutte interne pour le pouvoir?

□ La CNT a cessé d'être, progressivement, l'alternative révolutionnaire de classe. Elle s'est écartée des préoccupations essentielles et quotidiennes des travailleurs et, ce faisant, s'est coupée du mouvement social réel.

La CNT laisse aujourd'hui (mais peut-être a-t-elle laissé bien avant) les travailleurs combattifs sans organisation adéquate capable de capitaliser les luttes, d'impulser l'auto-organisation et l'autonomie ouvrières.

□ Le Congrès de décembre dernier pourrait bien avoir définitivement sonné le glas d'une CNT-

organisation révolutionnaire de classe et de masse.

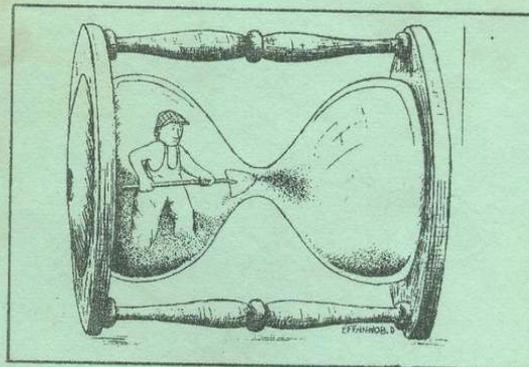
Elle devrait, très vite, devenir un groupuscule ni-organisation spécifique, ni-organisation syndicale, à vocation idéologique (plus nombreuse que les autres, certes, mais c'est tout!) contrôlée par l'exil grâce aux pions qu'il a su placer dans l'appareil et grâce au soutien qu'il a reçu de la part de plusieurs tendances, notamment des antisindicalistes du «syndicat» du bâtiment dont l'un des membres les plus en vue déclarait en avril dernier: «Il est logique que les lieux d'action préférentiels du mouvement ne soient pas les usines car l'intervention y trouve un terrain totalement hostile (...) Quand les travailleurs prendront conscience de la manipulation dont ils font l'objet, alors, il est possible que les lieux de travail constituent, à nouveau, le centre des actions et des luttes qu'ils ne constituent absolument pas aujourd'hui.»

□ Malheureusement pour ce militant, au moment même où il faisait ces déclarations (1^o trimestre 79) les travailleurs d'Espagne étaient ceux qui menaient le plus de grèves, avec le plus grand nombre de travailleurs impliqués dans ces luttes revendicatives, de toute l'Europe...!

LE POST-CONGRES: HISTORIQUES CONTRE RENOVES

□ Rien ne va plus. Les jeux sont faits... avec des dés pipés! Le «front apache» a tenu son congrès. Il s'est refusé, entre autres, à aborder réellement le problème de la stratégie syndicale à partir d'une analyse de la situation socio-économique présente et des intérêts des travailleurs. Il a opté pour une prise de position idéologique, coupée de la pratique, de sorte qu'au-dessus de la validité de telle ou telle stratégie se trouvent les sacro-saints principes inamovibles et éternels... amen! Quand l'idéologie ne colle pas à la réalité, l'Exil réplique: tant pis pour la réalité; nous la ferons entrer, au forcing, dans le cadre de nos principes! Le secteur historique peut aujourd'hui crier victoire, il n'en reste pas moins vrai que s'il existe des défaites qui sont des victoires, il y a également des victoires plus scandaleuses et crapuleuses, de par les méthodes employées, que des défaites!

□ Reste que ce n'est que l'une des composantes de la coalition (l'exil) qui a vraiment tiré profit d'une chasse aux sorcières lancée par les partisans d'une CNT-mouvement. La lutte pour le pouvoir est maintenant bien loin de prendre fin car le pacte d'alliance tactique ne pourra plus durer bien longtemps. Dans les semaines, les mois qui viennent, nous devrions assister à un combat acharné entre diverses parallèles, alliées de la veille, dans le but d'arracher des parcelles de pouvoir à la tendance hégémonique. La CNT resterait donc, plus que jamais, un panier de crabes à la différence près que -expulsions, défédérations, départs de militants et de travailleurs écœurés, tout ceci aidant- les crabes resteraient en compétition dans un panier nettement plus petit... Les luttes intes-



tines ne devraient en être que plus féroces!

□ A moins... à moins que les syndicats non représentés au congrès et surtout ceux qui l'ont quitté en signant un texte commun -et parmi lesquels on retrouve les rares syndicats à avoir encore une réalité de base, dans les entreprises- ne reconnaissent pas cette caricature de congrès, pas plus que les pseudo-accords qui y ont été pris. Et il semble bien que telle soit la situation post-congrès. En effet, dans les semaines qui ont suivi, nous apprenions que des dizaines de syndicats s'étaient déjà prononcés contre; c'est le cas de régionales entières comme: Galice, Asturies, Cantabrie, Rioja, Euskadi, Murcie et Canaries. Les réponses d'Aragon, Andalousie et Extrémadure devraient également abonder dans ce sens-là. Il ne restera plus que les trois «régions à problèmes» que sont la Catalogne, le Pays Valencien et le Centre où d'aussi nombreuses que diversifiées pressions ont lieu en ce moment-même, de la part des «historiques», pour intimider les militants et empêcher les syndicats de dénoncer la manipulation de Madrid.

□ C'est ainsi que se sont créées, dans toutes les régions, des «commissions techniques régionales de récusation» du congrès et qu'une rencontre à Vitoria, fin décembre, a mis en place la «commission confédérale de récusation». Fin janvier, une seconde rencontre nationale a décidé de ne pas se rendre aux plénums convoqués par le comité national nommé à Madrid, de ne reconnaître que l'antérieur C.N., de préparer la tenue du 5^o Congrès réellement représentatif avant l'été 80 et, pour ce faire, relancer la parution du journal national «CNT».

□ Dans ces conditions, deux voies restent ouvertes. Si la mafia aujourd'hui en place, se sentant menacée par la base, réagit et menace le «secteur rénové» d'un nouveau «printemps 79», il ne resterait plus qu'une seule réponse possible: la scission! Mais une autre voie reste encore possible, voire souhaitable: que le processus enclenché aboutisse à la récupération de l'organisation, la convocation d'un 5^o Congrès réellement représentatif qui en finisse avec la lutte des clans, adopte une stratégie syndicale révolutionnaire et soit en mesure d'impulser la réinsertion de la CNT dans la lutte des classes, aux côtés des travailleurs. Malgré les longues péripiéties et un avenir encore bien incertain, l'espoir demeure...

Solon.



grèce

LA GAUCHE DOMESTIQUEE ET LE MOUVEMENT LIBERTAIRE

Yannis et Agelos, sont des étudiants libertaires athéniens. Ce qui suit sont des extraits d'une conversation qui dura plusieurs heures, extraits complétés par quelques notes écrites reçues postérieurement.

■ Quelle est la réalité de la société grecque aujourd'hui, et quelles sont les forces qui influent sur le pouvoir ?

□ Les changements les plus importants qui caractérisent la structure constitutionnelle de la société grecque contemporaine, ont eu lieu à partir de la fin de la Seconde Guerre Mondiale. On peut en relever les trois principales étapes : la dictature de Metaxas (1936-39), la guerre civile de 1946 à 1949, et la dictature de Papadopoulos jusqu'en 1974. A cet ensemble, il faut ajouter la situation géopolitique spécifique de la Grèce.

Quant aux changements socio-économiques, il faut souligner la transformation du pays suite à un développement industriel moyen (développement assez malheureux et dépendant des investissements étrangers et du contrôle de l'industrie par les multinationales), et la croissance de la marine marchande, qui revêt une importance vitale.

En ce qui concerne les aspects politiques, vers la fin de la Seconde Guerre Mondiale, la Grèce avait le parti communiste le plus important d'Europe, avec un demi-million d'adhérents et le contrôle du million et demi de personnes appartenant au Front de Libération National (FLN). Ce pouvoir, résultat de la capacité organisationnelle du PC et du soutien du paysannat, fut un obstacle aux efforts déployés par les britanniques pour imposer les accords de Yalta. Leurs objectifs furent atteints après une lutte de trois ans qui coûta plus de 100.000 morts et blessés, 50.000 réfugiés politiques et des dizaines de milliers de personnes détenues.

Les américains remplacèrent les anglais dans le contrôle du pays, notamment avec le Plan Marshall et les liaisons établies entre les services secrets grecs et la CIA. La politique économique irrationnelle produisit une inflation croissante qui exaspéra la population. Avec la conquête de, presque, la

moitié de Chypre par les Turcs, le rêve des USA sur les réajustements géopolitiques s'accomplissait, et l'existence de la dictature se révélait inutile pour la CIA. En juillet 1974, les officiers de l'armée remettaient le pouvoir entre les mains des conservateurs de Karamanlis, posant ainsi les limites de la nouvelle démocratie bourgeoise. Karamanlis se vit contraint à de nombreux compromis entre des intérêts opposés, qui allaient depuis donner satisfaction aux futurs collègues du Marché Commun, jusqu'à essayer de satisfaire les revendications de liberté des travailleurs. Devant l'impossibilité de concilier l'inconciliable, on choisit d'éliminer le mouvement autonome ouvrier qui s'était développé entre 1974 et 1976. On approuva une série de lois, comme la loi 330, la loi Anti-Terroriste, etc., qui éliminèrent la liberté syndicale.

Simultanément, se développe le terrorisme d'Etat qui prend comme

cible les anarchistes. (Après la légalisation du PC, ce sont les anarchistes qui deviennent l'ennemi public numéro un à la place des communistes).

■ **Quelle est la situation de la gauche ?**

□ Toute la gauche, depuis les socialistes jusqu'aux maoïstes et trotskystes, survit comme elle peut dans les limites du système. Tous participent aux élections, ne créent pas d'incidents... Les anarchistes sont les seuls qui s'opposent à la police, parfois même de façon assez «brouillonne», ce qui permet au reste de la gauche de les qualifier de «provocateurs». Seuls les anarchistes ont participé aux dernières insurrections du quartier Santa Barbara d'Athènes.

■ **Quelles sont les positions prises par la gauche officielle ?**

□ Le rêve de la gauche était d'être légalisée. Une fois qu'elle a obtenu ceci, elle s'est révélé être une loyale servante du régime capitaliste. Le CPG, parti communiste officiel, est le plus stalinien de toute l'Europe, en compagnie du portugais. Il a obtenu 10% des voix aux élections et il est donc, la force principale dans la gauche classique et dans le mouvement syndical. Il joue régulièrement le rôle d'étouffoir dans les grèves des travailleurs, ce qui lui vaut les commentaires favorables de la presse officielle.

Le CPG Intérieur, est le résultat d'une scission du parti communiste en 1968, lorsque le comité central qui dirigeait les activités illégales du parti en Grèce, critiqua l'invasion soviétique de la Tchécoslovaquie, et démissionna pour créer le nouveau parti. Celui-ci est eurocommuniste et il a des liens étroits avec les communistes espagnol, italien et français. Il a obtenu 2% des voix lors des élections avec une implantation prépondérante chez les étudiants et ensei-

gnants, et une présence presque inexistante dans le mouvement ouvrier. Il est plus «libéral» que le parti officiel et la majeure partie de son organisation de jeunesse est passée dans le rang des anarchistes ou des «babas cool».

Quant au NSM (Mouvement Socialiste National), créé par le fils de Papandréou en 1974, il regroupe des éléments de la gauche du centre politique. C'est le parti socialiste européen le plus à gauche et son langage est très imprégné de nationalisme. Il a un pouvoir électoral très fort avec 25% des voix alors qu'il ne compte que quelques 50.000 adhérents. C'est le parti qui reflète le mieux la disparité de la structure sociale grecque.

■ **Jusqu'à quel point peut-on parler de libertaires en Grèce, ou de mouvement anarchiste ?**

□ La disparition politique et physique des anarchistes dans les luttes sociales à partir de 1930, ne signifie pas la disparition des tendances anti-autoritaires à l'intérieur des groupes politiques. D'un groupe trotskyste, la Coalition Internationale de Travailleurs Communistes (ICWG), surgit le Front des Travailleurs (WF), qui dans son évolution passa du luxembourgeoisisme à l'anarchisme. Aujourd'hui, ses militants, assez âgés, se considèrent anarchistes et collaborent avec les jeunes camarades. (Un des membres de ce groupe, depuis les années 30, a été Cornélius Castoriadis, qui créa, en 1949, le groupe «Socialisme ou Barbarie», et qui garda toujours des liens étroits avec ces anciens camarades, ce qui explique son influence sur le mouvement anarchiste grec, malgré son adhésion postérieure au trotskysme).

La «gauche indépendante» formée par les dissidents du PC vers 1963, fut la première à parler de groupes autonomes. Elle publia le journal «Attack», qui contribua énormément à la diffusion des idées anti-autoritaires dans la gauche réformiste. Le phénomène qui eut le

plus d'amplitude fut la prolifération de groupes aux confuses conceptions trotsko-mao-anarchistes.

Après la dictature, et intégré par des militants qui avaient lutté contre la Junte, se créa «Socialisme ou Barbarie», qui publia la revue du même nom, et joua un rôle important dans le développement du mouvement anarchiste, surtout en Thessalonique.

■ **Quelles sont les principales activités du mouvement anarchiste grec dans l'actualité ?**

□ Après la chute de la dictature, l'anarchisme était un mouvement composé, presque exclusivement, d'intellectuels et d'éléments «déclassés», possédant la majorité de ses sympathisants dans l'Université. A partir de 1977 commence à se noter la présence de jeunes travailleurs anarchistes. Présence qui s'est accrue ces dernières années et qui a permis la participation dans des luttes ouvrières et dans des luttes de quartier. On peut dire que les anarchistes ont eu une participation importante dans la grève des professeurs de l'enseignement privé et dans les affrontements avec la police à Santa Barbara. Cependant, l'implantation dans les usines reste très difficile.

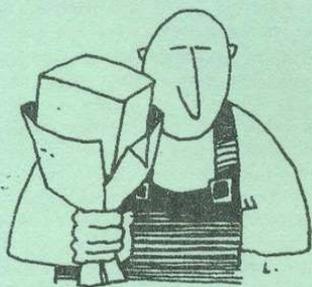
Actuellement, la défense des détenus est une de nos activités essentielles. L'Etat impose de lourdes condamnations à des camarades, et pratiquement, il nous est impossible d'avoir des locaux ouverts. Lorsque la police ne nous les ferme pas, ce sont des bandes fascistes qui les détruisent. Malgré tout, nous sommes optimistes et nous pensons que les problèmes du mouvement anarchiste sont en voie de résolution, car à la montée du mouvement ouvrier, entre 1978-79, a correspondu une baisse de la répression centrée spécifiquement sur nous. □

Collectif Bici.



pays_bas

GREVE SAUVAGE DANS LE PORT DE ROTTER- DAM



LES EQUIPAGES DE REMORQUEURS

La grève se déclenche dans les derniers jours du mois d'août à partir du mécontentement des travailleurs de la SMIT INTERNATIONAL quant à la façon dont la dernière Convention Collective a été établie.

En effet, les syndicats FNV (fusion récente de la NVV socialdémocrate majoritaire et de la NKV catholique) et CNV (syndicat protestant jaune) avaient négocié un accord avec les patrons qui devait être ratifié par la base. Cette ratification a eu lieu pendant la période des vacances. De ce fait, sur 40% du personnel présent à cette époque, la Convention Collective a été ratifiée par 158 votes «pour», 134 «contre» et 16 abstentions!

Pire encore, il faut savoir que seuls les membres des syndicats «reconnus» (FNV & CNV) avaient le droit de prendre part au vote. Une fois votée, cette Convention prend force de loi pour l'année en cours.

On aboutit donc à un «accord» voté par une très faible majorité de travailleurs présents, sans compter les non-syndiqués, les membres de la FHV (syndicat de la Fédération des Ports, non «reconnu» et à tendance léniniste) et ceux de l'OBV (syndicaliste révolutionnaire/non reconnu).

À la rentrée, les travailleurs constatent ce qui s'est passé et réclament immédiatement une augmentation de 50 florins (100 FF) par semaine. Les patrons et les syndicats refusent tout net prétendant «qu'il n'y a aucune raison de remettre en cause une Convention votée démocratiquement!» La réponse des travailleurs ne se fait pas attendre: GREVE sauvage puisque non soutenue par les syndicats.

LA GREVE DES DOCKERS

En solidarité avec les travailleurs de SMIT INTERNATIONAL, plusieurs entreprises du Port cessent le travail. Mais les choses ne s'arrêtent pas là.

Les dockers, excédés d'avoir à attendre 8 mois pour le renouvellement de leur propre Convention Collective (étant donné l'inflation et la dégradation des conditions de travail) déclenchent à leur tour une grève générale sur le Port.

Là encore, naturellement, les syndicats refusent de soutenir le mouvement. Comme en 70/71, se crée un «Comité du Port de Rotterdam» (Rotterdams Haven Komitee) composé de membres de la base syndicale, mais où l'on retrouve aussi des gens du PC et de quelques groupuscules gauchistes.

Outre 2 ou 3 «figures» connues, on trouve dans ce Comité les délégués de 70 entreprises du Port. En quelques jours, sous l'action de ce Comité, la plus grande partie du Port est paralysée. Les dockers réclament une nouvelle Convention Collective.

Entre temps, la grève se durcit: des piquets de grève «illégaux» sont mis en place aux portes de la majorité des entreprises du Port. Plusieurs manifestations importantes sont organisées, l'une d'entre elles et c'est un fait important à noter, se dirige vers le siège local du Patronat, puis sur le siège du Syndicat des Transports FNV (dont dépendent les dockers), associant ainsi clairement Patrons et bureaucrates syndicaux dans une même réprobation. Le local du syndicat est alors occupé pendant plusieurs

jours par un groupe de travailleurs qui déclarent qu'ils n'en sortiront que lorsque le syndicat aura débloqué les caisses de grève. En effet, la grève étant sauvage, les syndicats refusent de payer à leurs membres les indemnités journalières auxquelles ils ont droit.

Par ailleurs, des grèves de solidarité éclatent dans le port d'Amsterdam et à Vlaardingen. Mais là encore, ce sont les syndicats qui vont mettre tout en œuvre pour isoler les travailleurs de Rotterdam et empêcher toute extension du mouvement à d'autres villes.

Face à cette situation, les travailleurs prennent eux-mêmes en charge la solidarité. Un «Comité général de Soutien aux grévistes» se crée à Rotterdam-Spangen (banlieue) qui, outre l'impression d'affiches, l'organisation de meetings et de collectes, va mettre en place des équipes qui ravitaillent en café, sandwiches, etc... les piquets de grève 24h sur 24. Cette solidarité s'étend rapidement à l'ensemble du pays où divers groupes inorganisés ou organisés, collectent et informent sur ce qui se passe réellement à Rotterdam. L'OBV verse à ses membres les indemnités de grève dès le début, mais cherche, en plus, à aider financièrement les membres des syndicats «officiels» et les non-syndiqués qui ne touchent rien.

À la fin de la première semaine de grève, les positions se durcissent encore plus. Des Assemblées Générales régulières se tiennent dans la ville (5.000 personnes, le 3 septembre, sur la Afrikaanderplein, une place de Rotterdam).

Pendant ce temps, SMIT assigne l'ensemble de son personnel en justice. La réponse des travailleurs est immédiate; ils posent un ultimatum à la Direction: ou elle abandonne toute poursuite et se résigne à négocier ou des actions «dures» vont se déclencher.

Joignant le geste à la parole, ils occupent les bureaux de la SMIT. Mais le maire (social-démocrate) de Rotterdam fait déloger les occupants par les unités mobiles de la police, à la demande de la Direction. Il y aura des blessés de part et d'autre.

TOUS UNIS... CONTRE LA GREVE

Constatant que le moral reste élevé et que la tension monte sur le Port, tout ce que le Capital compte de distingués serveurs se met en œuvre pour venir à bout du mouvement. Pour cela, on a recours à la bonne vieille politique de la carotte et du bâton.

— la carotte est offerte par les syndicats des Transports FNV qui négocient discrètement avec la Direction de SMIT et l'Union Patronale du Sud-Ouest et annoncent triom-

phalement qu'ils ont obtenu le paiement d'une «avance» de 500 florins et des heures de grève, à condition que le travail reprenne. Pas de chance, cette proposition est totalement rejetée.

— alors, on va essayer le bâton : les patrons utilisent des groupes de briseurs de grève pour provoquer des affrontements avec les piquets. Ce qui sert de prétexte aux autorités locales pour envoyer la brigade anti-émeutes avec des voitures blindées, chiens, auto-pompe, etc... sur le Port. Ce qui n'empêche pas le Maire (Social-Démocratie oblige) d'affirmer sans rire que «la police ne sera pas utilisée comme briseuse de grève, mais qu'on ne peut tolérer la violence physique sur le Port». Dans la Presse aussi, tout le monde s'y met, de celle de droite à celle contrôlée par les sociaux-démocrates et leurs syndicats. Tout est bon pour tenter d'isoler et d'affaiblir les grévistes et ceux qui les soutiennent.

Le 14 septembre, après plus de deux semaines de grève, plusieurs milliers de grévistes se retrouvent dans le stade de Feijenoors, les autorités locales tentant d'empêcher les rassemblements dans le centre.

Il y a, à nouveau, des affrontements avec des commandos de briseurs de grève.

Les syndicats continuent leurs magouilles et réussissent à faire voter majoritairement une proposition d'amélioration de la Convention Collective par le personnel d'une entreprise du port, la Seaport Terminal.

Le 17 septembre, patrons et syndicats déclarent une nouvelle fois s'être mis d'accord pour proposer une «avance» financière en attendant une renégociation générale. Le travail ne reprend toujours pas.

Il faudra encore une semaine pour que, petit à petit, la lassitude vienne à bout des dockers.

Le lundi 24 septembre, après 4 semaines de grève, les dockers et les travailleurs du port reprennent le travail en n'ayant «obtenu» que les quelques florins en plus proposés par les syndicats.

LES SMIT CONTINUENT

Les amarreurs de «SMIT INTERNATIONAL» (30 navires, 500 personnes) continuent seuls la lutte.

Le 1^{er} octobre, les patrons mettent en marche 6 navires avec le concours d'une trentaine de jaunes. Les grévistes abordent deux navires et les ramènent à la côte. La police intervient, arrête 7 grévistes sous l'accusation de «piraterie et vol de navire». Un comité de femmes organise des manifestations devant la prison et les détenus sont libérés après 4 jours pour éviter «de troubler l'ordre public».

C'est presque sur cette victoire que prend fin le conflit le 15 octobre, après versement de 2.000 F par la commune de Rotterdam, conformément aux dernières revendications.

CONCLUSION PROVISOIRE

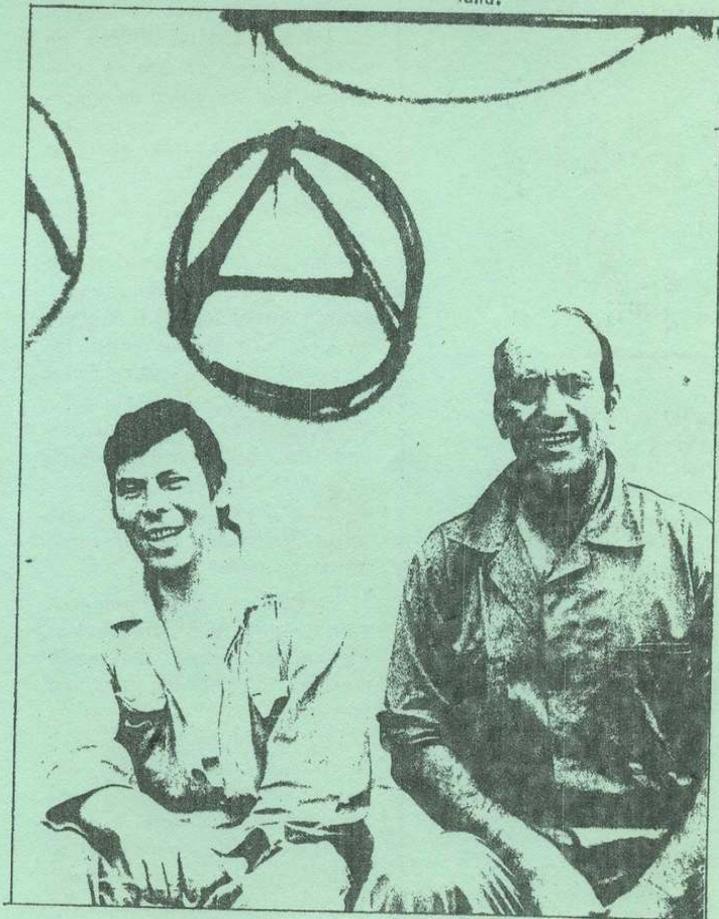
Ce n'est pas la première fois (ni la dernière) que des travailleurs se mettent en grève spontanément et affrontent patrons, syndicats, partis et Etat coalisés.

Les maoïstes (très présents au cours du conflit) y voient, comme toujours, la preuve que les «directions syndicales sont pourries» et espèrent prendre leur place. Stavinga, membre de la FHV et ex-membre du KEN (un groupuscule mao-stalinien) qui faisait partie du Comité de grève déclarait : «cette grève est avant tout dirigée contre les directions des syndicats». Le PC, lui, essaye de jouer sur les deux tableaux. Traditionnellement, ses militants sont dans la FNV qu'ils tentent vainement depuis des années d'arracher aux sociaux-démocrates. En même temps, il a placé un de ses membres, Schultse, dans le Comité de grève, histoire d'éviter d'être totalement débordé sur sa gauche.

Quant aux autres, et en particulier l'OVV (qui comprend de nombreux libertaires) et dont plusieurs membres se trouvaient au Comité, on peut dire que sa position a été correcte tant au niveau de la solidarité qu'à celui du respect de la démocratie ouvrière. Son attitude lui aurait d'ailleurs valu de nombreuses adhésions qui viennent donc renforcer le courant anarcho-syndicaliste hollandais.

Enfin, à la suite des grèves, la gestion bureaucratique est attaquée à l'intérieur des syndicats : la section des transports de Rotterdam, le 23 octobre, a condamné son dirigeant pour «actes de trahison de la classe ouvrière... mais sans que cette condamnation ait entraîné la révocation du dirigeant. On sent cependant que les ouvriers sont de plus en plus hostiles à la politique gouvernementale d'austérité, de «stabilité». Ce refus de collaborer avec les partis conduit à passer des revendications qui dépassent les intentions des chefs syndicaux et qui vont influencer sur les discussions salariales au début de 1980.

Informations recueillies de Tom Welsken et des communistes libertaires de Zee-land.



argentine

LOIS



FASCISTES

«L'exil est rond
un cercle, un anneau :
tes pieds en font le tour,
tu traverses la terre
et ce n'est pas ta terre,
le jour t'éveille et
ce n'est pas le tien,
la nuit arrive :
il manque tes étoiles,
tu te trouves des frères,
mais ce n'est pas ton sang.»

□ Depuis l'arrivée au pouvoir du sinistre général Videla, en mars 76, il n'y eut que ce puissant et bref tourbillon de dénonciations de la dictature, provoqué par la présence du «Mundial» sur le territoire argentin. Les tourbillons ont une fin, et s'installe le silence. L'extrême-gauche fatiguée et vieillissante abandonne le terrain aux organisations humanitaires. L'Argentine n'est plus qu'une de ces baves fortifiant les démocraties parlementaires. Et pourtant... et pourtant le bilan répressif est lourd dans cette Amérique latine qui soustrait déjà plus de deux millions d'exilés de sa comptabilité démographique: «la génération de nulle part».

Le fascisme argentin au pouvoir a trouvé une puissante et inattendue(?) alliée: la Russie, première cliente du pays (en particulier pour le blé et le maïs). Militaires argentins et soviétiques sont aussi au mieux: achats d'armes et entraînements. Le tarif à payer par les argentins est léger: la légalisation sans danger du minuscule Parti Communiste Argentin (P.C.A.). Quant au tarif

pour l'URSS, il est simple et crapuleux: le silence sur les crimes commis contre les résistants progressistes argentins! Alors que...

□ La junte militaire argentine, aux ordres des «loups de Washington», a parfait la pratique du génocide avec l'invention de la technique de la disparition. Ce sont ces milliers de personnes qu'on est venu chercher chez eux un jour, au petit matin, au bruit de bottes traditionnel dans ce genre d'opérations, et dont on ne sait depuis plus rien. Il y a eu en Argentine 10.000 morts et presque un million d'exilés. Il y a en Argentine 15.000 détenus qui sont encore vivants, mais pour combien de temps, enfermés dans les camps et les casernes militaires. Il y a enfin plus de 20.000 disparus de tous horizons politiques: montoneros (gauche péroniste), communistes, socialistes, libertaires, indépendants et même, pourquoi pas, des enfants... L'absurde sanglant est au pas de nos portes. Selon une dépêche de l'AFP: «Un enfant de trois ans a été arrêté au Para-

guay par la Police argentine sous prétexte de réorganiser le mouvement guerrillero Tupamaro!»

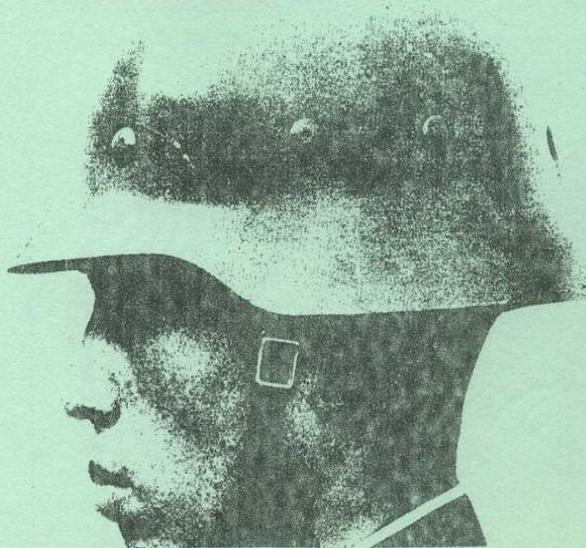
□ Paradoxalement, cette technique de la disparition est par trop voyante et pour parer aux critiques improbables, la junte n'hésite pas à virer à l'abjection. Une commission des Droits de l'Homme devant visiter le pays, la police fera disparaître 3.000 dossiers de disparus! Tout ne pouvant être réglé ainsi et face à la pression constante des familles et à l'inquiétude timide des organismes interna-

tionaux, le pouvoir argentin vient de voter une loi macabre. Tout disparu qui ne se présentera pas dans les 90 jours après avoir été convoqué par un juge, à travers la presse, sera déclaré décédé. Voilà la solution pour épurer ce chiffre énorme de disparus qui, selon la junte, recense des «clandestins ou exilés» et des personnes «mortes des conséquences de leurs actes!» Pour que le cynisme soit au rendez-vous, la loi prévoit que les familles des personnes «morts-disparus» pourront réclamer une pension!

□ Ainsi, on pourra faire disparaître, définitivement cette fois-ci, tous ceux qui n'avaient pas accepté sans broncher l'installation de la dictature militaire. Ainsi, nous n'aurons plus à espérer des nouvelles des camarades libertaires argentins disparus à ce jour: Marcelo Rodolfo Tello, Hernan Maria Ramirez, Pablo Daniel Tello, Rafael Arnalda Tello, Elsa Martinez, Fernando Diaz, Raoul Olivera, «Melena», «Chino» et sa compagne, «Elbio», ... □

Tony.

OU EN EST "RESISTANCE LIBERTAIRE" ?



□ Vers 1966, année du coup d'Etat militaire de Onganía, apparaît en Argentine un mouvement de la gauche révolutionnaire, essentiellement étudiant, lié au développement du processus de lutte des classes. Au sein de l'université, apparaissent plusieurs groupes libertaires et marxistes, stimulés par le «Mai 68» français et qui, en liaison avec la lutte ouvrière croissante, participe à des «pueblazos» (soulèvements populaires) au cours des années 69-70 dont la plus grande expression sera le fameux «Cordobazo» (*).

APPARITION D'UN NOUVEAU MOUVEMENT LIBERTAIRE

□ Les divers groupes de jeunes libertaires qui se forment, presque simultanément, au cours de ces années, tentent tout d'abord de se coordonner avec les camarades anarchistes qui sont restés dans des groupes sans grande influence. Ces derniers proviennent d'organisations qui, au début du siècle, faisaient partie du mouvement anarchiste et qui donna aux luttes ouvrières un caractère révolutionnaire mais qui, peu à peu, perdit la grande influence qu'il avait eu. Ce mouvement disparut progressivement à cause, surtout, de la brutale répression qu'il dut subir dans les années 30.

□ Parmi les groupes existants, les jeunes libertaires se rapprochent de «LA PROTESTA», le seul journal anarchiste paraissant alors, mais qui se plaçait en marge du processus des luttes de classe qui se développait en Argentine à cette époque. Ces camarades, étant donné que la majorité des vieux anarchistes avaient érigé en dogme leurs critiques du marxisme et du péronisme, virent surgir, peu à peu, des désaccords d'ailleurs logiques. Exception faite de quelques camarades isolés, il n'existe aucune relation entre le grand mouvement anarchiste du début du siècle et les jeunes libertaires. Ce fait laisse ces derniers sans aucun type de contribution ni dans l'élaboration théorique, ni dans l'expérience d'une action soutenue et ni, en général, dans une vue synthétique de l'anarchisme face à la réalité historique. Commence alors une période de création, d'élaboration et d'expériences dans le cadre d'une réalité oppressive.

□ La nécessité immédiate d'une action et d'une présence anarchiste dans ce processus, marqué par les grandes manifestations anti-dictatoriales, amène les jeunes anarchistes à se séparer, dans la pratique, des représentants de l'«anarchisme classique» et à continuer dans la voie de l'impulsion de leurs organisations, de leurs projets et d'actions beaucoup plus proches de la réalité. Parmi les groupes existants alors (GRA, GAR, LAC et autres) c'est la RESISTANCE LIBERTAIRE (GRA jusqu'en '72) qui continue ses activités militantes.

Ce sont des étudiants dont la majeure partie, de par les nécessités politiques mêmes et de par l'engagement qu'ils prennent en tant que militants, sera amenée à se prolétarianiser et à abandonner l'université.

L'EXPERIENCE SYNDICALE REVOLUTIONNAIRE

□ La R.L. reprend de l'anarchisme son syndicalisme indépendant de toute bureaucratie (qui a toujours été, en Argentine, liée à l'Etat bourgeois) ainsi que l'autonomie par rapport aux partis politiques (qui prétendent assumer un rôle d'avant-garde du prolétariat). Ainsi donc son activité vise à impulser la participation et l'action directe dans la lutte contre le patronat, la bureaucratie et l'Etat.

□ En 74, suite à ses actions et au début de l'escalade répressive, le Front Etudiant disparaît. A cette époque, la répression visait essentiellement les organisations de la gauche révolutionnaire et quelques «têtes» représentatives qui s'attaquaient au gouvernement. C'est la première fois que la R.L. reçoit un coup très dur, mettant en danger son organisation. Plus tard, en 1975, plusieurs camarades seront repérés mais parviendront à échapper à la police. De toute façon, une telle situation oblige à effectuer un déplacement considérable de camarades de plusieurs villes. C'est alors que s'impose une restructuration à cause de la diversité des tâches à accomplir et de la nécessité de perfectionner les règles de sécurité. Au fur et à mesure que l'activité se fait de plus en plus clandestine, de grandes difficultés apparaissent en ce qui concerne la différenciation des tâches spécifiques et leur organisation horizontale. Toute une étape d'apprentissage organisationnel, de formation idéologique très créative et expérimentale, débute dans la mesure où nous n'avions pas suffisamment de références valables pour la phase que nous traversons et pour les réponses politiques qui s'imposaient.

□ A Cordoba, ville industrielle ayant une longue tradition de luttes, plusieurs militants sont arrêtés, au début de l'année 76, au moment même où ils tentaient de regrouper les camarades isolés, les groupes anarchistes et les sympathisants. Cette ville fut utilisée par les forces répressives comme un banc d'essai pour la terreur qui allait déferler par la suite sur l'ensemble du pays. Le choix de cette ville ne fut pas le fait du hasard car la caractéristique de Cordoba est d'avoir un mouvement ouvrier très combattif et radicalisé. Avant même le coup d'Etat militaire, il y avait presque une centaine de militants et d'activistes séquestrés ou disparus, non seulement des membres d'organisations révolutionnaires mais aussi des camarades très combattifs dans les usines.

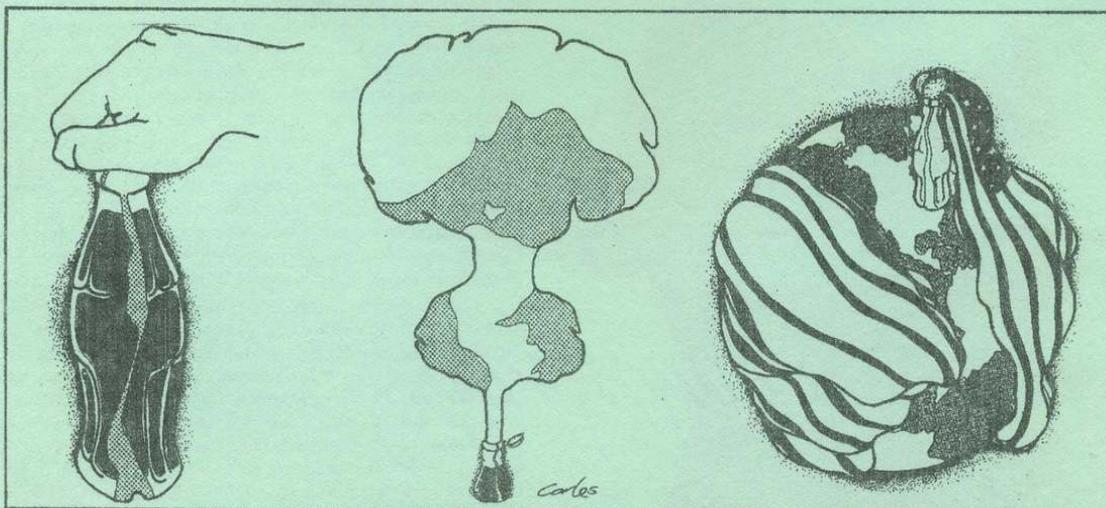
□ Pendant ce temps, dans la région de Buenos Aires, se développe un travail d'implantation accélérée et un groupe de camarades des arts graphiques nous rejoint, apportant ainsi une expérience syndicale très enrichissante. La R.L., sans qu'elle soit en mesure de mobiliser de larges secteurs, apparaît comme une alternative à la gauche, et impulse l'autonomie de la classe ouvrière, conjointement avec la gauche révolutionnaire (bien que pour cette dernière il s'agisse uniquement d'un problème tactique étant donnée sa conception de la révolution). La R.L. se place donc dans le cadre d'un nouveau syndicalisme combattif: ses militants participent aux Commissions de Coordination des Secteurs en Lutte et aux Regroupements de Base qui se mobilisent contre la bureaucratie, mettant en avant des revendications économiques dont les conséquences politiques étaient très importantes.

REPRESSION ET CLANDESTINITE

□ En 1977, les organisations majoritaires: PAT-SAP (marxistes-léninistes) et les Montoneros (péronistes), cibles prioritaires de la répression, sont très brutalement pourchassées et disparaissent pratiquement. Il se produit la même chose pour les travailleurs qui voient leurs syndicats dissouts et se retrouvent sans aucune possibilité légale d'organisation, sous quelque forme que ce soit, avec leurs délégués emprisonnés, disparus ou tués et avec les flics sur les lieux mêmes de travail. C'est le début d'une action lente et difficile. La R.L., avec d'autres organisations révolutionnaires, édite le journal clandestin «RESISTENCIA OBRERA» qui est en ce moment le seul journal de ce type existant en Argentine, et qui met en avant des propositions de regroupement des travailleurs et des militants qui se retrouvent isolés à cause de la répression, afin d'entreprendre ensemble la résistance à la dictature.

□ Mais l'action répressive, lancée par le gouvernement d'Isabel Peron, perfectionnée et accentuée par le gouvernement militaire de Videla qui exerce aujourd'hui une brutale dictature, parvint également à toucher la R.L. qui, en étant partie prenante du mouvement révolutionnaire, ne pouvait être épargnée. Depuis l'automne 78, la R.L. doit faire face à une période de réorganisation, avec plusieurs camarades emprisonnés, disparus ou exilés, et le tout dans une situation objective d'élimination de la gauche révolutionnaire et de la majorité des militants les plus combattifs de la classe ouvrière.

Des camarades de «RESISTANCE LIBERTAIRE», exilés en Europe.

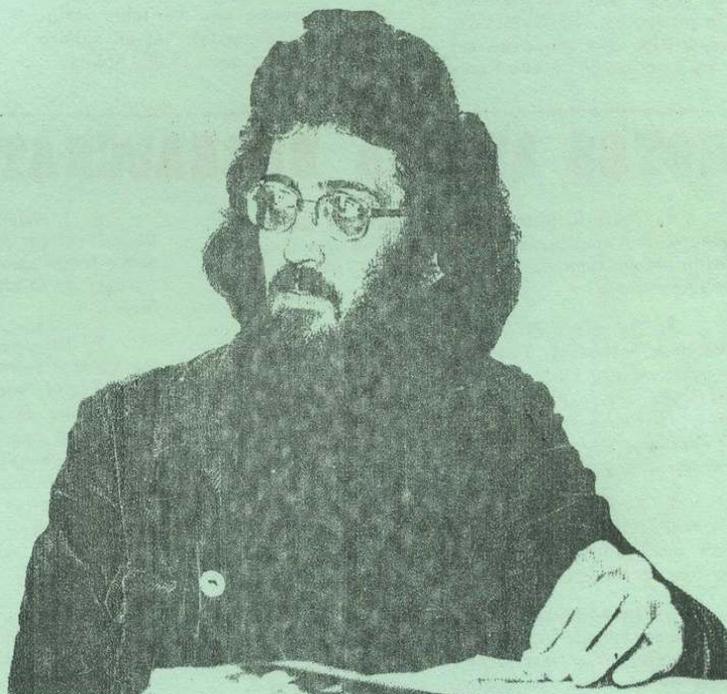


yougoslavie

AUTOGESTION PAR DECRET!

SLOBADAN DRAKULIC, 32 ans, sociologue, est intervenu à la Conférence de Venise sur le thème de l'autogestion yougoslave (voir encadré avec le résumé de son intervention). Militant connu des luttes étudiantes de 68, il a participé jusqu'en 72 à divers mouvements sociaux et s'est spécialisé dans l'étude sociologique de la culture, contre-culture, écologie, féminisme, etc. Il est président de l'Institut sociologique croate et se définit comme «anti-autoritaire critique non strictement anarchiste».

A l'entrevue assistait comme participant et traducteur Frank Mintz, vieil ami de Drakulic, qui parvint à maîtriser simultanément le bulgare, l'anglais, l'espagnol et les spaghetti à la bolognaise.



■ En plus de la situation actuelle, une première critique de l'autogestion yougoslave porterait certainement sur la façon dont s'est implanté le système, non ?

□ De 1945 à 48 il y a en Yougoslavie une direction totalement stalinienne. Vers 1950, après des tensions et des attaques avec l'URSS, l'autogestion est décrétée. Si l'autogestion était le résultat d'un besoin social, quel processus s'est-il donc développé entre 1948 et 1950 ? Les mêmes qui en 1948 étaient staliniens, deux ans plus tard sont antistaliniens.

L'autogestion a été en réalité, une réponse de politique extérieure contre l'URSS. Elle ne surgissait pas d'un besoin social, elle n'avait pas de racines profondes dans la société... mais il était nécessaire de se différencier du régime soviétique, et ceci veut dire que c'est Staline lui-même qui incita le Parti Communiste Yougoslave à prendre une autre position...

■ Pourrais-tu nous donner des exemples concrets du fonctionnement actuel de l'autogestion ? Comment sont nommés les directeurs des entreprises ?

□ Depuis 1950, dans le système autogestionnaire, le directeur est nommé par l'Etat. Maintenant le directeur passe par une période de formation, et après des concours publics, il est finalement élu par le Conseil d'usine, avec l'autorisation des organisations socio-politiques du district. Il y a une rotation horizontale, au niveau des cadres moyens, qui passent par les syndicats, les usines, les entreprises... Les directeurs n'ont pas de pouvoir politique, mais ils interviennent sur un terrain politique puisqu'ils passent de la municipalité à l'usine, au parti, au syndicat...

C'est ainsi que nous avons, au niveau du district, une situation de type oligarchique. Il y a environ 200 personnes qui sont partout, à l'usine, à la mairie, dans le syndicat, dans le parti et dans l'organisation des jeunes. Et cela correspond à ce que décrit PARETO sur «la circulation des élites», bien qu'en Yougoslavie le processus soit beaucoup plus lent que celui que décrit PARETO.

■ Quels sont, schématiquement, les traits distinctifs du système de production yougoslave ?

□ Il y a une première différence: il n'existe pas de propriété privée des moyens de production. Pour les salariés, la seconde différence réside dans la planification de la production, la distribution et la répartition des bénéfices qui se fait en fonction de ce que l'on pen-

se qui revient à chacun. Et c'est là que commence la stratification sociale...

■ Comment est établie l'échelle salariale ?

□ Pour prendre un cas concret, là où je travaille, à l'Université, les experts, les diplômés universitaires, contrôlent les commissions, élus par les travailleurs (commissions de planification, distribution, propagande, etc.). Ce sont les travailleurs eux-mêmes qui hissent les experts. La commission la plus intéressante est celle qui répartit les bénéfices.

Un exemple concret: les balaieurs touchent approximativement 4.000 dinars; les professeurs (pour chaque faculté, le salaire dépend des bonus qu'elle obtient en fonction du nombre de membres, ce qui provoque une véritable inflation d'enseignants), ont un salaire moyen de quelques 13.000 dinars.

A la faculté il y a un conseil qui représente les professeurs, les administratifs, et qui comprend également les représentants des organisations politiques et industrielles de la zone, ainsi que ceux des sphères économiques. Et ce conseil est au-dessus des commissions universitaires. Il s'occupe de tous les problèmes de la faculté, contrôle l'université (à Salamanque, il y a 500 ans, il y avait davantage d'autogestion qu'ici: les élèves élisaient leurs professeurs et en plus ils portaient l'épée...).

■ En pourcentage, comment se répartit, par secteurs, la population active...? Quel est le poids de la bureaucratie ?

□ Il n'y a pas de chiffres précis. Les chiffres officiels n'établissent aucune différence. La seule différence est celle établie entre «productifs» et «non productifs»: ces derniers correspondent aux secteurs de l'éducation, culture, fonc-

NOTES SUR LA BUREAUCRATIE...

1. Dans la lutte entre les tendances autoritaires et les tendances libertaires, lors des mouvements révolutionnaires du XIX^e siècle, triomphèrent les premières.

2. Au début du XX^e siècle, le mouvement autoritaire bolchevik finit par dominer le mouvement révolutionnaire européen, etc. L'une de ses caractéristiques est le rôle hégémonique du parti à l'intérieur du mouvement, et le rôle hégémonique de l'élite à l'intérieur du parti même. La Yougoslavie n'a pas été une exception.

3. Après la Deuxième Guerre Mondiale les partis bolcheviks ou marxistes-léninistes prirent le pouvoir dans divers pays, y compris la Yougoslavie, mettant en place un système politique.

4. Dans ces pays, l'élite du Parti se convertit en classe sociale dirigeante; les adhérents du parti se transformèrent lentement en la (nouvelle) classe moyenne. A cette classe moyenne se sont ajoutés divers groupes sociaux, parmi lesquels on trouve ce qui est officiellement désigné, en Yougoslavie, la technocratie. Grâce à la relative liberté d'investissement (à petite échelle), un troisième groupe de petits propriétaires rejoint la classe moyenne. La classe ouvrière (officiellement proclamée classe dirigeante de toute la société), recrute majoritairement dans la paysannerie, et les paysans eux-mêmes, sont ceux qui forment la base de la hiérarchie sociale.

5. L'élite du parti se trouve ainsi dans une position contradictoire: d'une part elle constitue la classe (ou groupe) dirigeante, d'autre part elle est l'avant-garde révolutionnaire. La classe moyenne est économiquement privilégiée, mais elle n'a pas de pouvoir social décisif, elle se voit menacée par les revendications des travailleurs et laissée à la merci de l'élite. Les travailleurs sont, en théorie, la classe dominante, mais en réalité une classe économiquement exploitée et politiquement opprimée. C'est là que réside la contradiction fondamentale de la société yougoslave.

6. L'élite du parti définit l'autogestion comme un authentique pas en avant révolutionnaire, mais en même temps comme un pas contre les prétentions politiques de la classe moyenne économiquement privilégiée.

7. Et c'est là que nous rencontrons une énorme fracture entre le niveau formel et le niveau pratique de la vie sociale. La classe dirigeante maintient la structure de classe de la société (en maintenant aussi bien ses propres privilèges que ceux de la classe moyenne), et le mythe-menace de l'autogestion (pouvoir des travailleurs). L'autogestion (niveau formel) est prise au sérieux par la plus grande partie des travailleurs et par les couches les plus basses de la classe moyenne (y compris une partie de l'intelligentsia).

8. Pour illustrer les échecs de l'autogestion (ou plutôt: l'impossibilité de l'introduire plus rapidement et plus profondément dans la vie quotidienne), l'élite invente le mythe de la technocratie, de la bureaucratie et de la technobureaucratie, comme principaux obstacles pour le développement ultérieur de l'autogestion, tandis qu'en même temps, elle continue à maintenir les privilèges de chaque groupe social. Ainsi ils servent de rideau de fumée pour masquer le rôle et la position de l'élite elle-même.

9. Ainsi, l'autogestion est promue ou freinée par le développement social lui-même qui, en réalité, ne fait que sauvegarder ses propres positions: attaquant les privilèges de la classe moyenne (technocratie, bureaucratie et technobureaucratie) à travers l'autogestion, et menaçant l'autogestion à travers le maintien de la hiérarchie sociale. La classe ouvrière est invitée par les patrons à attaquer les serfs mais en restant esclave, ce qui exclue la possibilité d'abolir l'ordre social où existent patrons, serfs et esclaves, si l'on prend l'autogestion (trop) au sérieux.

Slobadan Drakulic.

tionnaires... La différence de salaires entre les productifs et les non productifs est environ de 10 à 15 pour cent en faveur de ceux qui «ne produisent pas». De fait, les chiffres mêlent, par exemple, les travailleurs manuels et les directeurs d'usines. Ils ne font aucune différence et les statistiques sont globales, non détaillées.

L'actuel Plan Quinquennal finit en 1980 et après nous en aurons un autre. Les Plans se font au niveau des républiques et territoires autonomes, et ils se réalisent rarement. En fait, chaque entreprise fait ce que veut le marché. Il y a quelques contrôles, mais ils sont sans conséquences, ils n'ont qu'un objectif statistique. Mais il n'y a aucune statistique annuelle qui permette de savoir si une république a réalisé ou pas le Plan.

Ensuite il y a une compensation entre les républiques, et il existe un fonds pour les territoires moins développés. Il existe également des impôts fédéraux payés par les territoires les plus développés.

■ Malgré toutes ses faiblesses, malgré son vice d'origine qui est d'être un système imposé, etc., toutes ces années d'«autogestion» à la yougoslave peuvent-elles être considérées comme positives dans la conscience des gens, en vue d'un futur système authentiquement libertaire, ou est-ce que personne ne voudra plus jamais entendre parler d'autogestion ?

□ Ceci, ce n'est pas l'autogestion. On pourrait l'appeler co-gestion. Les effets de ce système sur le peuple sont ambigus: comme effets négatifs, beaucoup de monde n'a pas confiance en l'autogestion, et en même temps veut des salaires plus élevés, des conditions de vie meilleures et, de fait lutte pour l'autogestion. Et ces gens le font dans le cadre du système. Le doute produit en même temps la volonté de lutter pour des choses réelles à l'intérieur du système.

■ Quelles conséquences entraîne la pénétration des multinationales en Yougoslavie ?

□ 80 pour cent de la technologie est occidentale. Je ne peux répondre globalement sur les multinationales. Là où je vis, s'est installée la Down Chemical, qui produit du Napalm. Les ingénieurs sont américains et il y a des ingénieurs yougoslaves qui sont formés par eux. Officiellement, la Yougoslavie possède 51 pour cent qui correspondent à ce qui est fixé par la loi, ce qui veut dire que le gouvernement yougoslave permet au gou-

vernement américain d'exploiter des ouvriers yougoslaves...

■ Comment est intégrée dans les plans autogérés d'entreprise et de district la fabrication de Napalm américain ? Qui fixe la production ?

□ ...J'espère que les leaders yougoslaves sont au courant de ce problème, car moi je n'en sais rien. Parlons sérieusement; c'est un problème et je me demande si les américains de cette société laissent les yougoslaves fixer le plan de production. Mais sur le thème il y a d'autres choses intéressantes: par exemple, l'oléoduc soviétique qui traverse la Croatie jusqu'à la frontière hongroise. Son entrée est située à 500 mètres de l'usine de la Down Chemical. Ce qui veut dire que cette multinationale travaille avec des matières premières soviétiques pour fabriquer le Napalm que les américains utiliseront ensuite dans leur «politique extérieure».

■ Existe-t-il en Yougoslavie une opposition de gauche ou quelque chose de semblable aux «dissidents» soviétiques ? Que devient le groupe «Praxis» ?

□ Huit professeurs de Belgrade ont été exclus de l'Université en 1975 pour avoir critiqué le système. Ils touchent toujours leurs salaires, mais ils ne peuvent travailler. On ne leur a pas retiré le passeport. Ils ne peuvent pas publier beaucoup mais un peu en Yougoslavie, et ils peuvent voyager, enseigner et publier à l'étranger. C'est pourquoi on peut dire qu'il y a une grande différence avec les dissidents soviétiques. Et le reste du groupe «Praxis» est toujours à l'Université...

■ Existe-t-il des courants anarchistes organisés ?

□ Ça, c'est un problème similaire à celui des multinationales. On ne peut en savoir grand-chose. Il me semble que parmi les étudiants, par exemple, il y a pas mal de sensibilité envers les idées anti-autoritaires. Je ne suis pas certain qu'il y ait une orientation libertaire. Pour plusieurs raisons: il y a peu de littérature, l'anarchisme a souvent été considéré comme une trahison de la révolution. On l'utilise comme synonyme de terrorisme, désordre et confusion. Familièrement on dit «c'est l'anarchie». C'est pourquoi il est difficile pour un jeune de s'identifier à la pensée anarchiste.

De plus, il existe une tradition slave de terrorisme de type nihiliste, quelques poètes fameux... mais tout est resté à un niveau archéologique. Si les conditions de

propagande étaient normales, il serait certainement plus facile de faire savoir ce que c'est et ce que ce n'est pas, et sûrement y aurait-il beaucoup plus de monde.

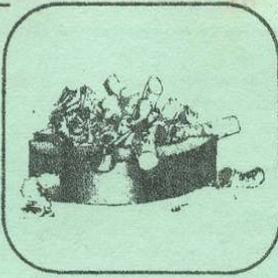
La presse officielle assimile l'anarchisme à la Bande à Baader; dans la presse jeune ou universitaire cela ne se produit pas.



■ Tu as été, toi-même, victime de la censure sur ces thèmes...

□ Nous avons publié une série d'articles, dans la revue «Arguments», une publication scientifique du parti, sur «Anarchisme et Terrorisme» fin 1977 et début 78. C'était à propos des Brigades Rouges et de la RAF, pour montrer que tous ces gens-là n'étaient pas des anarchistes, et aussi pour dire en même temps que ceux qu'on appelait terroristes étaient des gens de la gauche marxiste-léniniste. Il s'agissait de cinq articles et nous avons aussi traduit Emma Goldman et Berkman. Le plus important était l'article où nous écrivions que le terrorisme commence avec l'Etat, et que ce qu'on appelle terrorisme est la défense individuelle, la réponse à la violence étatique. Il y eut des réponses intéressantes de la communauté intellectuelle et il se vendit beaucoup, mais il n'eut pas le même accueil dans les milieux politiques. Aujourd'hui, nous ne sommes plus membres de la rédaction de la revue... □

Collectif BICICLETA.



UR.S.S.:

REPERES POUR UN BOYCOTT

Plus de soixante ans après la Révolution d'Octobre, la situation en URSS est pourtant claire: les minorités nationales y sont opprimées; les libertés syndicales et politiques les plus élémentaires n'y sont pas respectées; la création artistique et intellectuelle y est bâillonnée ou asservie; les biens de consommation courante y sont sacrifiés aux énormes dépenses militaires exigées par une politique extérieure de grande puissance agressive.

C'est sur ce constat-là et dans la lancée du boycott au «Mundial» en Argentine que se sont créés les Comités pour le Boycott des Olympiades de Moscou (COBOM) afin de dénoncer les bienfaits du «socialisme» de l'URSS et de soutenir les travailleurs, minorités ethniques et peuples soumis par l'Union Soviétique.

Le boycott des COBOM s'oppose à celui lancé par les démocraties occidentales et dont la tête de proue, Carter, ne recherche en vérité qu'à préserver la sphère d'influence de l'impérialisme américain et à remonter sa propre côte de popularité aux USA-mêmes. C'est pour démasquer la soi-disant politique des Droits de l'homme de Carter (répression des Noirs, Indiens et Portoricains) et la politique de défense de la souveraineté des peuples (Vietnam, Laos, Cambodge, Chili, Nicaragua, Salvador, Iran, Timor) que le boycott des COBOM a commencé par l'appel au Boycott des Jeux d'hiver de Lake Placid.

La lutte que mènent les COBOM est d'une importance capitale pour au moins deux raisons: parce qu'il en va de la cohérence révolutionnaire mais aussi parce qu'il s'agit d'impulser, au sein du mouvement ouvrier, un débat étouffé depuis plus de soixante ans.

Nous ne pouvons néanmoins ignorer, en tant que libertaires, les limites de ce combat: divergences profondes au sein des COBOM quant à la nature de l'URSS et manque de soutien, voire hostilité farouche, d'une grande partie des révolutionnaires qui, au nom de la défense d'un «Etat ouvrier», dégénéré certes, mais «ouvrier», se refusent à appeler au boycott, se cantonnent à dénoncer les «abus» et, en fin de compte, choisissent le camp du capitalisme bureaucratique!

En effet, comme nous le rappelle à point nommé C. Castoriadis dans le texte que nous reproduisons aujourd'hui dans ces «REPERES»:

«Depuis soixante ans, la situation et le sort du travailleur russe dans la production sont essentiellement identiques à ce qu'ils ont toujours été sous le capitalisme. L'escamotage de ce fait par presque tous les «marxistes», y compris «oppositionalistes» (par exemple, trotskystes), défenseurs auto-proclamés de la classe ouvrière, est hautement révélateur.

«La présentation du régime russe comme «socialiste» ou comme «Etat ouvrier» (etc) ou simplement la discussion de sa nature par référence au socialisme, pour savoir sur quels points et à quel degré il s'en écarterait, représentent une des plus formidables entreprises de mystification connues dans l'histoire».

Les critiques des libertaires au régime de l'URSS ne datent pas d'hier. Anarcho-syndicalistes et communistes libertaires ont été parmi les premiers à y laisser la peau pour avoir voulu poursuivre la lutte des classes, pour avoir tenté d'impulser une troisième révolution face à un pouvoir bolchévique qui s'imposait peu à peu, et qui devait finir par usurper le pouvoir des travailleurs.

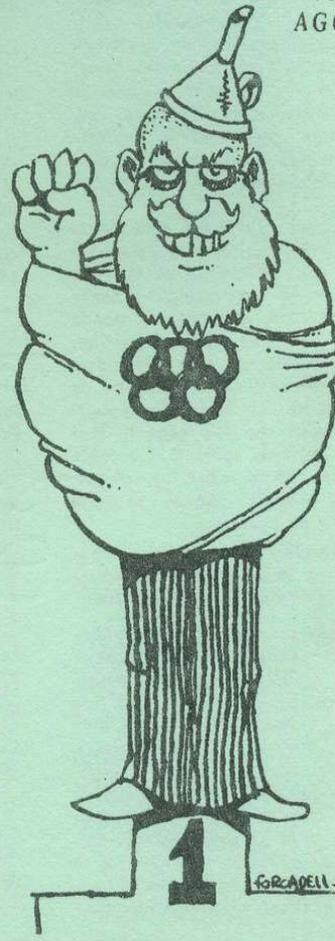
C'est face à cette échéance militante importante des Jeux Olympiques, pour permettre de mieux saisir l'enjeu de ce combat et fournir quelques «repères» aux libertaires que nous avons décidé d'aborder ce thème dans ce premier numéro d'«AGORA», par un texte de Castoriadis sur la nature de l'URSS et un écrit de Zemliak sur la dissidence.

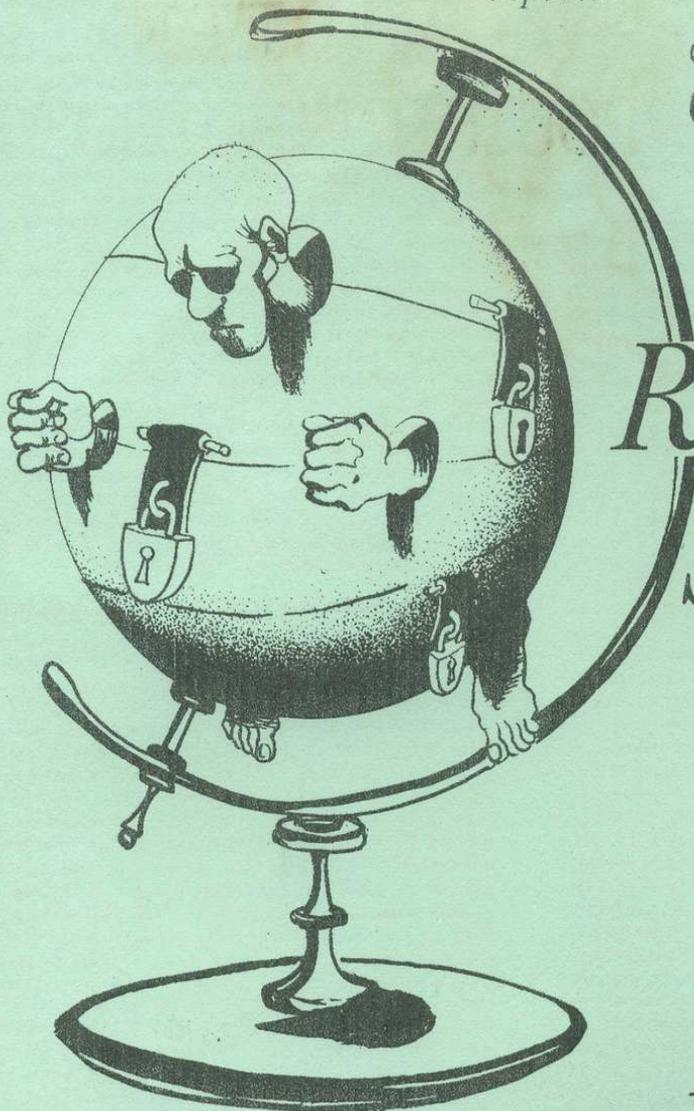
D'autres «REPERES» suivront, sur bien d'autres problèmes cruciaux. Mais inaugurer aujourd'hui cette rubrique par la «question russe» est d'autant plus fondamental que:

«La Révolution russe nous oblige à réfléchir non seulement sur les conditions d'une victoire du prolétariat, mais aussi sur le contenu et le sort possible de cette victoire, sur sa consolidation et son développement, sur les germes d'un échec dont la portée dépasse infiniment la victoire des Versaillais, de Franco ou des blindés de Khrouchtchev. Parce qu'elle a écrasé les Armées blanches, mais succombé à la bureaucratie qu'elle a engendré, la Révolution russe nous met en face de problèmes d'une nature autre que la tactique et les méthodes de l'insurrection armée ou l'appréciation correcte du rapport des forces. Elle nous oblige à réfléchir sur la nature du pouvoir des travailleurs et sur ce que nous entendons par socialisme».

(Castoriadis, in «L'expérience du mouvement ouvrier», Tome II, Ed. 10/18, Paris, 1974, p. 386).

AGORA.



cornélius
castoriadis*
**LE
REGIME
SOCIAL
DE
LA
RUSSIE**

* Rapport introductif à la quatrième et dernière journée du Séminaire historique qui s'est tenu à Venise dans le cadre de la Biennale consacrée à la Dissidence dans les pays de l'Est (15-18 novembre 1977). Les limitations du temps m'ont obligé à présenter dans ce rapport sous forme de thèses quelques-unes des idées que j'ai élaborées depuis 1946 sur la «question russe» et ses implications. On en trouvera le développement et l'argumentation dans les écrits dont la liste est

donnée à la fin de ce texte, et auxquels les renvois sont faits par l'indication de leur date.

Ce texte dont la première publication a été faite par la revue «Esprits» (n° 7/8, Juillet-Août 78) est reproduit ici avec l'autorisation de l'auteur et de cette revue.

1 Que la société russe soit une société divisée, soumise à la domination d'un groupe social particulier, où règnent l'exploitation et l'oppression, est une évidence immédiate au regard des faits les plus élémentaires et les plus connus. La présentation du régime russe comme «socialiste» ou comme «Etat ouvrier», dans la complicité pratiquement universelle de la «gauche» et de la «droite»; ou même simplement la discussion de sa nature par référence au socialisme, pour savoir sur quels points et à quel degré il s'en écarterait, représentent une des plus formidables entreprises de mystification connues dans l'histoire. Le succès persistant de cette entreprise pose évidemment une question de première grandeur sur la fonction et l'importance de l'idéologie dans le monde contemporain.

2 La société russe, comme les sociétés des pays de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc., est une société divisée asymétriquement et antagoniquement, — dans la terminologie traditionnelle, une «société de classe». Elle est soumise à la domination d'un groupe social particulier, la bureaucratie, dont le noyau actif est la bureaucratie politique du PCUS. Cette domination se concrétise comme exploitation économique, oppression politique, asservissement mental de la population par la bureaucratie et à son profit. La bureaucratie n'exerce pas pour autant — pas plus qu'aucune autre couche dominante dans une société quelconque — une maîtrise absolue sur la société. Elle doit faire face au conflit qui l'oppose à la population, conflit dont le régime totalitaire étouffe les manifestations sans pouvoir les sup-

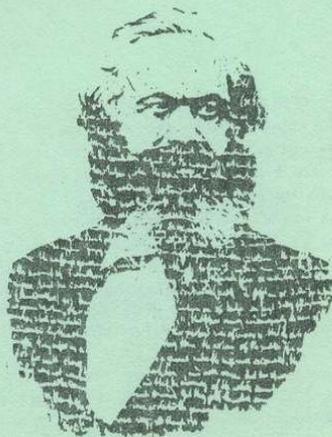
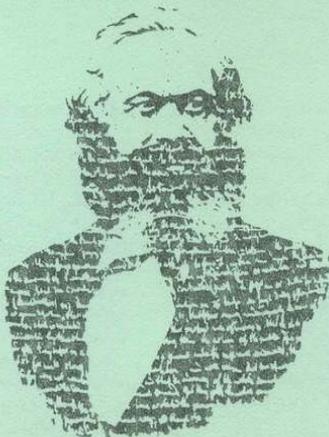
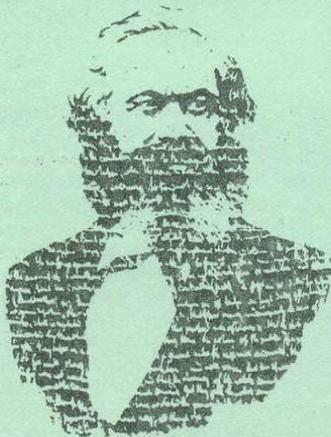
primer. Elle est sujette aux antinomies et aux irrationalités consubstantielles au régime bureaucratique moderne. Enfin, la bureaucratie est elle-même dominée par son système, par l'institution de la société dont elle est corrélatrice et par les significations imaginaires sociales que cette institution porte. La société russe est, elle aussi, une société aliénée ou hétéronome («toutes classes confondues»).

3 Les rapports de production en Russie sont des rapports antagoniques, qui divisent et opposent dirigeants et exécutants. Ils impliquent l'exploitation des producteurs (ouvriers, paysans, travailleurs des «services») et leur asservissement à un procès de travail et de production qui échappe entièrement à leur contrôle. La «nationalisation» (étatisation) des moyens de production et la «planification» bureaucratique n'entraînent nullement l'abolition de l'exploitation et n'ont rien à voir avec le socialisme. La suppression de la «propriété privée» laisse entièrement ouverte la question : *qui dispose effectivement*, désormais, des moyens de production et de la production elle-même ? Or en Russie (comme dans les pays de l'Europe de l'Est, en Chine, etc.) c'est la bureaucratie (des entreprises, de l'économie, de l'Etat et surtout du PCUS) qui dispose (*verfügt*) collectivement des moyens de production, du temps de la population travailleuse, des résultats de la production. Sous le couvert de la forme juridique de la «propriété nationalisée» (étatique), elle en a le *jus fruendi, utendi et abutendi*. De cette disposition, l'étatisation et la «planification» bureaucratique sont les moyens adéquats et nécessaires. La bureaucratie dispose des moyens de production et de la production «étatiquement» à tout instant. Elle en fait «ce qu'elle veut», physiquement et économiquement, autant et plus qu'un capitaliste «fait ce qu'il veut» de son capital. Mais surtout, elle en dispose «dynamiquement». Elle décide des moyens par lesquels un surplus est extrait à la population travailleuse, du taux de ce surplus et de son affectation (de sa répartition entre consommation bureaucratique et accumulation, comme de l'orientation de cette accumulation). Le «capital» russe aujourd'hui n'est rien d'autre, dans son «essence», que le surplus accumulé de l'exploitation du peuple russe depuis soixante ans ; et, dans sa forme physique, que le résultat sédimenté des décisions de la bureaucratie et du fonctionnement de son système pendant cette même période [1946, 1947a, 1947b, 1949a, 1949b, 1949c, 1957a, 1958b, 1960a].

4 Cette nature des rapports de production, et du régime social, est inscrite dans la matérialité des moyens de production et portée par ceux-ci. En tant qu'instruments de travail — par la forme et le contenu qu'ils impriment au procès de travail — ces moyens visent à assurer l'asservissement des producteurs au procès de travail, à la fois par la nature du travail

qu'ils imposent et par le type d'organisation du travail et de l'entreprise qu'ils entraînent. En tant qu'instruments de production — par la nature des produits qu'ils sont destinés à fabriquer — ils incarnent l'orientation imprimée à la vie sociale par la bureaucratie, ses buts spécifiques, les valeurs et les significations auxquelles la bureaucratie est elle-même asservie. La production d'armements, de biens de consommation destinés à la bureaucratie, le type et la nature des objets de consommation populaire, et surtout la production de machines destinées à reproduire le même type de production et les mêmes rapports de travail et de production illustrent amplement la correspondance de la nature du régime social avec les «moyens» productifs qu'il développe. L'identité totale de ceux-ci avec ceux inventés et mis en œuvre par le capitalisme occidental témoigne de la parenté profonde des deux régimes. Elle crée aussi des problèmes identiques au plan politique. Loin de pouvoir simplement hériter d'un «développement des forces productives» et d'une technologie prétendument neutre à mettre au service du socialisme, une révolution sociale en Russie aura à s'attaquer à la base matérielle-technique de la production et à la transformer tout autant que dans les pays occidentaux [1957 c].

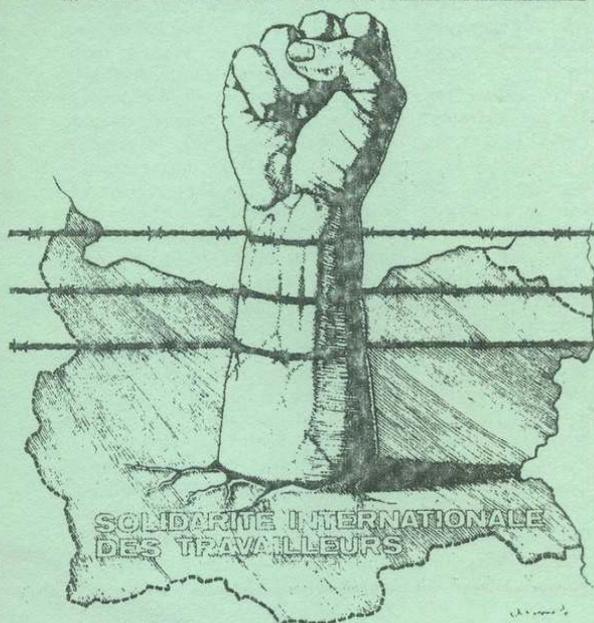
5 Depuis soixante ans, la situation et le sort effectif du travailleur russe dans la production sont essentiellement identiques à ce qu'ils ont toujours été sous le capitalisme. L'escamotage de ce fait par presque tous les courants «marxistes», y compris «oppositionnels» (par exemple trotskistes), défenseurs auto-proclamés de la classe ouvrière, est hautement révélateur. L'asservissement des travailleurs dans le travail n'est pas un «défaut», secondaire ou important, du système, ni simplement un trait inhumain à déplorer. En lui se dénonce, au plan le plus concret comme au plan philosophique, l'essence du régime russe comme régime d'aliénation. A considérer strictement le procès de travail et de production, la classe ouvrière russe se trouve soumise au rapport de «salaire» autant que n'importe quelle autre classe ouvrière. Les ouvriers ne disposent ni des moyens ni du produit de leur travail, ni de leur propre activité de travailleurs. Ils «vendent» leur temps, leurs forces vitales, leur vie à la bureaucratie qui en dispose selon ses intérêts. L'effort constant de la bureaucratie est d'augmenter le plus possible le rendement du travail tout en comprimant les rémunérations, et ce par les mêmes méthodes que celles utilisées en Occident. La division toujours plus poussée des tâches, la définition des tâches visant à rendre le travail toujours plus contrôlable et toujours plus impersonnel et le travailleur toujours plus interchangeable, la mesure et le contrôle des gestes du travailleur, le salaire aux pièces et au rendement, la «quantification» de tous les aspects du travail et de la personnalité même du tra-



vailleur sont portées, là-bas comme ici, par une technologie qui, loin d'exprimer une «rationalité» neutre, est destinée à soumettre le travailleur à un rythme de production indépendant de lui, à briser les groupes «informels» qui se constituent parmi les travailleurs, à exproprier le travail vivant de toute autonomie et à transférer le moment de direction de l'activité, aussi menue soit-elle, aux ensembles mécaniques d'une part, à l'Appareil bureaucratique dirigeant l'entreprise d'autre part [1958a].

6 Cette analyse (qui serait en fait la véritable analyse marxienne) est toutefois incomplète et insuffisante, car abstraite. En considérant la production en elle-même, en la séparant de l'ensemble de la vie et de l'organisation sociale, elle aboutirait à assimiler purement et simplement la situation de l'ouvrier russe à celle de l'ouvrier occidental. Mais le sort qui est fait à l'ouvrier, et à la population en général, en dehors de la production n'est pas un trait additionnel, mais une composante essentielle de sa situation. Privée de droits politiques, civiques et syndicaux; enrôlée de force dans des «syndicats» qui sont des simples appendices de l'Etat, du Parti et du KGB; soumise à un contrôle policier permanent, au mouchardage dans les lieux de travail et hors ceux-ci, au régime des passeports intérieurs et des livrets de travail; constamment harcelée par la voix omniprésente d'une propagande officielle mensongère, la classe ouvrière russe est soumise à une entreprise d'oppression et de contrôle totalitaires, d'expropriation mentale et psychique qui dépasse très nettement les modèles fasciste et nazi et n'a connu quelques perfectionnements supplémentaires qu'en Chine maoïste. Situation sans analogue dans les pays capitalistes «classiques», où très tôt la classe ouvrière a pu arracher des droits civiques, politiques et syndicaux et contester explicitement et ouvertement l'ordre social existant — en même temps qu'elle exerçait constamment une pression décisive sur l'évolution du système, qui a été finalement le principal facteur limitant l'irrationalité de celui-ci [1953a, 1959, 1960b, 1973, 1974]. La différence est capitale, y compris du point de vue étroit et abstrait de la production et de l'économie. Sous le régime capitaliste classique, la classe ouvrière négocie explicitement le niveau des salaires nominaux et d'autres éléments du «contrat de travail» encore plus importants (durée journalière, hebdomadaire, annuelle et «vitale» du travail, conditions de travail, etc.). Le «contrat de travail» est certes une forme juridique — mais il n'est pas une forme *vide*, parce que la classe ouvrière peut lutter, et lutte, explicitement pour sa modification. Sans une classe de travailleurs «libres», aux deux sens du terme, on aurait peut-être connu un «capitalisme esclavagiste» ou un «capitalisme de servage» — non pas un capitalisme tel qu'il a effectivement existé. Moyennant ces luttes et cette liberté, qu'il est stupide d'appeler simplement «formelle», la classe ouvrière a pu, depuis 175 ans, réduire la durée du travail, empêcher l'augmentation du taux d'exploitation, limiter le chômage, etc. Or, la suppression de toute liberté en Russie et l'impossibilité de toute lutte ouverte font précisément que le «contrat de travail» y devient une forme vide, et que l'on ne peut pas parler dans ce cas de «salarialat», sauf en un sens formel. La conséquence n'en est pas seulement une exploitation du travail beaucoup plus lourde qu'ailleurs. La suppression de toute possibilité pour la classe ouvrière, et pour la population en général, d'exercer ouvertement une pression sur les événements laisse libre cours au déploiement de l'irrationalité bureaucratique, et aboutit au monstrueux gaspillage de travail humain et de ressources productives en général qui caractérisent l'économie russe (sans parler du Goulag, qui pose des problèmes dépassant de loin ces considérations).

7 Il n'en est que plus frappant de constater que l'oppression totalitaire demeure incapable d'étouffer la lutte implicite permanente des ouvriers (et des paysans) contre le système dans la production. Sous le régime russe, comme en Occident, le point de départ et l'objet premier de cette lutte sont le niveau des taux effectifs de rémunération/rendement (rapport entre salaire reçu et travail effectivement fourni). Mais dans les deux cas, loin d'être simplement «économique», cette lutte traduit la résistance des travailleurs à l'oppression et à l'aliénation auxquelles tendent à les soumettre les rapports de production établis. Elle s'exprime en Russie de manière particulièrement aiguë par la crise permanente de la productivité quantitative et qualitative, l'absentéisme, les dépassements chroniques du «plan des salaires» des entreprises, etc. [1949b, 1949c, 1956b, 1957c, 1958a, 1960b].



8 La condition ultime de cette lutte est la contradiction fondamentale du capitalisme bureaucratique. Dans la production, comme dans toutes les sphères de la vie sociale, le régime vise à exclure les individus et les groupes de la direction de leurs activités et à les transférer à un Appareil bureaucratique Extérieur à ces activités, et rencontrant l'opposition des exécutants, cet Appareil devient incapable la moitié du temps de les diriger ou de les contrôler, et même de savoir réellement ce qui se passe. Il est ainsi obligé de faire constamment appel à la participation de ces mêmes exécutants qu'il voulait exclure, à l'initiative de ceux qu'il voulait transformer en robots. Cette contradiction pourrait se figer en simple opposition de deux groupes dans une société statique. Le bouleversement continu des moyens et des méthodes de production, que le régime lui-même doit introduire, en fait un conflit qui ne s'apaise jamais [1956b, 1957c, 1958a, 1960b, 1963].

9 Cette contradiction fondamentale, et la nature même de l'Appareil bureaucratique, font que la «planification» bureaucratique est essentiellement chaotique et irrationnelle, y compris du point de vue des buts qu'elle se propose. Considérant la société capitaliste de son époque, Marx opposait le despotisme dans l'atelier à l'anarchie dans la société. Mais le capitalisme bureaucratique, à l'Est comme à l'Ouest, c'est le despotisme et l'anarchie, dans l'atelier et dans la so-

ciété. Les immenses gaspillages et absurdités de la «planification» bureaucratique, amplement connus depuis longtemps, ne sont nullement un trait accidentel ou réformable; ils résultent des caractères les plus importants de l'organisation bureaucratique. L'existence même de l'Appareil bureaucratique porte l'opacité sociale à un degré inconnu auparavant, et fait que l'information requise pour une planification —de l'économie, ou même de la production d'une grande entreprise— fait constamment défaut. La masse des exécutants cache la vérité à l'Appareil. La condition vitale d'existence de tout secteur de la bureaucratie est la falsification des faits aux yeux du reste de la bureaucratie. L'Appareil essaie de résoudre le problème par la multiplication des contrôles et des instances bureaucratiques, qui ne font que multiplier les facteurs qui le font naître. A moitié aveugle, l'Appareil est aussi à moitié décérébré. «Expertise», «savoir», «compétence» de la bureaucratie sont des leurs idéologiques. Dans un système bureaucratique-hiérarchie moderne (à l'opposé d'un tel système traditionnel), il n'existe ni ne peut exister aucun dispositif ou procédure «rationnels» de nomination et de promotion des bureaucrates. Par conséquent, une grande partie de l'activité de ceux-ci vise à essayer par tous les moyens de résoudre leur problème personnel. La lutte entre cliques et clans devient ainsi un facteur sociologique essentiel qui domine la vie de l'Appareil et en vicie radicalement le fonctionnement, transformant la plupart du temps les options objectives en enjeux de la lutte entre cliques et clans. Créant une scission radicale dans la société de par son existence même, la fragmentant de plus en plus afin de la mieux contrôler, introduisant nécessairement en son propre sein la même fragmentation, la même division du travail et des tâches qu'il impose partout, l'Appareil prétend être le lieu de la synthèse, de la re-composition de la vie sociale —mais ne l'est que fictivement. Les instances bureaucratiques particulières s'enlisent régulièrement dans leur propre inertie. Les interventions brutales du Sommet de l'Appareil doivent trancher chaque fois *in extremis* dans l'arbitraire les problèmes qui ne peuvent plus être ajournés [1955b, 1960b, 1976].

«démocratisation», même limitée, du Parti serait un suicide pour l'instance qui incarne, personnifie et exerce le pouvoir, à savoir le Sommet de l'Appareil. —De même, le besoin de réformer la gestion de l'économie à tous les niveaux, pour en limiter les absurdités, se heurte à la nécessité, pour ce faire, de réduire le rôle et les pouvoirs discrétionnaires de la bureaucratie— soit, de procéder à une auto-mutilation de la couche dominante. Tel serait le cas si l'on tentait d'injecter des «mécanismes de marché» dans le système actuel; mais aussi, si l'on voulait procéder à une «cybernétisation» de l'économie, laquelle —de toute façon irréalisable dans la situation russe— exigerait l'élimination de la plus grande partie de la bureaucratie «productive» et économique existante et ne conduirait qu'à la prolifération de nouvelles instances bureaucratiques. Ainsi, les «réformes» économiques de la bureaucratie se traduisent essentiellement par des oscillations récurrentes entre des tentatives de plus grande et de moins grande centralisation [1956b, 1957b]. Certes, un régime bureaucratique plus «souple» n'est pas inconcevable, ni en droit, ni en fait (cf. la Yougoslavie). Ce sont les conditions concrètes de la Russie qui en rendent l'éventualité extrêmement improbable: le risque de l'effondrement de l'Empire Russe (cf. aussi bien les événements de 1955 que l'invasion de la Tchécoslovaquie en 1968), et la situation virtuellement explosive existant dans le pays même.

11 En effet, les problèmes fondamentaux qui se posaient à l'Empire des Tsars et ont provoqué son renversement non seulement n'ont pas été résolus, mais se trouvent considérablement aggravés. Problème agraire: les paysans étaient, jusqu'à très récemment, en état de servage juridique, attachés à la glèbe en droit (ne possédant pas de passeport intérieur), et sans doute le sont-ils toujours en fait; la Russie, grenier de l'Europe déjà avant les temps d'Hé-



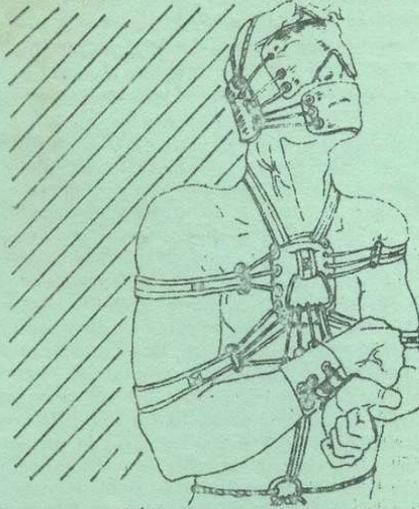
10 L'industrialisation de la Russie —et l'extension du régime bureaucratique sur 1,3 milliards d'individus— n'a guère atténué les conflits et les antinomies qui déchirent la société russe, pas plus qu'elle n'a réduit le pouvoir de la bureaucratie. Certes la terreur policière a changé de degré et de méthodes depuis la mort de Staline, en même temps que la bureaucratie essaie d'entrer dans la voie de la «société de consommation». Mais aussi bien le contenu que l'échec du krouchtchevisme montrent les limites des tentatives d'auto-réforme de la bureaucratie, et les contradictions qu'elles rencontrent. Ainsi, un certain degré de «démocratisation» apparaît comme requis pour surmonter les traits les plus irrationnels du système. Mais les tentatives, même timides, dans cette direction risquent d'aboutir à des explosions (événements de 1956 en Europe de l'Est), ou bien ouvrent la porte à une utilisation des «droits» concédés qui devient rapidement intolérable pour la bureaucratie (dissidence des intellectuels depuis une quinzaine d'années). C'est que toute possibilité de remettre en question le pouvoir du Parti serait un suicide pour la bureaucratie, et toute

rodote, parvient à peine à nourrir sa population, alors que les pays occidentaux subventionnent la paysannerie pour qu'elle ne produise pas; l'«organisation» de l'agriculture doit être constamment remise sur le tapis, sans aucun résultat tangible. Problème du développement industriel: le système ne parvient toujours pas à satisfaire la demande solvable de la population pour des objets d'usage courant; la fabrication de produits d'une qualité satisfaisante et constante constitue toujours une question insoluble; l'équilibre militaire avec les Etats-Unis n'est maintenu qu'en consacrant une proportion exorbitante des ressources productives (probablement trois ou quatre fois plus grande qu'aux Etats-Unis) à la production d'armements et au prix d'un sous-développement considérable de tous les secteurs civils; après soixante ans de «socialisme» et de surexploitation de la population, le produit national par habitant est du même ordre de grandeur que celui de l'Espagne si ce n'est de la Grèce. Ce régime «socialiste» n'a pas encore pu résoudre le problème que les hommes ont résolu dès le néolithique: assurer la soudure entre une récolte et la récolte suivante, ni cet autre, résolu au moins depuis les

Phéniciens: fournir à ceux qui sont disposés à en payer le prix les marchandises qu'ils demandent. Question nationale: chauvinisme grand-russien et antisémitisme aussi forts que jamais rencontrent toujours la haine des nationalités enfermées de force dans la prison modernisée des peuples; la Russie reste le seul pays important et «développé» où des nations entières sont maintenues dans la servitude. Question politique: indépendamment de l'exclusion radicale du peuple de tout contrôle sur les affaires publiques et de toute connaissance de celles-ci, la bureaucratie n'a pu et ne peut trouver aucun mode de fonctionnement régulier pour résoudre le problème de sa propre direction, hormis la lutte entre cliques et clans et les intrigues de cour. Comme les changements au Sommet doivent être les plus espacés possibles, sous peine d'ébranlement fatal de tout l'édifice, la gérontocratie en est la conséquence inéluctable. L'Etat, et le Parti qui en est l'âme, qui prétendent réguler tous les aspects de la vie sociale et résoudre tous les problèmes à la place des intéressés, ne font que multiplier ces problèmes de par leur existence même et par leur mode d'opération. Leur monstrueux gonflement témoigne de l'extrême acuité de la scission antagonique de la société. La persistance et l'aggravation de ces problèmes s'accompagne d'une véritable involution culturelle. Le peuple qui a produit Dostoïevski, Moussorgsky, Maïakovski, doit subir le crétinisme, le pompiérisme et l'effarante stérilité de la culture «officielle». En même temps, l'idéologie d'Etat se décompose. L'invocation du «marxisme-léninisme» est devenue un simple rituel [1955a]. La bureaucratie condamne la culture russe à la stérilité, parce qu'elle est elle-même condamnée au mutisme. Il lui est impossible de parler ou de laisser parler véritablement de son péché originel, de sa naissance sanglante dans et par la terreur de Staline —qu'elle n'ose ni condamner, ni réhabiliter pleinement; et il lui est impossible d'effacer purement et simplement trente ou quarante ans d'histoire russe, d'autant que celle-ci continue sans altération essentielle. Tout autant lui est-il impossible de laisser présenter une image véridique, fût-elle artistique, de son présent, d'accepter une discussion sur l'état de la société russe, de tolérer des recherches et des initiatives qui échapperaient à son contrôle. Le résultat en est l'usure, pour ne pas dire la disparition totale, de son emprise surtout sur les jeunes générations mais aussi sur une partie grandissante de la population. En fait, le seul ciment de la société bureaucratique, hormis la répression, est désormais le cynisme. La société russe est la première société cynique de l'Histoire. Mais on ne connaît pas dans l'histoire d'exemple de société qui ait pu survivre longtemps dans le cynisme pur et simple; aussi ce n'est pas un hasard si le chauvinisme et le nationalisme grand-russes deviennent de plus en plus marqués. Comprimés par la terreur bureaucratique, ces conflits n'en explosent que plus violemment lorsque l'occasion se présente (cf. les exemples décrits par Soljénitsyne ou Pliouchtch). Parmi les pays industrialisés, la Russie reste le premier candidat à une révolution sociale.

12 Le régime russe fait partie intégrante du système mondial de domination contemporain. Avec les Etats-Unis et la Chine il en constitue un des trois piliers; il est, solidairement avec les autres, le gérant et le garant du maintien du *status quo* social et politique à l'échelle de la planète. Cette solidarité et complicité, qui sont constamment à l'œuvre en coulisse se sont manifestées de manière éclatante par exemple lorsque les Trois sont intervenus de concert pour aider le Gouvernement de Ceylan à écraser le soulèvement de 1971; de même qu'il est plus que possible qu'Etats-Unis et Russie interviendraient de concert pour étouffer une révolution en Europe ou ailleurs dès qu'ils seraient convaincus qu'ils ne pourraient pas la contrôler ou l'utiliser. Parallèlement, l'antagonisme impérialiste des Trois reste aigu et con-

tinue d'avoir comme horizon une Guerre mondiale qui n'est nullement rendue impossible, comme le prétend la propagande officielle, par l'équilibre de la terreur nucléaire.



13 Convenons d'appeler *régime social* un type donné d'institution de la société en tant qu'il dépasse une société singulière. La notion et le terme de «mode de production» ont une validité s'il s'agit de caractériser la production comme telle; non pas une société ou une classe de sociétés. Tel ne pourrait être le cas que si production et «mode de production» déterminaient nécessairement et suffisamment l'ensemble de l'organisation et de la vie sociales —ce qui est, non pas même faux, mais privé de sens. Le rapport même entre la production (et les rapports de production) et l'organisation globale de la société est chaque fois spécifique au *régime social* dont il s'agit, à l'institution donnée de la société et fait partie de cette institution [1964b, 1974a, 1975]. Le régime social de la Russie (et des pays de l'Europe de l'Est, de la Chine, etc.) est le *capitalisme bureaucratique total*, le régime social des pays industrialisés de l'«Occident» est le *capitalisme bureaucratique fragmenté* [1949a, 1949b, 1976, 1978].

14 L'émergence de la bureaucratie moderne et du capitalisme bureaucratique, total ou fragmenté, soulève un nombre immense de problèmes, dont il n'est ici possible que d'effleurer quelques-uns. La réflexion de ces problèmes fait éclater les conceptions héritées sur la société et l'histoire; l'avènement historique de la bureaucratie et le fonctionnement de la société bureaucratique restent insaisissables dans le cadre des grandes théories traditionnelles [1949a, 1963, 1964a, 1964b, 1973, 1975]. Le monde contemporain vit sur des représentations de la société et de l'histoire lesquelles, formées déjà en 1848, n'ont rien à dire sur le monde contemporain. Cela est immédiatement évident pour ce qui est des conceptions «libérales» et «néolibérales», économiques et sociologiques. Que peut être pour celles-ci le régime bureaucratique, qui transgresse constamment la «rationalité économique», sinon un mauvais accident contraire à la nature humaine? Que faire de la transformation des citoyens en rouages de la machine étatique, si ce n'est une inexplicable résurgence, au milieu de la «démocratie» et de la «diffusion des connaissances», de la forme transhistorique de la tyrannie? —La situation est en partie différente pour ce qui est de la conception de Marx, mais à condition d'en casser l'ossature systématique-dogmatique, d'en comprendre les limites, et de la mettre en relation avec les altérations de la réalité historique. *Le Capital* est à lire à la lumière de la Russie, non pas la Russie à la lumière du *Capital*. En res-

tant asservis non pas même à la pensée de Marx, mais à ce que de cette pensée ils ont transformé en schéma mécanique, les « marxistes » contemporains se sont rendus incapables de dire quoi que ce soit de pertinent sur le monde moderne. En particulier, la bureaucratie et le régime bureaucratique restent pour eux carrément impossibles comme objets de pensée.

15 Ainsi, pour la presque totalité des courants et des auteurs marxistes (laissant évidemment de côté les communistes orthodoxes), tout semble avoir été dit lorsque le régime russe est caractérisé comme le produit de la dégénérescence de la Révolution d'Octobre, elle-même causée par l'« arriération » du pays et l'« isolement » du nouveau pouvoir. Que le régime russe ait trouvé son origine dans une révolution se réclamant du socialisme et où les ouvriers et les paysans ont joué un rôle décisif et dans une large mesure autonome, est une chose. Que l'on puisse, en invoquant cette origine, évacuer la question de la nature présente de ce régime, du produit final de cette « dégénérescence », en est une autre, tout à fait différente. La conjoncture historique à travers laquelle un régime s'instaure a son importance, mais ne suffit nullement pour le caractériser. Un capitalisme établi moyennant la fusion pacifique de la bourgeoisie avec l'ancienne aristocratie ou même la simple transformation de celle-ci en classe capitaliste (Japon) ne diffère pas essentiellement à cet égard d'un capitalisme qui s'instaurerait à la suite d'une élimination violente de l'aristocratie par la bourgeoisie. Le terme même de dégénérescence ne correspond pas à ce qui est ici en cause. Au « double pouvoir » du Gouvernement provisoire et des Soviets entre février et octobre 1917 a succédé le « double pouvoir » du parti bolchévique et des organismes des travailleurs (essentiellement les Comités de fabrique, dont le deuxième terme a été graduellement réprimé et définitivement éliminé en 1921 [1949a, 1958b, 1950a, 1964a]). L'explication de l'avènement du régime bureaucratique par la dégénérescence d'une révolution

fait de Marx que son schéma métaphysique-déterministe de l'histoire : il existerait une étape pré-déterminée de l'histoire de l'humanité, le socialisme, succédant nécessairement au capitalisme. Par conséquent, ce qui n'est pas « capitalisme » (conçu au surplus de la manière la plus superficielle à partir de la « propriété privée », de la marchandise, etc.), ne pourrait être que du socialisme — au besoin déformé, dégénéré, très dégénéré, etc.

Mais le socialisme n'est pas une étape nécessaire de l'histoire. C'est le projet historique d'une nouvelle institution de la société, dont le contenu est l'auto-gouvernement direct, la direction et la gestion collective par les humains de tous les aspects de leur vie sociale et l'auto-institution explicite de la société. En réduisant le socialisme à une affaire purement « économique » et la réalité économique aux formes juridiques de la propriété ; en présentant comme socialistes l'étatisation et la « planification » bureaucratique, ces conceptions ont pour fonction sociale de masquer la domination de la bureaucratie, d'en occulter les racines et les conditions, pour justifier la bureaucratie en place ou camoufler les visées des bureaucrates « révolutionnaires » candidats au pouvoir.

16 La bureaucratie moderne est, jusqu'à un certain point, pensable dans le référentiel marxien ; mais aussi, au-delà de ce point, elle le fait éclater. A un certain niveau d'abstraction (comme l'avait vu Max Weber, et comme ne l'avait pas vu Marx), elle constitue l'aboutissement immanent de l'évolution « idéale » du capitalisme. Du point de vue productif-économique étroit, l'évolution technologique, l'organisation concomitante de la production et le procès de concentration du capital entraînent l'élimination du capitaliste individuel « indépendant » et l'émergence d'une strate bureaucratique qui « organise » le travail de milliers de travailleurs dans les entreprises géantes, assume la gestion effective de l'entreprise et des complexes d'entreprises, et prend en charge les modifications incessantes des instruments et des méthodes de production (par quoi elle diffère radicalement de toute bureaucratie « traditionnelle » gérant un système *statique*). Parvenue à son plein développement, cette strate s'approprie une partie du surplus produit (sous la forme de « salaires » etc.), et décide de l'affectation de l'autre partie de ce surplus par des mécanismes dont la « propriété privée du capital » n'est une condition ni nécessaire ni suffisante. Le ou les capitalistes « propriétaires », s'il en subsiste, ne peuvent jouer un rôle dans l'entreprise moderne que moyennant la place qu'ils y occupent dans la pyramide bureaucratique. Si, comme le pensait Marx, la concentration du capital « ne s'arrête pas avant que tout le capital social ne se trouve concentré entre les mains d'un seul capitaliste ou groupe de capitalistes », ce seul capitaliste ou groupe de capitalistes ne saurait dominer en personne des centaines de millions de travailleurs ; une telle situation n'est pas concevable sans l'émergence et la prolifération d'une strate contrôlant, gérant, dirigeant effectivement la production et disposant en fait de celle-ci, et dont ce capitaliste lui-même dépendrait. Dans l'histoire effective des pays capitalistes classiques, la concentration n'atteint pas (et ne pourrait pas atteindre) sa « limite idéale » de cette manière (en fonction de la seule évolution économique). Mais les tendances que l'on vient de décrire s'y réalisent amplement, et suffisamment pour permettre de définir le régime social des pays occidentaux comme *capitalisme bureaucratique fragmenté*. La bureaucratie moderne est donc interprétable, dans le référentiel de Marx, comme le produit organique de l'évolution de la production capitaliste et de la concentration du capital, comme la « personification du capital » à une certaine étape de son histoire, comme l'un des pôles du rapport de production capitaliste, la division dirigeants/exécutants, et l'agent actif de la réalisation, de la diffusion, de la pénétration toujours plus poussée de ce rapport dans les activités de production



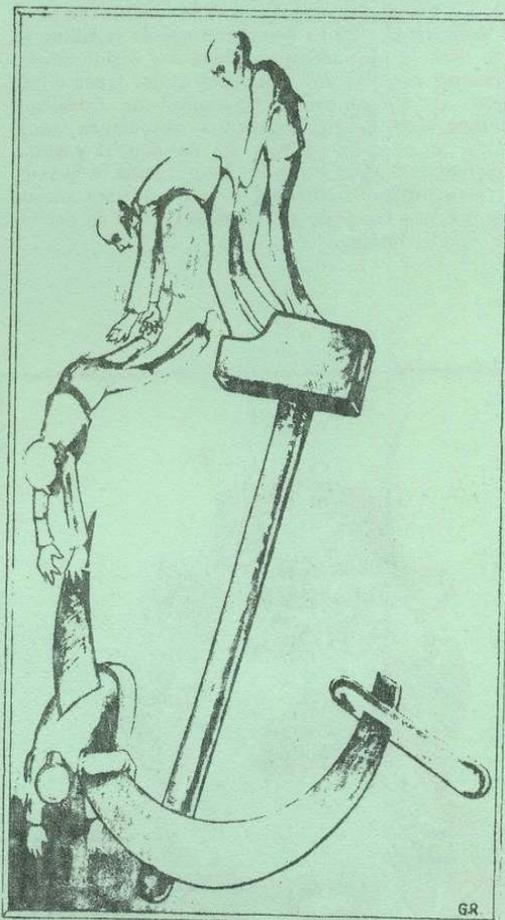
s'effondre devant l'accession au pouvoir de la bureaucratie en Chine et ailleurs. L'interprétation de la dégénérescence elle-même comme effet de l'« arriération » et de l'« isolement » — dérisoirement superficielle, et dont la fonction est de masquer la problématique *politique* d'une révolution socialiste et le caractère dès le départ bureaucratique-totalitaire du parti bolchévique — est devenue totalement anachronique, puisque l'industrialisation de la Russie et l'extension de l'Empire bureaucratique n'ont en rien entamé la domination de la bureaucratie. Si, les prétendues causes ayant disparu, l'effet persiste, et si le même effet se produit là où les causes n'existent pas, force est de reconnaître que cet effet a un autre enracinement dans la réalité que les circonstances entourant sa première apparition. Continuant de se réclamer de Marx — qui écrivait : « au moulin à bras correspond la société féodale, au moulin à vapeur la société capitaliste » — ces conceptions affirment implicitement qu'à la chaîne d'assemblage correspond, ici, le capitalisme, là-bas, le « socialisme » ou l'« État ouvrier ». Incapables de réfléchir cette nouvelle entité social-historique qu'est la bureaucratie moderne, elles ne peuvent parler de la Russie, de la Chine, etc. que par référence à une société socialiste, dont ces régimes représenteraient des déformations. Elles ne conservent ainsi er

(et dans toutes les autres). La séparation de la direction et de la production immédiate, le transfert de la direction de l'activité de travail à une instance extérieure au travail et au travailleur; la pseudo-rationalisation; le «calcul» et la «planification» étendue à des segments de plus en plus grands de la production et de l'économie, etc. — toutes ces fonctions, il est exclu qu'elles soient accomplies par des «personnes» et moyennant simplement la «propriété du capital». Il est tout autant exclu qu'elles soient accomplies par le «marché», à moins de penser celui-ci selon la mythologie de l'économie politique (que Marx a, en fait, partagée). Elles ne peuvent être accomplies que par la bureaucratie, et moyennant la création de l'Appareil bureaucratique [1949a, 1959a, 1950b, 1978]. Et la domination de la bureaucratie apparaît comme la forme adéquate par excellence de la domination de l'«esprit» du capitalisme (ici encore, Max Weber avait vu des choses beaucoup plus clairement que Marx) —, soit du magma de significations imaginaires sociales que réalise l'institution du capitalisme.

17 La cécité de Marx devant les implications de sa propre vue correcte de la concentration du capital n'est pas accidentelle (et elle a les mêmes raisons que l'indigence de la plupart des autres abords théoriques de la bureaucratie moderne). La concentration, à sa limite, implique non seulement l'élimination des «capitalistes individuels», mais l'abolition du «capital» comme tel et de l'«économie» comme secteur effectivement séparé du reste de la vie sociale. Concentration et monopolisation entraînent la réduction croissante du «marché», l'altération essentielle du caractère de ce qui en subsiste, son remplacement par le condominium des oligopoles et monopoles et finalement par une organisation «intégrée» («planifiée») de la production et de l'économie. A la limite de la concentration totale (et en fait, longtemps avant que celle-ci ne soit atteinte), il n'y a plus de «marché» véritable, plus de «prix de production», plus de «loi de la valeur» et finalement plus de «capital» au sens que Marx donnait à ce terme (qui contient comme moment inéliminable l'idée d'une somme de «valeurs» en processus d'auto-agrandissement). Au mieux, la «loi de la valeur» est transformée dans ce cas en règle (norme, prescription) de comportement subjectif «rationnel», du capitaliste unique ou de la bureaucratie, dont non seulement rien ne garantit qu'elle serait suivie, mais tout assure qu'elle ne pourrait pas l'être [1948, 1953a, 1978]. Sous le capitalisme bureaucratique total on ne peut plus parler de «lois économiques», trivialités exceptées (les contraintes physiques et techniques ne sont pas des «lois économiques»). C'est pourquoi aussi sont vides de contenu les conceptions qui voient dans la Russie un «capitalisme d'Etat», et prétendent que les «lois économiques du capitalisme» continuent d'y régner, avec simple substitution de l'«Etat» à la «classe capitaliste».

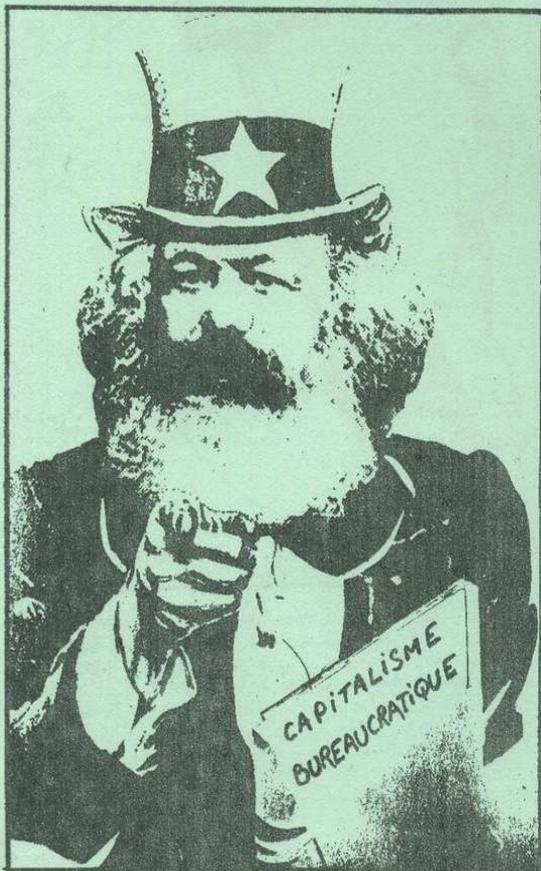
18 Mais à en rester à cette interprétation de la bureaucratie, on négligerait des dimensions essentielles de sa réalité — celles précisément qui mettent en question la conception marxienne et la rendent finalement intenable. Même dans les pays capitalistes «classiques», émergence et croissance de la bureaucratie ne sont nullement réductibles à la concentration du «capital» et à la bureaucratiation concomitante de la production et de l'entreprise. En fait, l'organisation industrielle occidentale, dès ses origines, emprunte son modèle à l'organisation bureaucratique-hiérarchique séculaire des Etats et des Armées, qu'elle transforme à son usage — non seulement en l'adaptant aux nécessités de la production, mais surtout en en faisant l'instrument et le porteur du «changement», à l'opposé de la bureaucratie «statique» traditionnelle. Par la suite, le modèle bureaucratique «industriel» est à

son tour repris par l'Etat, l'Armée et les Partis. La bureaucratiation des sociétés capitalistes «classiques» trouve une source puissante dans l'expansion considérable du rôle et des fonctions de l'Etat, tant générales que proprement économiques, indépendante de toute «étatisation» formelle de la production (cf. les Etats-Unis), qui entraîne aussi bien la prolifération de la strate bureaucratique et l'amplification de ses pouvoirs, que la multiplication de mécanismes institutionnels non marchands d'intégration et de gestion des activités sociales. Enfin, elle trouve une source importante dans l'évolution du mouvement ouvrier. La constitution d'une bureaucratie syndicale et politique «ouvrière» traduit l'adoption du modèle capitaliste par les organisations ouvrières et son acceptation par leurs adhérents [1959], soit, la domination continuée des significations imaginaires du capitalisme et des dispositifs institutionnels correspondants (division dirigeants/exécutants, hiérarchie, spécialisation, etc.) sur la classe ouvrière en dehors de la production et dans les instruments mêmes qu'elle a créés pour lutter contre le capitalisme.



19 Déjà donc l'évolution d'une société capitaliste «classique» vers le capitalisme bureaucratique fragmenté n'est pas interprétable seulement en termes de production et d'économie. Mais, encore plus important, l'émergence et la domination de la bureaucratie en Russie ne résulte pas d'une telle évolution «organique», mais de la rupture qu'a été la Révolution de 1917 et d'un processus essentiellement politique. La première bureaucratie moderne à se constituer en couche dominante — et qui a servi, mondialement, de catalyseur et d'accélérateur au processus de bureaucratiation — n'est pas la bureaucratie «canonique» que le capitalisme traditionnel aurait engendrée, mais naît dans et par la destruction du capitalisme

traditionnel [1964a, 1964b]. Encore plus éclairant est le cas des pays «pré-capitalistes», et par excellence de la Chine. Ici, la bureaucratie, accédant au pouvoir à partir d'un processus politique et instaurant à son profit des rapports de domination, crée pratiquement *ab ovo* des «rapports de production capitalistes» et l'infrastructure matérielle correspondante. Ce n'est pas la bureaucratie chinoise qui est le produit de l'industrialisation de la Chine, mais l'industrialisation de la Chine qui est l'œuvre de la bureaucratie chinoise. La médiation effective et concrète entre le système mondial de domination et la transformation bureaucratique de la Chine n'a pas été fournie par les «infrastructures», sauf négativement, pour autant que la pénétration et l'impact du capitalisme avaient disloqué l'organisation traditionnelle en Chine; ce qui s'est fait aussi ailleurs, sans que le résultat soit le même. Le porteur «matériel» des conditions de la transformation bureaucratique de la Chine ont été les catéchismes «marxistes» et le modèle militaro-politique bolchévique, non pas les machines ni même les fusils (Tchiang Kai-chek en avait autant et plus). La médiation concrète entre le capitalisme mondial et la transformation bureaucratique de la Chine se trouve dans la pénétration en Chine des significations imaginaires sociales du capitalisme et des types d'institution et d'organisation correspondants (idéologie «marxiste», Parti politique, «progrès», «production», etc.). Et c'est en ce sens —et non pas parce qu'il y aurait domination du «capital»— que la Chine, comme la Russie, etc., appartient finalement au même univers social-historique que les pays «occidentaux», celui du capitalisme bureaucratique.



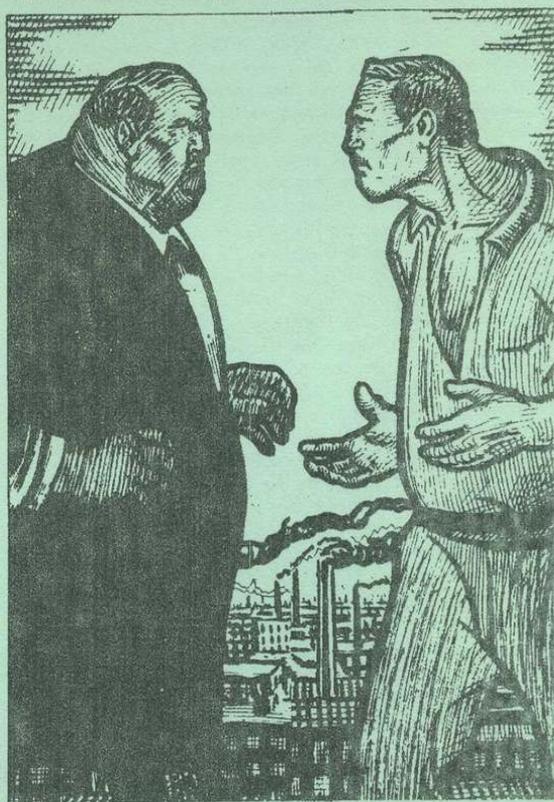
20 Le capitalisme bureaucratique total n'est donc ni une simple variante du capitalisme traditionnel, ni un moment de l'évolution «organique» de celui-ci. Appartenant à l'univers social-historique du capitalisme, il représente aussi une rupture et une création historique nouvelle. Et la relation entre ce qui s'altère et ce qui ne s'altère pas lorsqu'on passe du capitalisme traditionnel au capitalisme bureaucratique intégral est elle-même nouvelle [1964a, 1964b, 1975]. Cette rupture est évidente lorsque l'on considère le groupe social concret qui exerce, dans les deux cas, la domination. Elle l'est tout autant lorsque l'on considère l'institution spécifique du régime social, notamment les mécanismes et dispositifs explicites et implicites, formels et informels, moyennant lesquels est réalisée et assurée la domination d'un groupe social particulier sur l'ensemble de la société. L'institution nucléaire et germinale du capitalisme: *l'entreprise*, reste le lien entre les deux phases. Mais la «propriété» (ou mieux, la *disposition*) «privée» du «capital», le «marché» comme mécanisme d'intégration économique, la distinction formelle de l'«Etat» et de la «société civile», essentiels pour l'existence du capitalisme traditionnel, disparaissent sous le capitalisme bureaucratique total, lequel est caractérisé par l'extension universelle de l'Appareil bureaucratique-hiérarchique moderne, le «plan» comme mécanisme d'intégration, l'effacement de la distinction formelle entre la «société civile» et l'«Etat». La relation de la couche dominante à ces mécanismes est évidemment différente dans les deux cas —comme, dans tous les régimes sociaux, la relation de la couche dominante aux mécanismes institués correspondant à sa domination est chaque fois *sui generis*, partie propre et spécifique de l'institution de ce régime social. Pour une bonne partie, l'incompréhension du régime russe provient aussi de ce qu'on veut toujours voir la relation entre la bureaucratie et les mécanismes institués à partir du modèle de la relation de la bourgeoisie à la propriété du capital et au marché (que ce soit pour affirmer que les deux relations sont identiques, ou pour conclure de leur différence qu'il n'y a pas en Russie d'exploitation). Mais la relation entre les propriétaires d'esclaves et les mécanismes du régime esclavagiste, les seigneurs et les mécanismes du régime féodal, les bourgeois et les mécanismes du régime capitaliste, est chaque fois différent et fait partie du mode d'institution des régimes sociaux correspondants [1964b, 1974, 1975].

De même, il est tout autant faux de penser le groupe social dominant comme simple «personnification» des mécanismes et dispositifs institués (comme le fait Marx pour les capitalistes et le «capital») que de voir dans ces mécanismes un simple «instrument» de ce groupe (comme le font la plupart des marxistes pour l'Etat). Ce rapport n'est pas pensable sous les catégories de l'«instrumentalité», de la «personnification» ou de l'«expression»; c'est un rapport sans analogue ailleurs, à penser pour lui-même. Et politiquement, il est tout autant fallacieux de parler du «pouvoir» en évacuant le fait qu'il est toujours aussi pouvoir d'un groupe sur les autres, que de parler de groupes ou de classes en évacuant les systèmes institués qui leur correspondent. — Dans le capitalisme bureaucratique total, l'intrication de l'«économique», du «politique», de l'«idéologique», etc., acquiert un caractère nouveau relativement aux sociétés capitalistes «classiques»; il y a institution *autre* des sphères de l'activité sociale et de leur articulation. Il est absurde de raisonner à son propos comme si les catégories sociales posées et instituées comme séparées par d'autres types de société, et par excellence par la société capitaliste «classique» —économie, droit, Etat, «culture», etc.—, y subsistaient intactes [1964b, 1974, 1975].

21 L'avènement du capitalisme bureaucratique total confirme ce que l'étude des sociétés pré-capitalistes aurait déjà pu montrer; ce n'est pas dans et par la production que les «classes» se forment en général [1964b, 1974]. L'institution d'un régime social de division asymétrique et antagonique équivaut à l'instauration d'un rapport de domination entre un groupe social et le reste de la société, à laquelle correspond un ensemble d'institutions («secondes») [1975, pp. 495-496]. Telles sont les institutions qui incarnent et réalisent dans la sphère étroitement politique et coercitive le pouvoir du groupe dominant, et notamment l'Etat; celles qui permettent la création d'un *surplus* économique et son appropriation par le groupe dominant [1978]; enfin, celles qui assurent la domination des mythes, des croyances religieuses, des idées, bref des représentations et significations sociales correspondant à l'institution donnée de la société, leur intériorisation par les individus, et la fabrication indéfinie d'individus conformes à cette institution. Ainsi, par exemple, des rapports de production antagoniques ne peuvent exister ni logiquement ni réellement que comme moment et dimension des rapports de domination. Ils *sont* intrinsèquement des rapports de domination dans la sphère spécifique de la production et du travail: rapports de domination extérieurs au procès de travail lui-même dans un régime esclavagiste ou féodal, le pénétrant de plus en plus sous le régime capitaliste [1949, 1964b]. Et ils impliquent la constitution d'un pouvoir sur la société et son appropriation par un groupe social particulier. L'origine, et le fondement de l'unité, de ce groupe, ne se trouvent pas nécessairement dans la position identique des individus qui le composent relativement à la production, mais dans leur participation à ce pouvoir sur le reste de la société —pouvoir qui doit bien entendu se traduire aussi comme «pouvoir économique», soit, disposition du temps des gens et affectation d'une partie de ce temps à des activités qui servent le groupe dominant ou dont il s'approprie le résultat. Il se peut qu'un tel pouvoir soit déjà historiquement constitué dans la société considérée, et qu'une catégorie sociale formée à partir de la production/économie (ou même autrement) s'en empare, en le transformant peu ou beaucoup, pour parvenir à la pleine domination. Tel fut le cas de la bourgeoisie —extrapolé à tort, par Marx, sur l'ensemble de l'histoire. Même dans ce cas, du reste, il serait faux de voir dans le pouvoir et l'Etat quelque chose qui se surajoute à une structure productive-économique en lui restant extérieur, ou un simple instrument de la couche sociale en train d'accéder à la domination. Mais il se peut aussi que ce soit par l'instauration directe d'un nouveau rapport de domination et d'une nouvelle forme de pouvoir qu'un groupe social (ethnie conquérante, groupe «politique») crée et impose les rapports de production correspondant à cette domination et permettant sa reproduction sociale. Telle a été, vraisemblablement, l'origine des sociétés esclavagistes, et, certainement, l'origine la plus fréquente des régimes féodaux; et telle est l'origine des régimes bureaucratiques contemporains en Russie, en Chine ou en Europe de l'Est.

22 Sous le capitalisme bureaucratique total, l'abolition de l'«économie» comme sphère séparée et relativement autonome fait partie d'une altération essentielle du rapport entre «société civile» et Etat. A vrai dire, cette distinction elle-même —qui reste encombrée d'importants éléments idéologiques, correspondant au point de vue de la bourgeoisie classique sur la société— doit être réexaminée. La réalité des rapports entre la «société civile» et l'Etat n'a jamais été telle que l'ont présentée les constructions

théoriques (y compris chez Hegel et Marx). Mais en tout cas la société bourgeoise vit et se développe dans la distinction entre une sphère privée, une sphère publique «civile» et une sphère publique étatique. Cette distinction se trouve déjà ébranlée par l'évolution qui conduit au capitalisme bureaucratique fragmenté: l'extension des activités de l'Etat restreint de plus en plus le domaine public «civil», la sphère «privée» elle-même tend à devenir, sous de multiples formes, «publique» [1960b, 1963]. Un saut qualitatif se produit avec le capitalisme bureaucratique total. La distinction entre la sphère publique «civile» et la sphère publique étatique est effacée, la sphère «privée» est réduite au minimum (à la limite, aux fonctions biologiques des individus). Il n'y a pas, pour autant, domination de l'Etat *comme tel* sur la société —ni «absorption» de la société civile par l'Etat. L'Etat est lui-même dominé par un organisme «politique» séparé —dans le cas typique et prévalent: le Parti, instance ultime de décision et de pouvoir, et, dans le Parti lui-même, le Sommet de l'Appareil. Le Parti, organisation et milieu unificateur du groupe dominant, ne peut s'identifier en paroles à la société qu'aussi longtemps que la terreur qu'il exerce sur elle, la réduisant au silence, dénonce cette identification. Et il ne pourrait «absorber» la société sans cesser d'être ce qu'il est et que son nom indique clairement: une *partie* de la société, un corps *particulier* dans celle-ci. D'autre part, l'effacement formel de la distinction entre société civile et Etat ne signifie ni l'«absorption» de celle-là par celui-ci, ni une «unification» de la société. La prétention de l'unification et de l'homogéné-



sation de la société (formulée dans l'idéologie du Parti), n'a de réalité que sous un seul angle: la soumission indifférenciée de tous au pouvoir illimité et à l'arbitraire du Sommet de l'Appareil. Hormis cela, elle ne peut pas masquer la persistance d'une différenciation sociale (et non simplement «professionnelle») aussi forte que sous le capitalisme traditionnel (citadins/paysans, travailleurs manuels/travailleurs intellectuels, hom-

mes/femmes, etc.); d'une division asymétrique et antagonique de la société entre dirigeants et exécutants (de plus en plus complexifiée par l'interpénétration réciproque des différentes pyramides bureaucratiques-hiérarchiques); enfin, des clivages et des conflits au sein de la bureaucratie elle-même. Plus encore, cette prétention fait surgir une nouvelle opposition, entre l'existence formelle d'un Etat qui devrait recouvrir la totalité du social et coïncider avec celle-ci, et la réalité du social, qui constamment échappe à cet Etat, et en diffère à la fois par excès (faisant plus et autre chose que ce qu'elle est censée faire) et par défaut (ne faisant pas, beaucoup s'en faut, tout ce qu'elle est censée faire). A cette opposition fait pendant, lorsque l'on considère l'Etat en lui-même, une nouvelle scission entre son apparence et sa réalité. La vie «publique civile» est devenue étatique. Mais la vie étatique n'est plus du tout publique; son déroulement doit être caché dans les moindres détails, et ce qui ailleurs est «public» sans problème devient ici secret d'Etat (depuis les statistiques économiques les plus banales jusqu'aux annuaires du téléphone et les plans du métro de Moscou)

23 Le régime russe appartient à l'univers social-historique du capitalisme parce que le magma des significations imaginaires sociales qui animent son institution et se réalisent dans et par elle est celui-là même qui advient dans l'histoire avec et par le capitalisme. Le noyau de ce magma peut être décrit comme l'expansion illimitée de la maîtrise «rationnelle». Il s'agit, bien entendu, d'une maîtrise en grande partie illusoire, et de la pseudo-«rationalité» de l'entendement et de l'abstraction [1955, 1957c, 1960b, 1964a, 1964b, 1973, 1974b, 1975]. C'est cette signification imaginaire qui constitue le point de jonction central des idées qui deviennent des forces et des processus effectifs dominant le fonctionnement et l'évolution du capitalisme: l'expansion illimitée des forces productives; la préoccupation obsédante avec le «développement», le «progrès technique» pseudo-rationnel, la production, l'«économie», la «rationalisation» et le contrôle de toutes les activités; la division de plus en plus poussée des tâches; la quantification universelle, le calcul, la «planification»; l'organisation comme fin en soi, etc. Les corrélatés en sont les formes institutionnelles de l'entreprise, de l'Appareil bureaucratique-hiérarchique, de l'Etat et du Parti modernes, etc. Plusieurs de ces éléments –significations et formes institutionnelles– sont créés au cours de périodes historiques antérieures au capitalisme. Mais c'est la bourgeoisie, pendant sa transformation en bourgeoisie capitaliste, qui, en les reprenant, en altère le sens et la fonction, les réunit et les subordonne à la signification de l'expansion illimitée de la maîtrise «rationnelle» (explicitement formulée dès Descartes, et toujours centrale chez Marx, par où la pensée de celui-ci reste

ancrée dans l'univers capitaliste). Et cette signification, médiatisée par la transformation du Marxisme en idéologie et par l'organisation politique du Parti, rassemble, unifie, anime et guide la bureaucratie dans son accession à la domination de la société, dans l'institution spécifique de son régime et dans la gestion de celui-ci.

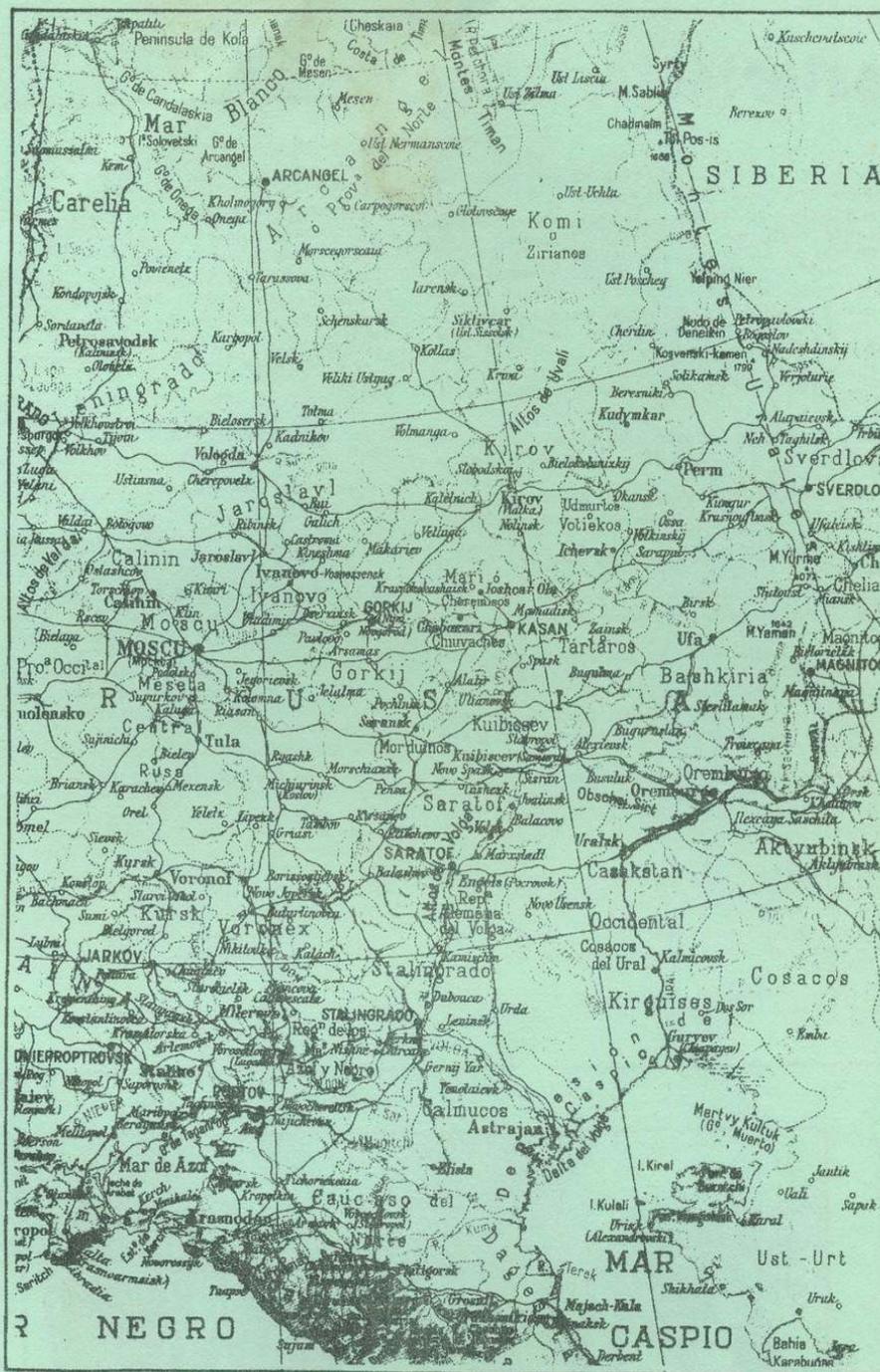
24 La «réalisation» de cette signification imaginaire sociale est profondément antinomique. C'est là un trait décisif des sociétés modernes, qui les oppose radicalement aux sociétés traditionnelles, «archaïques» ou «historiques», où l'on ne rencontre pas une antinomie de ce type [1960b, 1964b, 1975]. La société moderne ne vise que la «rationalité» et ne produit, massivement, que de l'«irrationalité» (du point de vue de cette «rationalité» même). Ou encore: dans aucune autre société connue, le système de représentations que la société se donne d'elle-même ne se trouve en opposition flagrante et violente avec la réalité de cette société, comme c'est le cas sous le régime du capitalisme bureaucratique. Il est parfaitement logique que cette antinomie atteigne à un paroxysme délirant sous les formes extrêmes du totalitarisme «marxiste», sous le règne de Staline et de Mao.

25 Ce système de représentations tend de plus en plus, dans les sociétés modernes, à se réduire à l'idéologie. L'idéologie est l'élaboration «rationalisée-systématisée» de la partie émergée, explicite, des significations imaginaires sociales qui correspondent à une institution donnée de la société –ou à la place et aux visées d'une couche sociale particulière au sein de cette institution. Elle ne peut donc apparaître ni dans les sociétés «mythiques», ni dans les sociétés «simplement» religieuses. Elle ne connaît son véritable développement qu'à partir de l'institution du capitalisme, ce qui se comprend de soi. Elle y prend une importance grandissante du fait même que la signification imaginaire centrale du capitalisme est la prétendue rationalité, et que son contenu même exige cette forme d'expression «rationnelle» qu'est l'idéologie. L'idéologie doit ainsi rendre tout explicite, transparent, explicable et rationalisable –en même temps que sa fonction est de tout occulter. Sujette à cette contradiction intrinsèque, et en opposition frontale avec la réalité sociale, l'idéologie est obligée de tout aplatir et de s'aplatir elle-même, elle devient forme vide et se condamne à une usure interne accélérée. Le destin actuel du «marxisme-léninisme» en Russie et en Chine en fournit une illustration éclatante et extrême.

Cornélius Castoriadis.

Octobre 1977

SOLIDARITÉ avec les OPPOSANTS
des PAYS de l'EST et de l'URSS



2 3
RÉFÉRENCES >>>>>>>>

castoriadis: BIBLIOGRAPHIE

1946: «Sur le régime et contre la défense de l'URSS», Bulletin intérieur du PCI, n°31, août 1946, réédité dans La société bureaucratique, Vol. 1, Ed. 10/18, Paris, 1973, pp. 63-72.

1947a: «Le problème de l'URSS et la possibilité d'une troisième solution historique» in l'URSS au lendemain de la guerre, Matériel de discussion préparatoire au II^e Congrès mondial de la IV^e Internationale, T. III, février 1947; rééd. La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 73-90.

1947b: «Sur la question de l'URSS et du stalinisme mondial» Bull. Int. du PCI, n°41, août 1947; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 91-100.

1948: «La concentration des forces productives», inédit (mars 1948), publié dans La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 101-113.

1949a: «Socialisme ou barbarie», Socialisme ou barbarie (S. ou B.), n° 1, mars 1949, rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 139-184.

1949b: «Les rapports de production en Russie», S. ou B., n° 2, mai 1949; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 205-281.

1949c: «L'exploitation de la paysannerie sous le capitalisme bureaucratique», S. ou B., n° 4, octobre 1949; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 1, l.c., pp. 283-312.

1953a: «Sur la dynamique du capitalisme», S. ou B., n° 12, août 1953.

1953b: «Sartre, le stalinisme et les ouvriers», S. ou B. n° 12, août 1953; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 1, Ed. 10/18, Paris, 1974, pp. 178-248.

1955: «Sur le contenu du socialisme», S. ou B., n° 17, juillet 1955; rééd. dans Le contenu du socialisme, Ed. 10/18, Paris, 1979, pp. 67-102.

1956a: «Khrouchchev et la décomposition de l'idéologie bureaucratique», S. ou B., n° 19, juillet 1956; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 2, Ed. 10/18, Paris, 1973, pp. 189-209.

1956b: «La révolution prolétarienne contre la bureaucratie», S. ou B., n° 20, décembre 1956; rééd. La société bureaucratique, Vol. 2, l.c., pp. 267-337.

1957a: «Bilan, perspectives, tâches», S. ou B., n° 21, mars 1957; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 1, l.c., pp. 383-408.

1957b: «La voie polonaise de la bureaucratisation», S. ou B., n° 21, mars 1957; rééd. dans La société bureaucratique Vol. 2, l.c., pp. 339-371.

1957c: «Sur le contenu du socialisme, II», S. ou B., n° 22, juillet 1957; rééd. dans Le contenu du socialisme, l.c. pp. 103-221.

1958a: «Sur le contenu du socialisme, III», S. ou B., n° 23, janvier 1958; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2, Ed. 10/18, Paris, 1974, pp. 9-88.

1958b: «Sur la dégénérescence de la révolution russe», L'école émancipée, avril 1958; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 2, l.c., pp. 373-393.

1959: «Proletariat et organisation», S. ou B., n° 27, avril 1959; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2, l.c., pp. 123-187.

1960a: «Conceptions et programme de Socialisme ou barbarie», Etudes, n° 6, Bruxelles, octobre 1960; rééd. dans La société bureaucratique, Vol. 2, l.c., pp. 395-422.

1960b: «Le mouvement révolutionnaire sous le capitalisme moderne», S. ou B., n° 31, 32 et 33, décembre 1960, avril et décembre 1961; rééd. dans Capitalisme moderne et révolution Vol. 2, Ed. 10/18, Paris, 1979, pp. 47-203.

1963: «Recommencer la révolution», S. ou B., n° 35, janvier 1964; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2, l.c., pp. 307-365.

1964a: «Le rôle de l'idéologie bolchévique dans la naissance de la bureaucratie», S. ou B., n° 35, janvier 1964; rééd. dans L'expérience du mouvement ouvrier, Vol. 2, l.c., pp. 385-416.

1964b: «Marxisme et théorie révolutionnaire», S. ou B., n° 36 à 40, avril 1964 à juin 1965; rééd. comme Première partie de L'institution imaginaire de la société, Ed. du Seuil, Coll. «Esprit», Paris, 1975.

1973: «Introduction» au Vol. I de La société bureaucratique

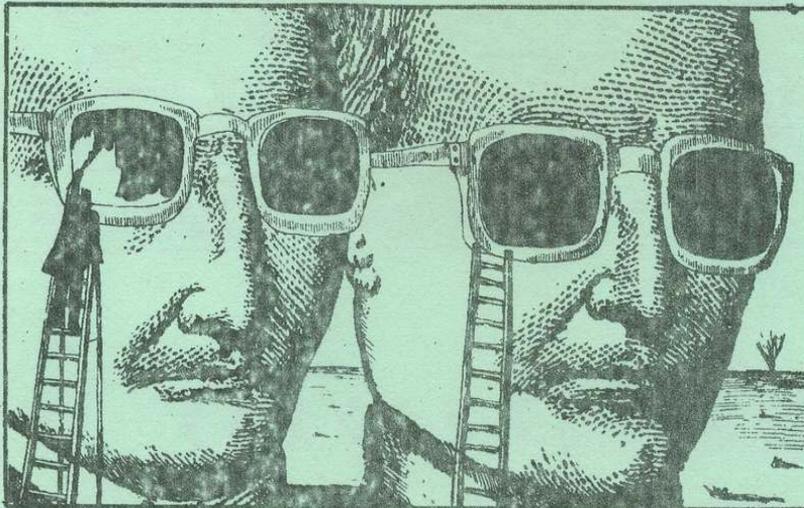
1974a: «La question de l'histoire du mouvement ouvrier», Introduction au Vol. I de L'expérience du mouvement ouvrier.

1974b: «Réflexions sur le 'développement' et la 'rationalité'», Rapport au colloque de Figline-Valdarno, septembre 1974, publié dans Esprit, mai 1976 et repris dans Le mythe du développement, Ed. du Seuil, Paris, 1977, pp. 205-240.

1975: «L'imaginaire social et l'institution»: Deuxième partie de L'institution imaginaire de la société, l.c.

1976: «The Hungarian Source», Telos, Saint-Louis, Miss., automne 1976; version française dans Libre, n° 1, Ed. Payot, Paris, 1977; rééd. dans Le contenu du socialisme, l.c., pp. 367-411.

1978: «Le système mondial de dominations», Introduction à Capitalisme moderne et révolution, l.c.



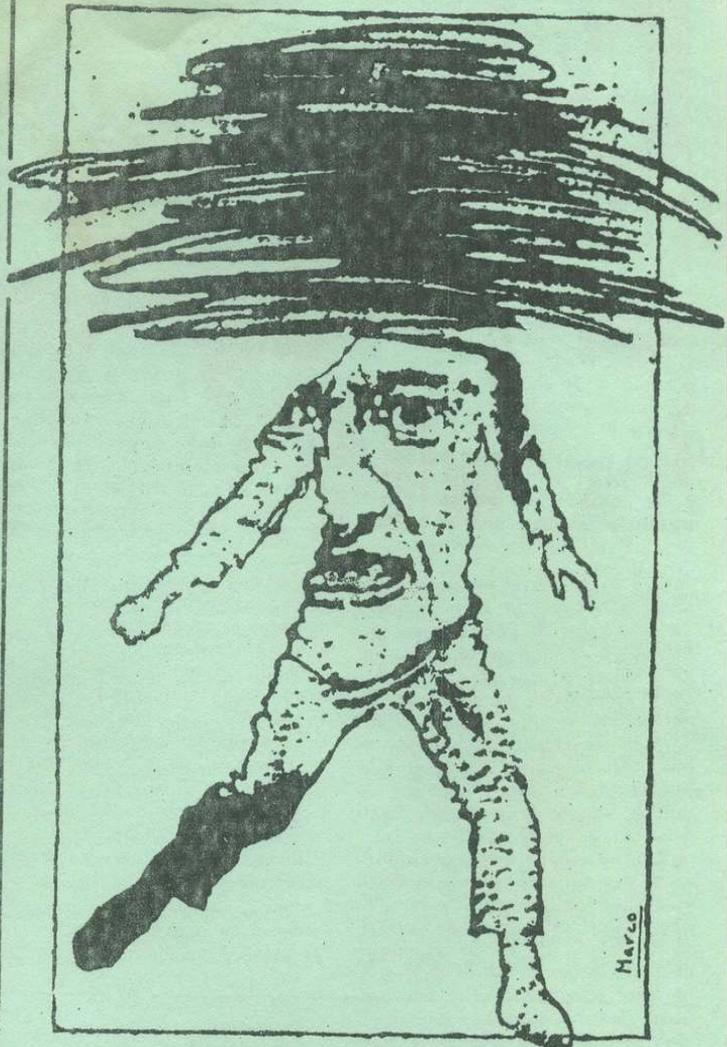
M. ZEMLIAK*

sur la dissi- dence

Depuis que Soljenitsyne fit des déclarations fracassantes dont la droite a su tirer profit, la dissidence a mauvaise presse, ce qui favorise le PC. Et puisque l'eurocommunisme condamne également d'une façon catégorique — bien qu'il tire du régime soviétique un « bilan globalement positif » —, la dissidence s'avèrerait être soit inutile, soit manipulée par la CIA.

S'il en était vraiment ainsi, le pouvoir de mobilisation antiautoritaire de la CIA à l'Est et son incapacité en Iran et au Nicaragua dans la défense des dictatures, seraient pour le moins surprenants

(*) Martin Zemliak est l'auteur du recueil de textes de Pierre Kropotkine paru dans la « petite collection maspero » en 1976, sous le titre : « P. Kropotkine : Œuvres ». Il se définit comme « militant anarchiste qui ne défend aucun tabou ».



□ D'emblée, le problème est le suivant : pourquoi tant d'individus protestent-ils contre un régime qui les a bercé et formé dans le marxisme-(stalinisme)-léninisme, tout en sachant pertinemment qu'ils risquent au minimum de perdre leur travail et d'être séparés de leurs proches parents ? Et ceci se produit au moment même où ce régime est en voie d'extension en Asie, en Afrique, avec des bastions importants en Amérique (Cuba) et en Europe, et au moment même où il entretient d'étroites relations avec le capitalisme et les dictatures de droite (le Chili, l'Argentine, la Guinée de l'ex-Macías, etc., reçoivent des capitaux, des armes et des conseillers de l'URSS et de la Chine).

□ Or, la dissidence englobe aussi bien le Soljenitsyne mystique et droitier d'aujourd'hui, fort différent de celui d'avant, que Vladimir Boukovsky (qui a passé environ 35 ans de détention) et qui en arrivant à l'Ouest et en voyant les menottes de marque américaine que les so-

viétiques lui avaient mises, pensa : « Je ne me suis jamais fait d'illusions sur l'Occident ». Avant d'essayer de nous orienter, il faut comprendre les motifs de la dissidence.

□ Nous savons déjà que dans les deux seuls cas où les marxistes ont pris l'Etat par la force (la Russie et la Chine car le reste n'est que la conséquence de Yalta et de quelques magouilles locales), ils ont justifié la liquidation physique de toute opposition et l'interdiction de toute liberté d'expression. Les rares, mais réelles, phrases anarchistes de Lénine n'ont jamais été mises en pratique par lui-même. Et une fois tué le chien qu'est l'opposition, Lénine et Staline pensaient que la rage cesserait.

□ La persistance d'une exploitation éhontée inséparable d'un pouvoir incisif dans tous les sens du mot) et qui, malgré cela, se prévaut d'un idéal égalitaire, ne peut étouffer les doutes que chez ses propres partisans. La majorité s'est bail-



l'année la bouche et la conscience; d'autres, à cause de leurs critiques sur le manque de liberté et sur une hiérarchie omniprésente, ont fini par aller en prison. Depuis 1919, le Parti secrète des marxistes qui déduisent de la «praxis» que le Parti doit se transformer tout comme le marxisme lui-même. Et ne parlons pas des travailleurs qui paient, au prix du sang et de la misère, l'«édification du socialisme».

□ La dissidence a toujours été latente et manifeste, parallèlement à la sempiternelle répétition des slogans (aussi efficaces que ceux de la Croisade et du Christianisme dans l'Espagne de 1939-1955) et à la très mauvaise qualité des produits. Mais il manquait une occasion pour qu'elle se manifeste, bien qu'entre 1941 et 1945 l'accueil enthousiaste des nazis dans plusieurs parties de l'Ukraine et l'enrôlement de dizaines de milliers de prisonniers dans une division russe anti-soviétique aux côtés des nazis, furent les signes d'un comportement naturellement anticommuniste.

«une fois tué le chien qu'est l'opposition, Lénine et Staline pensaient que la rage cesserait».

□ La mort de Staline et le gel de la hiérarchie débouchèrent sur le soulèvement des ouvriers de Berlin-Est en 1953 qui, non seulement haïssaient la misère et le Parti, mais aussi la domination impérialiste de l'URSS. Il se passa la même chose en 1956 en Hongrie et en partie en Pologne. Un processus complexe se déroulait: Kroutchev, pour s'assurer le pouvoir dans le Parti, lança la déstalinisation et provoqua une

certaine augmentation des biens de consommation courante; en même temps, il étouffait dans le sang la rébellion hongroise avec la bénédiction de l'Occident qui attendait «raisonnablement» la signature d'importants contrats économiques. Ainsi Krupp (la firme qui d'après le Parti arma Hitler) a une filiale en URSS depuis 1964 et au bout de 60 ans de «science socialiste», Renault et Fiat montent des voitures et des camions russes; l'industrie militaire étant la seule à être effi-

□ La nécessité d'avoir recours à la technologie occidentale fut acceptée en échange de concessions mutuelles: l'URSS laisse émigrer une partie des juifs et réprime plus discrètement; l'Ouest fait taire ses anticommunistes hystériques; le Tiers-Monde est partagé et les zones incertaines se transforment en bancs d'essai pour les nouvelles armes.

□ Les dissidents deviennent donc des pions sur l'échiquier international et, en même temps, des braises qui peuvent provoquer l'incendie.

□ La dissidence c'est tout d'abord un fait local, puis national avant d'avoir, comme maintenant, des courants européens. En 1968, un embryon de manifestation contre l'intervention «libératrice» en Tchécoslovaquie eut lieu à Léningrad. En même temps, les éditions clandestines samizdat (auto-éditées) réunissaient en URSS des textes politiques, religieux, littéraires et régionalistes. Cela fait deux ans déjà que polonais et tchèques sont en contact. Et chaque dissidence nationale se fait l'écho des activités des autres.

□ La situation économique et sociale est différente: l'Allemagne de l'Est et la Bulgarie, de par le fait qu'elles ont des frontières avec l'Ouest, ont un niveau de vie meilleur qu'en URSS et un contrôle poli-

cier féroce; la Hongrie depuis 1956 suit une politique «libérale», mais sévère depuis 3 ou 4 ans; la Tchécoslovaquie continue de subir la répression post-68; la Roumanie, malgré ses critiques superficielles, applique un stalinisme authentique;

«des braises qui peuvent provoquer l'incendie».

la Yougoslavie, en plein mélange de capitalisme à l'espagnole avec une façade d'auto-cogestion, a des dissidents aussi bien en liberté qu'en prison; l'Albanie vit un stalinisme à la Khomeiny depuis 1944. L'exception est la Pologne où le poids du catholicisme (et l'influence de Rome) empêchent le démantèlement de l'opposition; de nos jours il existe une «alliance claire des trois forces»: l'intelligentsia (les universitaires) de gauche, les ouvriers et l'Église» (1). Pour l'URSS, s'il est vrai qu'il existe des différences selon les républiques et beaucoup plus de sévérité hors de Russie, le niveau de vie y est plus bas, les droits y sont davantage foulés au pied et les actions policières plus dures.

□ La dissidence est multiple dans ses revendications: elle ne veut pas d'étiquettes, elle se cherche en fonction de son expérience et de ses possibilités propres, sans qu'il y manque cependant l'éventail des positions: depuis l'obscurantisme clérical jusqu'à l'anarchisme, en passant par le réformisme.

□ En Pologne, le K.O.R. (Komitet Obrony Robotników, Comité de Défense des Travailleurs) regroupe des intellectuels et des travailleurs

dans des structures de quelques 5.000 membres qui prétendent être : *authentiquement ouvrières, c'est-à-dire décentralisées, non clandestines*. Il existe un journal clandestin qui tire entre 10.000 et 20.000 exemplaires, étant lu par environ 40.000 personnes. Le clivage actuel s'y établit entre un renforcement de l'opposition ou la participation au pouvoir communiste s'il acceptait quelques concessions (position du trotskyste Jaced Kuron) (2).

□ En URSS, la même alternative s'est posée et d'après un samizdat (3), elle semble avoir été dépassée étant donné que la position marxiste (Roy Medvedev) a fait eau de toutes parts avec cette idée qu'en URSS le socialisme existe et connaît des améliorations constantes et qu'il ne manquerait plus qu'à développer la démocratie socialiste. Cette position a entraîné l'arrêt de la contestation de la part de ce secteur.

□ Les dissidents non-marxistes tendent à étendre leur influence; les intellectuels se prolétarisent à cause de la répression; les prolétaires constituent un syndicat libre (il s'agit de chômeurs et de contestataires de toutes les Républiques qui se retrouvèrent à Moscou dans la salle d'attente du ministère du Travail. Et si l'on accepte les chiffres (manipulés) de 0,2% de voix négatives lors des élections, nous aurions environ 200.000 à 250.000 dissidents cherchant à se coordonner.

□ En laissant de côté les cas concrets, afin d'avoir une vision globale pour tous les pays et toutes les dissidences, l'on constate que :

* Les luttes ont lieu pour demander des libertés théoriques reconnues par la loi (depuis le culte religieux et la culture régionale jusqu'aux règles de sécurité, le paiement des primes, les licenciements arbitraires, le droit au travail et à la retraite, etc.).

* Il est également demandé la légalisation de syndicats indépendant du Parti et le droit de grève.

* On demande aussi une limitation ou la disparition des privilèges

du Parti et de la Police.

* L'éthique individuelle (d'origine athée ou religieuse) devient un guide permanent dans une société pourrie par le communisme officiel.



Vladimir Boukovsky.

□ Dans cet ensemble, une vision clairement anarchiste existe; au niveau de l'intérêt en Pologne et en Yougoslavie, et au niveau militant en Bulgarie et en URSS. En Bulgarie les camarades furent actifs, dans les guerrillas antifascistes, mais ils étaient peu nombreux. Lorsqu'ils constatèrent que le pays était dans la zone soviétique, quelques militants s'exilèrent et d'autres restèrent en maintenant une certaine activité, très réduite, ainsi que tout type de dissidence, à cause de la dureté de la police. En URSS, depuis 1922, il n'existe plus de mouvement organisé à l'intérieur. Mais peut-être parce que Bakounine et Kropotkine furent des figures russes irremplaçables, le régime les cite, en taisant d'ailleurs une grande partie de leurs activités, et ceci fait que les idées persistent encore. Actuellement il y a des camarades emprisonnés, mais ils ne veulent pas se déclarer anarchistes parce qu'ils risqueraient de voir leur peine doublée et ils recevraient certainement moins de soutien international (4). Nous avons l'affaire d'octobre 78, à Léninegrad, avec l'arrestation de plusieurs personnes pour appartenance à la revue samizdat « Perspectives » qui publia des ex-

traits de Bakounine, Marcuse et Cohn-Bendit. Il y eut même une manifestation de protestation de quelques deux cents étudiants et lycéens à Léninegrad le 5 décembre. Il s'agissait d'une tendance anarcho-gauchiste avec des groupes à Gorki, Moscou, républiques baltes, Biélorussie, Ukraine et Caucase (5).

□ En conclusion, les pays aux régimes marxistes-léninistes de la Chine à l'URSS, en passant par Cuba, l'Angola et jusqu'au Cambodge, ont un grand « avantage » sur les démocraties occidentales. Il ne peut y avoir la moindre confusion entre la droite, le centre, la gauche et l'extrême-gauche. Le Pouvoir est dans tous les aspects de la vie, c'est un engrenage implacable; critiquer un aspect oblige à le nier en bloc et à rejeter toute organisation similaire, verticale, hiérarchique, unique. C'est pourquoi les idées de décentralisation économique et politique, de collectifs en autogestion, d'éthique et de respect de l'être humain apparaissent spontanément « grâce » à l'oppression marxiste-léniniste. Il suffit de faire le contraire de ce qui existe et il se produit de toute évidence le désordre. A l'Ouest, l'exploitation coloniale et du Tiers-Monde n'est pas visible dans les babioles à bon marché (jouets, ma-

« une longue route nous attend, mais nous sommes très têtus ».

tières premières, etc.) et on ne peut pas voir l'oppression des groupes nationaux (comme les nord-africains et les portugais en France); la consommation stimule le capitalisme et satisfait l'exploité.

□ Comment la dissidence en général, et l'anarchisme en particulier, franchira-t-elle l'obstacle des mitraillettes policières? Ici comme là-bas, la réponse est incertaine et il n'existe pas de solution miracle: une longue route nous attend, mais nous sommes très têtus.

Martin Zemliak.

17 czerwca 1978

ROBOTNIK

nr 17

POZNAŃ 56

Minęły 22 lata od wydarzeń poznańskich 1956r. Warto pokrótce przypomnieć ich przebieg, bowiem podobnie rosyjski się wypadki w grudniu 1970 na roboty przedstawiano też sojcie w Olsztoku, Radomiu i Ursusie. Rozważa się - w Poznaniu aresztację policjanta - przypadek obrabowania sklepu. Do

Le journal des syndicats clandestins polonais.

(1) Samizdat soviétique de janvier 79, dans « L'Alternatives », Paris, n° 1, novembre 79, p. 30.

(2) Source: « L'Alternatives ».

(3) op. cit.

(4) « Front Liberaire » du 10 janvier 79.

(5) Voir « Front Liberaire » du 18 juin 79; « Le Monde Liberaire » du 14 juin 79; « L'Alternatives », op. cit., p. 51.



SCIENCE FICTION NUCLEAIRE

MEMORANDUM concernant les mesures à prendre après un désastre atomique.

«Sous les conditions sévères suivant un désastre atomique, des choix difficiles seront imposés aux managers de la société survivante. LA POPULATION SERAIT A LA FOIS UNE RESSOURCE ET UN FARDEAU.»

«Les survivants dans leurs années productives de 15 à 64 ans seraient indubitablement les éléments les plus valables. Ils devraient être conservés en bonne santé. Les travailleurs seraient dans une position forte pour exiger des traitements préférentiels. Il serait impossible de limiter ce traitement préférentiel aux travailleurs car ils insisteraient pour que leur famille en bénéficie. LES RESPONSABLES AURAIENT A DETERMINER LA LIMITE DES CONCESSIONS A FAIRE.»

«N'ayant que peu ou pas de pouvoir de production, les gens âgés, les malades chroniques et les invalides, les malades mentaux auraient le plus à souffrir.»

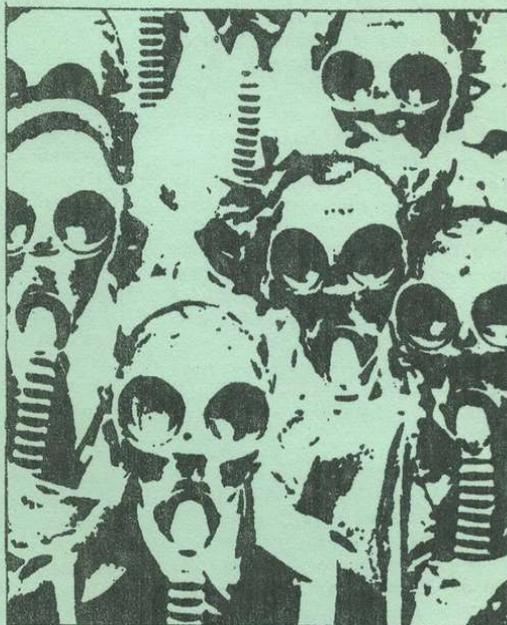
«Les gens âgés peuvent aisément être identifiés et assujettis à un traitement particulier (0). A COURT TERME, NI LES VIEILLARDS, NI LES ENFANTS N'AURONT DE VALEUR. Mais, MEME A LONG TERME, LES GENS AGES N'ASSUMANT PLUS AUJOURD'HUI LEUR ROLE DE TRANSMETTEURS DE LA TRADITION, LA COMMUNAUTE EN ETAT D'URGENCE SERAIT MIEUX SANS SES MEMBRES VIEUX ET FAIBLES.»

«LA FACON D'AGIR LA PLUS FACILE QUOIQU'UN PEU REPUGNANTE MORALEMENT SERAIT L'INACTION. Ne rien prévoir de spécial pour les besoins des vieillards, malades mentaux et chroniques. Il est certain que le gouvernement ne pourrait empêcher, et probablement il n'essaierait pas d'empêcher les parents et les amis des personnes âgées de les aider, mais la part des vieillards dans le produit national diminuerait certainement.»

«La politique envers les enfants survivants pourrait être plus généreuse, plus ils seraient proches de l'âge du travail, plus ils auraient de valeur et ils seraient protégés comme capital social.»

«POUR CE QUI EST DE LA MATERNITE, IMMEDIATEMENT APRES LA PERIODE D'ATTAQUE LES ENFANTS N'AURAIENT AUCUNE VALEUR A COURT TERME. Il faudrait donc une politique antinataliste pour réduire ce risque et libérer les femmes pour le travail. Toutefois, une politique antinataliste nuirait à la main d'oeuvre des 15 ou 20 années à venir. Aussitôt que la reconstruction prendra forme, une politique pronataliste remplacera l'antinataliste. Et le point le plus important deviendra celui de l'éducation pour préparer l'entrée rapide de chaque individu dans le monde du travail.»

«Dans l'hypothèse où les autres parties du monde seraient en meilleur état, le fait d'émigrer pourrait être plus attrayant pour les membres les plus vigoureux et les plus valables du pays qu'une existence austère dans un pays radioactif. UNE TELLE EMI-GRATION DEVRAIT ETRE CONSIDEREE COMME



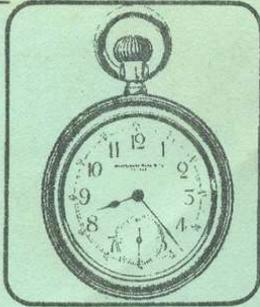
UNE DESERTION. Le gouvernement pourrait l'empêcher par un interdit pur et simple, mais cela détériorerait le moral de ceux qui envisageraient cette solution. On pourrait réduire la tentation d'émigrer par une bonne politique du personnel. Comme il y aurait beaucoup de postes vacants, les émigrants potentiels pourraient être aidés à trouver vite un bon poste. COMME IL EST PROBABLE QUE LE TAUX DE DECES DES ELITES DE LA NATION SERAIT TRES ELEVE, il serait possible de donner à chacune une promotion rapide.»

(0) Le mémorandum ne précise pas lequel.

Postattck population research, RM-5115-TAB/1966, for the US.AEC Contract AT(04-3) 414. Project agreement N° 3.

Cité par Fanny DESCHAMPS dans son livre: «VOUS N'ALLEZ PAS AVALER CA!» (p. 196). Ed. Albin Michel, Paris, 1971.

NOTRE
MEMOIRE



voyage à travers des "anarchives"



BARCELONE, AMSTERDAM,
PARIS, MILAN... UN PEU PAR-
TOUT EN EUROPE, LE
MOUVEMENT LIBERTAIRE
TENTE DE RESSAISIR
SA MEMOIRE.
JUSQU'ICI ABANDONNEES AUX
SOINS INDIVIDUELS,
LES ARCHIVES ANARCHISTES
SONT MAINTENANT L'OBJET
DE MULTIPLES
RECHERCHES ET ETUDES
SIGNE ENCOURAGEANT:
CE SONT,
LE PLUS SOUVENT,
DES COLLECTIFS DE MILITANTS
QUI LES PRENNENT
EN CHARGE, NON POUR
LES ENFERMER
DANS DE POUSSIEREUX
PLACARDS,
MAIS POUR LES PROJETER
VERS L'EXTERIEUR,
VERS UN PUBLIC
DE PLUS EN PLUS VARIE.
SEMAINES D'ETUDES,
COLLOQUES,
EXPOSITIONS...
SE SUCCEDENT A UN RYTHME
RAPIDE.
C'EST A UN BREF VOYAGE A
TRAVERS QUELQUES UNES
DE CES «ANARCHIVES»
QUE NOUS VOUS
INVITONS,
A LA RENCONTRE DE
CES DOUX MANIAQUES DES
VIEUX PAPIERS.

MILAN

LE CENTRE D'ETUDES
LIBERTAIRES G. PINELLI

□ Le 12 décembre 1969 explose une bombe à la Banque de Milan. Bilan: 13 morts et 120 blessés. En conséquence sont détenus, entre autres, les anarchistes Giuseppe PINELLI et Pietro VALPREDÀ. Pour ce dernier, qui restera plus de trois ans en prison, la police montera de toutes pièces une ténébreuse affaire afin de le rendre responsable de la mort de 16 personnes, Pinelli, peu de jours après son arrestation est assassiné par la Police, qui le jette par la fenêtre du 4^e étage du commissariat. Deux ans plus tard, la scandaleuse vérité éclatera: avec l'arrestation des fascistes auteurs du massacre. Au moment de ces événements répressifs s'étaient créés en Italie divers groupes de solidarité, parmi lesquels le groupe «Giuseppe Pinelli» de Milan, qui se transformera en 1976 en Centre d'Etudes Libertaires

□ Le C.E.L. essaie de créer un espace culturel explicitement libertaire afin de s'opposer au conformisme académique traditionnel. Ses activités s'articulent autour de l'his-

toire et de la pensée libertaire, en utilisant une bibliothèque, des archives de revues et de journaux et il est surtout connu par l'organisation de conférences et de rencontres d'études.

□ A ce jour, il a réalisé trois Conférences Internationales d'Etudes: en septembre 1976 sur Bakounine; en mars 1978 sur «les nouveaux patrons». Les thèses et débats de ces deux conférences ont été publiés en Italie par les Editions «Antistato» et la version française de certaines des thèses de la seconde viennent d'être publiées par les Editions «Noir» de Genève. Enfin, en septembre 1979, le Colloque International d'Etudes sur l'Autogestion qui a rencontré un grand écho auprès du mouvement libertaire international. L'ensemble des textes de ce dernier colloque ont d'ailleurs été publiés en France par les camarades de l'Atelier de Création Libertaire de Lyon.

Adresse: C.S.L. «Giuseppe Pinelli»,
Viale Monza 255, 20126 Milan.



Le Centre de Documentation d'Histoire Sociale est installé à Barcelone, cette ville qui fut la «rose de feu» du mouvement libertaire. L'un de ses membres est Abel PAZ, dont nous connaissons en France le livre: «Durruti, le peuple en armes».

En octobre, vu son développement, le Centre prend possession de nouveaux locaux de plus de 350 m², avec le projet d'organiser bibliothèques, salle de lecture, lieux d'expositions. Malheureusement, le 1^o novembre, le feu prend à l'immeuble et il faudra conjuguer les efforts des pompiers et des camarades pour réussir à sauver toutes les archives qui y étaient entreposées. Pour le moment, elles ont pu être mises à l'abri dans un local prêté par la municipalité, en attendant de trouver un nouveau siège...

■ Depuis quand fonctionne le Centre ?

□ Depuis février 1978. C'est alors que nous avons commencé avec un tout petit apport initial.

■ Comment fonctionne le Centre de Documentation ?

□ A travers des Statuts, très élaborés, qui ont essayé de prendre en compte les côtés négatifs et positifs d'expériences semblables menées en d'autres pays, afin que des situations conjoncturelles ne puissent mettre en danger ni le fonctionnement du Centre, ni la sécurité du matériel. Le fonctionnement est assuré par les Assemblées Générales et le matériel est protégé statutairement pour qu'il ne puisse être ni vendu, ni dispersé.

■ Justement, comment est garantie la sécurité du matériel ?

□ Le Centre et ses membres peuvent manipuler le matériel en ce qui concerne le fichage, les consultations, le catalogue, etc., mais la propriété de ce matériel est de caractère public, c'est-à-dire qu'il appartient à tous et à personne. Cela signifie qu'aucun de ses membres, ni même l'assemblée générale, n'a le pouvoir de vendre ou de dissocier le fonds documentaire. En cas de situation grave, de quelque type que ce soit (dissolution du Centre, changement de situation politique, etc.) ce fonds sera déposé à la Bibliothèque Arius de Barcelone jusqu'à ce qu'un autre groupe soit en mesure de reconstituer l'association.

■ Quelles caractéristiques devraient avoir les personnes qui voudraient relancer le travail du Centre ?

□ Ce groupe devrait y être autorisé par la Fédération Internationale des Centres d'Etudes et de Documentation Libertaires.

■ Depuis quand fonctionne cette Fédération ?

□ Sa création date d'avril 1979. Nous sommes en train de la légaliser en fonction du Droit Public International. Elle est composée de neuf centres associés, parmi lesquels se détache, par son importance, le C.I.R.A. (Centre Internatio-

nal de Recherches sur l'Anarchisme) de Genève et Marseille, ainsi que le soutien de l'I.I.S.G. (International Instituut voor Sociale Geschiedenis) d'Amsterdam, où se trouvent en dépôt les archives les plus importantes de l'histoire de l'anarchisme espagnol et mondial depuis ses débuts.

■ Comment est financé le Centre ?

□ A travers les cotisations de ses membres (minimum 500 ptas mensuelles), auxquelles s'ajoutent les dons de certains d'entre eux pour l'achat de documents. Actuellement nous sommes une vingtaine de membres actifs et une dizaine de membres honoraires.

■ Quel type de documents conservez-vous ?

□ En ce qui concerne les livres, cela part depuis les traductions de Proudhon en espagnol. De la Première Internationale jusqu'à nos jours, nous possédons toute une série de documents, que ce soient des journaux, des livres, brochures, etc. Nous avons quelques exemplaires des journaux du siècle dernier, et de celui-ci jusqu'en 1936. A partir de cette date, les collections sont rarement incomplètes. De la période clandestine, nos collections sont les plus importantes de toutes celles dont l'existence est connue. En ce qui concerne les brochures et tracts, nous allons essayer de compléter au mieux cette période. Pour donner une idée, nous devons avoir quelques 3000 livres, 4000 brochures, 5000 journaux et revues de la clandestinité et de l'exil, plusieurs milliers de tracts, etc...

■ Comment avez-vous obtenu tous ces documents ?

□ Il y a deux formules d'acquisition. Pour les livres et brochures anciens, difficiles à trouver, nous faisons appel à des librairies spécialisées. L'autre source d'apports, ce sont les dons de camarades du monde entier, jusqu'au point qu'en 1979 nous sont parvenus, par courrier, plus de 200 kilogs de journaux, revues et livres d'Europe et d'Amérique.

■ Quelles liaisons avez-vous avec la C.N.T. et le Mouvement Libertaire en général ?

□ Il n'y a aucune liaison formelle avec des organisations, bien qu'il existe naturellement des relations affinitaires avec certaines personnes qui les composent. Il faut également dire que parmi les membres du Centre, plusieurs sont adhérents de la C.N.T.

■ Vous espérez de nouveaux dons ?

□ Nous avons prévu, à court terme, la réception de trois importantes bibliothèques privées, dont une est à Barcelone (avec 3000 livres) et deux à l'étranger, et dont nous ne connaissons pas l'ampleur, bien que nous sachions qu'elles représentent plusieurs tonnes chacune.

■ Quelles activités a déployé le Centre jusqu'à ce jour ?

□ D'abord, fournir une documentation précise à ceux qui viennent consulter nos archives pour des travaux de type universitaire, historique, ou des chercheurs du Mouvement; souvent des travailleurs qui désirent connaître le passé de leur organisation. Une seconde tâche du Centre est la récupération de documents qui, par leur rareté, sont pratiquement inconnus et que nous éditerions sous forme de fac-similés, comme ce fut le cas pour «El Amigo del Pueblo», «Acracia». D'ailleurs, actuellement, nous sommes en train de préparer, avec de nombreuses difficultés techniques et financières, l'édition de la «Presse Clandestine Libertaire» de la période 1945-1966. Egalement, va paraître, avec un original cédé par notre Centre, un livre sur la Commune de Paris, dont la première édition a été faite à Barcelone l'année même des événements, en 1871.

□ Une autre des activités de notre Centre, ce sont les expositions de documents originaux, comme celle que nous avons réalisé en avril 79 à l'Institut Municipal d'Histoire de Barcelone. Le thème en était «la clandestinité libertaire» pendant les deux dictatures de ce siècle en Espagne. La première partie couvrait la période de 1923 à 1930; la deuxième de 1939 à 1966. □

Adresse : C.D.H.S.
Apartado de Correos 22212
Barcelone.

PARIS



QU'EST-CE QUE LE C.P.C.A. ?
(centre de propagande et de culture anarchiste)

□ Tout d'abord le C.P.C.A. est né de l'initiative de quelques camarades du groupe Emma Goldman (Paris 11^e) et de Villeneuve-St-Georges de la Fédération Anarchiste, qui ont constitué un collectif rédactionnel et de gestion dont les objectifs sont :

* favoriser l'information sur le mouvement anarchiste français à partir de la documentation élaborée pour la propagande militante ;

* réunir les documents qui seront à la disposition des militants ;

* lutter contre le cloisonnement, voire le sectarisme, qui existent entre les groupes, entre les organisations ;

* enfin, tenter une approche du mouvement libertaire dans sa globalité, mener une réflexion sur l'anarchisme aujourd'hui ;

□ Cinq personnes travaillent au C.P.C.A. (tous militants dans le mouvement anarchiste) et publient un bulletin qui en est à son 5^e numéro et qui tire à 1000 exemplaires.

□ Adhérent à l'Internationale des Centres de Documentation, le C.P.C.A. assure les services suivants :

* répondre à toute demande de renseignements : bibliographie, adresses, historiographie, photocopies d'articles, etc... ;

* mise en relation de militants isolés désirant se regrouper ou faire un journal ;

□ Ses projets à moyen et long termes sont :

* préparation d'une exposition sur la presse libertaire ;

* préparation d'un annuaire de la presse libertaire internationale ;

* livres, brochures, cassettes ;

* séminaires d'études, journées de débats avec, ou en collaboration avec, le Centre Max Nettlau.

Adresse : C.P.C.A., B.P. 21,
94190 Villeneuve-St-Georges

AMSTERDAM

RUDOLF DE JONG EST LE RESPONSABLE DE LA SECTION ANARCHISTE DE L'INSTITUT INTERNATIONAL D'HISTOIRE SOCIALE D'AMSTERDAM, DIRIGÉ PAR ARTHUR LEHNING, ET OU ABOUTIRENT LES ARCHIVES DU MOUVEMENT LIBERTAIRE ESPAGNOL.

■ Parlons brièvement de l'histoire de l'Institut International d'Histoire Sociale d'Amsterdam et de ses principales activités...

□ L'Institut a été fondé en 1935 et c'est pendant le fascisme qu'il reçut les plus importants fonds du mouvement ouvrier international : par exemple, les archives de Marx-Engels, Kautsky, d'autres archives en provenance d'Allemagne, d'Autriche, de France (les archives de la Commune de Paris), d'Angleterre, etc... D'Espagne, nous possédons un fonds de presse ouvrière, spécialement anarchiste, très important : il y a le fameux «Fonds Montseny», avec la presse de la Première Internationale, qui bien que peu nombreuse est d'une importance capitale, beaucoup de documents de la guerre civile espagnole, et, en dépôt depuis 1939, les archives du Mouvement Libertaire espagnol. D'autres archives anarchistes sont conservées par l'Institut : les collections de Max Nettlau -avec les papiers de Bakounine-, les collections d'Emma Goldman et Alexander Berkman -Peirats dans sa dernière publication sur la célèbre militante a d'ailleurs utilisé ces archives-, les archives de Gustav Landauer, Rudolf Rocker, Fabbri, une collection de Kropotkine, etc.

Le rôle de notre centre c'est, non seulement de classer, mettre en

ordre et préserver les archives historiques, mais aussi de rechercher des documents d'actualité sur le mouvement ouvrier et d'aider les chercheurs et historiens à utiliser ces matériaux. L'Institut édite également sa propre revue, «International Review of Social History», avec des études très spécialisées sur l'histoire du mouvement ouvrier, et une rubrique bibliographique très intéressante. L'un des plus importants objectifs de l'Institut est la publication des archives Bakounine, avec ses écrits et des documents sur sa vie et ses activités. La publication sera à la charge -au niveau matériel- d'une maison d'édition privée, car son prix de revient sera très élevé étant donné le grand nombre de tomes prévus.

■ Comment est financé l'Institut ?

□ L'Institut, financé d'abord par une compagnie de la famille des organisations socialistes hollandaises (dans ses statuts il était fixé qu'une partie de ses bénéfices serait utilisée au développement culturel de la classe ouvrière), reçoit aujourd'hui son argent de l'Etat hollandais, à travers l'Université d'Amsterdam, et depuis le début de cette année à travers l'Académie Royale. Mais l'Institut, en tant que fondation, a son autonomie garantie. Ni l'Etat, ni personne, n'a le droit d'utiliser exclusivement ses services. L'Institut est ouvert à tout le monde, bien que l'accès aux archives s'obtienne à partir d'une autorisation spéciale du groupe de collaborateurs. C'est la meilleure façon de garantir la bonne utilisation des archives et des documents qui y sont conservés.

■ Pour en revenir au problème du Mouvement Libertaire espagnol, est-ce qu'il y a une possibilité pour que dans le futur, si le mouvement retrouvait son ancienne force, à tous les niveaux, les archives retournent en Espagne ?

□ Je ne sais pas. Cela dépend non seulement de la situation politique



notre mémoire

mais aussi des possibilités de conservation. Je crois, et là je parle en tant que collaborateur de l'Institut, qu'il vaut mieux que les caisses soient gardées à Amsterdam, seul centre au monde où l'on puisse utiliser ces fonds avec le maximum de profit. Il faut savoir que dans le même Institut il y a beaucoup de matériel relié à la CNT et à la FAI. Nous possédons, par exemple, les archives de Gaston Leval sur les collectivisations. C'est d'ailleurs un des derniers dons reçus. Les militants et historiens espagnols eux-mêmes, avec qui j'entretiens de nombreux contacts, m'ont répété à diverses reprises qu'il valait mieux que les caisses restent à Amsterdam. De plus, sincèrement, je ne crois pas qu'il soit possible dans un laps de temps, mettons de dix ans, de créer un centre avec les possibilités techniques et la garantie d'autonomie face à toute ingérence de l'Etat comme celui d'Amsterdam.

■ Les matériaux d'Amsterdam apportent-ils de nouvelles données sur la révolution espagnole ?

□ OUI, bien que je ne crois pas qu'ils modifient les avis actuels sur le rôle joué par la CNT. Les archives sont d'une grande utilité pour de nombreux thèmes, spécia-

ment pour les réussites du Mouvement Libertaire: éducation, syndicats, économie, etc... Mais aussi pour l'étude de ses relations avec les autres partis et organisations antifascistes. Sa correspondance avec le Gouvernement et tout ce qui a un rapport avec la Défense. Et pour écrire sur l'histoire locale, municipale et régionale, il serait très utile, un jour, de publier quelques documents de ces fonds.

■ On a dit que si l'on rendait public le contenu de ces 44 caisses il faudrait réécrire l'histoire du PCE pendant la guerre civile de 1936-39 ?

□ Il est vrai qu'il y a beaucoup de divergences chez les historiens au moment d'écrire sur le Parti Communiste espagnol. Certains, surtout ceux qui sympathisent avec le Mouvement Libertaire, sont absolument opposés à l'attitude du PCE pendant la guerre civile. Et les archives dont nous parlons contiennent les preuves irréfutables de la lutte du PCE contre la classe ouvrière pendant la guerre, contre les collectivisations et contre la CNT. Et non seulement de ce parti mais des autres aussi.

Une autre des raisons pour ouvrir les caisses, ce sont les archives de Salamanque, qui contiennent

également des informations sur tous ces thèmes. Ce sont les archives parvenues des zones occupées par les phalangistes et fascistes, et qui furent utilisées pour persécuter les républicains. Elles sont beaucoup plus nombreuses que celles reçues de la CNT et de la FAI, mais elles sont très mal classées et n'ont jamais été utilisées de façon exhaustive. Pour ce matériel, une grande équipe d'historiens s'avèrerait nécessaire.

■ Ces documents seront-ils un jour rendus publics ?

□ Oui, bien sûr, mais nous en sommes encore à ouvrir les caisses, pour les remettre dans de nouvelles. Jusqu'en 1975 elles sont restées dans les mêmes, toutes fermées, sauf une, ouverte lors de son transfert à Amsterdam et qui nous a servi jusqu'ici pour contrôler l'état du matériel. J'avais très peur qu'en étant enfermés depuis 1939, les matériaux se soient abîmés. Mais, les archives extraites des 18 ou 19 caisses que nous avons contrôlé et inventorié à ce jour sont en très bon état. □

Adresse: I.I.H.S.
Herengracht 262-266, Amsterdam-C.

INTERNATIONALE



□ Les 14 et 15 avril 1979 s'est constitué à Marseille la «Fédération Internationale des Centres d'Etudes et de Documentation Libertaires».

□ A ces dates, la Fédération a reçu l'adhésion de:

* Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA, Ge-

* Centro Studi Libertari «Giuseppe Pinelli» (Milan);

* Centre International de Recherches sur l'Anarchisme (CIRA, Marseille);

* Centre de Documentation Libertaire (CDL, Lyon);

* Anarchistisches Dokumentationszentrum (ADZ, Wetzlar);

* Centre d'Etudes et de Documentation Anarchistes (CEDA, Bordeaux);

* International Instituut voor Sociale Geschiedenis (Amsterdam);

* Centre de Documentation Max Nettlau (Paris);

* Centre de Propagande et de Culture Anarchiste (CPCA, Paris);

□ Un certain nombre d'instruments de travail communs ont été mis en place:

* une commission internationale de recherche pour un inventaire «normalisé» de la documentation des différents centres;

* la publication annuelle, par chaque centre, de la liste de ses nouvelles acquisitions, et sa diffusion auprès des autres centres;

* la mise en chantier périodique de thèmes de recherches bibliographiques;

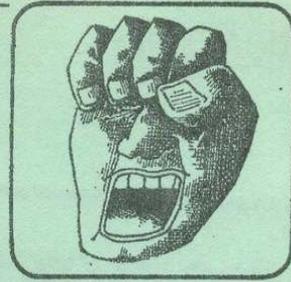
* la mise en place d'un bulletin international d'information et de recherche: «Anarchives».

□ Ce bulletin sera l'œuvre de tous les centres adhérents, en cours d'adhésion ou en voie de formation. Il devra tendre à faire le point sur l'ensemble de l'actualité des recherches sur l'anarchisme: nouvelles publications, thèses, expositions, colloques, congrès, programmes d'éditions... et contribuer à celles-ci par la publication de bibliographies, d'études ou de textes inédits aptes à enrichir la culture anarchiste et libertaire dans le monde. Une équipe s'est constituée à Paris pour mener à bien cette publication. On retrouve, au comité de rédaction, des personnes déjà connues pour leurs recherches: Roland Biard, Frank Mintz, Guy Malouvier... Malheureusement, après la parution du n°1, des désaccords internes font que l'équipe parisienne ne pourra sans doute pas assumer la suite de la publication.

Regrettons-le et souhaitons que «Anarchives», lui, continue.

Adresses:
Roland Biard, B.P. 18, 91170 Viry-

LIVRES



ARGUMENTS

«LES AVENTURES EPATANTES ET VERIDIQUES DE BENOIT BROUTCHOUX»

par Pbil et Callens
Le Dernier Terrain Vague, 70 pages

Le vrai bouquin du trimestre! Il faut lire absolument cette cavalcade du mouvement ouvrier du Nord, à travers luttes, dissensions et castagnes. Enfin une histoire de l'anarcho-syndicalisme pas cul-pincée pour un rond. Et ce Broutchoux, quel zigue! Un immense pied-de-nez au capitalisme avec photos et bandes dessinées à l'appui.

T.A.

«LES BRIGADES DE LA MER» de D. Grisoni & G. Hertzog Editions Grasset, 442 pages

Nous savions déjà que le siège du PCF à Paris pendant les années 1940-70 ainsi que le journal «Ce Soir» et la Compagnie Française de Navigation avaient été achetés avec l'or de... Madrid.

Ce livre jette une nouvelle lumière sur la France-Navigation, non seulement en dévoilant que ses bateaux étaient les seuls à transporter le matériel de guerre acheté à l'URSS par le gouvernement espagnol du Dr. Negrin, mais encore et surtout, que ces livraisons étaient conditionnées par la politique de Moscou. Ainsi s'explique, entre autres, l'arrêt des livraisons après Munich 1938. (Entre temps le PCE exploitait politiquement cet achat d'armes, s'en servant pour s'emparer des leviers de commande du pays puisqu'il était le bénéficiaire exclusif du matériel militaire).

Par ailleurs et sur le fond, le livre est écrit avec une optique stalinienne. Trois exemples :

- Grisoni et Hertzog font allusion au POUM et à la répression dont ses militants furent les victimes, mais ils se gardent de préciser que le PCE les accusait de fascistes (page 117).

- le «coup» du Colonel Casado est décrit de façon ambiguë. En effet, où sont passés les communistes puisque c'est la quasi totalité de l'Armée (et l'Armée était commandée par eux) se rallie à Casado? (page 229).

- le désir de ridiculiser les anarchosyndicalistes dont ils n'écrivent rien. Exemple : «Les deux mains sur le front, comme en prière : ils faisaient le salut anarchiste» (page 350)

Pour terminer, si nous ne faisons pas de commentaire à des affirmations telles que situer «Moscou à plusieurs milliers de Km. de Berlin» (page 330), nous enregistrons ce qu'ils prouvent avec des documents et inscrivons leurs analyses dans le bétisier des PCF et PCE. Quant à la bibliographie, elle est là pour le décor. Manifestement, ils n'ont pas lu la plupart des ouvrages cités.

I.A.

«MAY, LA REFRACTAIRE. POUR MES 81 ANS D'ANARCHIE» de May Picqueray Atelier Marcel Jullian, 256 pages

Quant la fraternité chemine avec la politique pendant 81 ans, elle se laisse écrire simplement. Pour sa révolte permanente contre l'injustice, pour l'extrême solitude dans la foison de compagnons, il faut lire May. Peu importe alors qu'il s'agisse d'anecdotes, qu'il faille être largement informé de l'histoire du mouvement libertaire, chevillée au mouvement ouvrier, pour s'y retrouver dans les méandres des situations et personnages. Peu importe car, de Sacco et Vanzetti au Larzac, c'est la trajectoire individuelle d'une militante qui témoigne.

T.A.

«QUELLE ALTERNATIVE?» brochure éditée par l'U.L.-C.N.T. de Périgueux, 20 pages

Cette brochure, qui reprend une série d'articles parus dans «Espoir» en 79, se propose de faire un rapide tour d'horizon des diverses structures organisationnelles et de lutte, depuis les comités de soutien jusqu'aux organisations libertaires, en passant par le syndicalisme réformiste et les partis politiques. Pour ce faire, elle s'articule autour de deux classements un peu sommaires : les luttes «spécifiques» et la lutte «globale».

Malgré une volonté de non sectarisme, les camarades de Périgueux n'échappent pas au manichéisme facile (organisations spécifiques = luttes partielles ; anarchosyndicalisme = lutte globale). Par ailleurs, et le manque de place dans une brochure ne saurait être ici une explication convaincante, certains arguments sont avancés de façon péremptoire et non pas comme résultant d'une analyse qui n'apparaît pas. Par exemple :

- la constatation qu'en refusant toute pratique syndicale, l'OCL se ferme la possibilité d'une intervention sur le lieu de travail (p. 10-11), loin d'être fautive, nécessiterait une argumentation convaincante.

- l'assimilation de l'UTCL et de l'OCA à des partis politiques (p. 8) ; ou encore, la qualification de ces deux organisations comme caution libertaire d'une extrême-gauche déliquescence (p. 8) mériteraient, c'est le moins que l'on puisse dire, une explication sérieuse, à défaut de laquelle il semble plutôt s'agir de procès d'intentions.

Une brochure à lire donc, même si aucune organisation libertaire (exceptée la CNT) n'y est épargnée.

On peut la commander à : U.L.-C.N.T., 10 Boulevard Stalingrad, 24000 Périgueux.

S.A.

«ERRICO MALATESTA : ARTICLES POLITIQUES» textes traduits, réunis et présentés par Israël Renof Ed. 10/18, Série «Noir et Rouge» 439 pages

Nous y retrouvons le travail engagé par Renof dans la revue «Noir et Rouge» (n° 35, sept. 66). Cependant, pas mal de critiques pourront être faites à cet ouvrage. D'une part, dans sa réalisation où pullulent les fautes d'impression ou de français, les à-peu-près dans la traduction, et une disposition des notes qui les rend pratiquement inaccessibles. D'autre part, dans sa conception où abondent les textes répétitifs et où on voit peut-être à la publication d'un texte, daté dans son simplisme, comme l'est «Entre paysans». Ces réserves étant faites, l'actualité de Malatesta n'est pas niable, quel que soit l'aspect abordé. Les faiblesses de sa critique (mais une critique dans le feu de l'action) sont évidentes : idéalisme, réductionnisme syndical, ode à l'avant-garde, ambiguïtés de ses positions organisationnelles. Il n'en reste pas moins qu'il est un de ceux qui, par sa vie et ses écrits, a essayé de se frayer un chemin entre le dogmatisme des uns et l'opportunisme des autres. Cette volonté d'être en prise directe sur la réalité sans rien renier des principes libertaires, nous le rend présents par la justesse de certains de ses constats : «La faute d'avoir abandonné le mouvement ouvrier, a fait beaucoup de mal à l'anarchie...»

T.A.

EDUCATION :



• DIRE QUE LES IMAGES QUE L'ON SE FAIT SUR L'ENFANT, OU QUI DOMINENT LES DISCOURS, SONT EN TRAIN D'OPÉRER UNE RECONVERSION, EST INSUFFISANT. IL SEMBLE NÉCESSAIRE DE FIXER QUELQUES POINTS FORTS DE CE QUI PARAÎT ÊTRE LE VÉRITABLE TRAITEMENT APPLIQUÉ À L'ENFANT RÉEL.

• C'EST SEULEMENT DE CE DERNIER QUE PEUT S'ÉLABORER UNE ÉDUCATION LIBERTAIRE DONT ON PARLE BEAUCOUP CES TEMPS-CI, À TRAVERS LIVRES, REVUES ET REGROUPEMENTS D'ÉDUCATEURS.

enfermements . . .

Avril 1976: une dépêche, reproduite dans les journaux, nous apprend que le suicide est la première cause de mortalité chez les jeunes français âgés de 17 à 20 ans. Suicides silencieux qui sont pourtant comme autant de paroles, de dénégations, autant, peut-être, de refus. Comment en serait-il autrement lorsqu'on voit les conditions faites à l'enfant et à l'adolescent ?

□ la continuelle errance

Pour l'enfant, c'est la multiplication exacerbée des prises en charge par des structures d'accueil spécialisées: crèches, écoles, loisirs...

Les enfermements se succèdent à des rythmes précipités, comme si leur objectif central n'était que d'entraver le mouvement, que le pivot de toute cette minutieuse stratégie ne se fondait que sur la préparation à l'immobilité adulte.

Tout concourt à la mise en place de cette mobilité immobile: apprentissages précoces, entassements dans de grandes collectivités, changements brusques de milieux, absence de rythme personnel, fatigues, suppression des cours, des récréations...

Pour ceux qui pourraient poursuivre (mais, quoi donc?), l'isolement sera alors géographiquement souligné par l'expulsion vers la périphérie (campus centres universitaires...). À Paris, le nombre d'enfants de moins de 5 ans a baissé de 12,3% entre 1968 et 1975, celui des moins de 20 ans de 17%. Pendant la même période, pour l'ensemble de la France, les évolutions étaient les suivantes: moins 1,8% (0 à 4 ans), plus 0,8% (0 à 19 ans).

Dans ces banlieues-dortoir, l'isolement géographique se doublera d'un isolement social, culturel et politique. Sans compter que par le règne de la contrainte et de l'anonymat «les enfants sont soumis à une continuelle errance».

□ naissance d'une classe?

L'enfermement vise d'abord (et toujours) à couper court à toute relation qui solidariserait en établissant ou découvrant des points possibles de convergence, donc de résistance, là où l'on s'obstine à décrire les différences.

Aujourd'hui, tous les enfants de 6 à 16 ans passent de 6 à 10 heures par jour sur 13 à 15 heures de veille dans les locaux scolaires.

La création de l'institution scolaire, par la coupure avec le monde des adultes qu'elle opère d'une part, par le regroupement massif qu'elle provoque d'autre part, transforme la notion d'enfance et d'adolescence.

Selon Mendel, celle-ci «qui jusqu'ici définissait seulement virtuellement une classe d'âge, particularise aujourd'hui non plus des individus isolés et noyés dans la masse des adultes mais une véritable classe sociale».



«...une mobilité immobile...»

mobilités . . .

□ les démantèlements

Nous sommes les acteurs-spectateurs d'un rétrécissement familial. C'est-à-dire, en fait, que la famille devient, jour après jour, une cellule moins dense, son tissu social et relationnel plus lâche. Moins ancrée sur des points forts (caste, territoire, valeurs, travail) elle se révèle mobile, changeante.

Sa fixation ponctuelle, mais puissante, a fait place à des milliers de lignes (micro-pouvoirs) non moins efficaces au niveau du contrôle, mais permettant leur propre dépassement. Tel est le risque mesuré qu'accepte la domination. Ainsi, l'éparpillement rejoint la multiplication des impasses.

Exemple: Mai 68. Le mouvement (non pas l'addition d'organisations sur l'instant squelettiques ou inexistantes) incapable de faire sauter le verrou social dans un affrontement central, s'éclate en un feu d'artifices (dans tous les sens du terme) de spécificités, ses lignes de résistance se diversifient: femmes, écologie, travail social, armée, quartiers, etc... Sa dilution dans ces (ses?) réseaux devient sa force souterraine (présences multiples) et sa faiblesse (participationnisme, corporatisme).

Le risque de l'isolement serait de ne pas voir que ces différents champs se chevauchent et s'imbriquent, que l'enchevêtrement de ces micro-pouvoirs doit être pris en compte si l'on ne veut pas s'engager dans les impasses ci-dessus désignées où tout agent de mutation peut être toléré, reconnu, voire encouragé comme facteur d'un «changement dans la continuité».

□ les exclusions et leurs correspondances

Pour l'enfant, l'a-socialisation s'accroît. Son exclusion du circuit social réel (production) se renforce par la méconnaissance qu'il en a.

Au 18^e siècle, la rue restait son domaine, mais une rue «habitée» par la production (métiers) et les rapports sociaux.

Aujourd'hui, la seule présence tolérée dans la rue est celle de la marchandise, de l'échange sans racines, de l'objet sans sa réalité productive, c'est-à-dire de l'objet idéalisé et fixé dans sa seule dimension de valeur: valeur abstraite (prix) et idéologique (impact sur la personne qui s'en approprie).

Les enfants ne peuvent parler du travail de leurs parents, ni l'imaginer. Le choix réel, de connaissance pratique et vécue, ne peut plus s'effectuer. La demande règle le marché et fixe les circuits de formation possibles.

Hier, l'école ressemblait à l'école. Toutes identiques. Mêmes architectures, mêmes programmes, mêmes horaires. Aujourd'hui, on commence à mettre en place la souplesse à ces trois niveaux. On permet une certaine gestion, un certain aléatoire, fait de beaucoup d'éclectisme. En même temps, ailleurs, la crise d'un monde capitaliste, appelle à grands cris des hommes et des femmes souples, éclectiques, aléatoires, disponibles aux reconversions et à l'aventure du chômage. Le «hasard» fait finalement très bien les choses.

l'assistanciel ...

□ les enfants normalisateurs

Ainsi donc, la famille «de mini-centre de pouvoir qu'elle était, devient une surface d'application de «terminaisons nerveuses d'appareils qui lui sont extérieurs, elle est moins une institution qu'un mécanisme» (1). Et à la disparition du relais familial, s'ajoute également le dépassement du pôle scolaire par la réception directe par l'enfant d'informations nombreuses et contradictoires (journaux, radios, télé...).

L'enfant commande alors tous les dispositifs assistanciers, spécialistes, juridiques...etc... et en retour, ces dispositifs construisent un système de surveillance de l'enfance.

L'observation du rôle joué par la famille, et de son évolution, est référenciel des transformations subies par l'image de l'enfant et de son quadrillage. La famille passera d'être «la cheville ouvrière du maintien de l'ordre et de sa reproduction» à une unité de consommation et de reproduction de la force de travail. Le maintien de l'ordre, c'est-à-dire le maintien évolutif des normes de l'anormalité, étant désormais confié à des espaces spécialisés

□ le quadrillage social

Ainsi, les conditions de vie faites à l'enfance changent, mais changent peu. Plus remarquables sont les transformations qui se sont produites dans le traitement, l'approche même de ces conditions.

On a progressivement glissé d'une explication de type humaniste faisant référence à l'enfance-jardinage, à protéger des atteintes de la vie sociale, jusqu'à se rendre compte que malgré l'isolement elle ne pouvait échapper à cette «contamination».

Alors, le traitement, l'angle d'approche se fera dans les mêmes termes que l'adulte: en termes de conflit social, et parfois même en termes de revendications (2). Mais, pour ce type de traitement est mis en place une véritable ronde de spécialistes autour, non simplement de l'enfance, mais de l'enfant.

L'application la plus flagrante de ce quadrillage est faite dans ce qu'il est convenu d'appeler le travail social. Ses projets ne visent pas seulement à un contrôle social policier, mais plus fondamenta-

lement, à faire de l'ensemble des personnes, des «assistés» ne trouvant leur sécurité que dans les mailles du père-Etat.

Ainsi, en quelques années, la réponse à l'enfance, en tant que groupe social, est passée de la répression spécifique (brigades des mineurs, juges pour enfants) à la prise en main par des spécialistes (éducateurs, psychologues). En fait, les deux aspects se sont prodigieusement combinés.

«Qu'un enfant tourne en rond, s'ennuie, ne sache pas quoi faire de son temps, et voilà les éducateurs ou parents qui s'affolent, sollicitent une demande, suscitent un besoin, programment des activités. De nos jours, ce n'est pas dans l'espace de l'enfermement que surgissent ces questions, c'est au sein même de la famille qu'elles sont vécues comme des failles» (3).

□ la pathologisation de l'enfance

Dialogues avec les mères, écoles de parents, entretiens radiophoniques... Le langage psychologique et psychanalytique prend les devants. Sollicité bien sûr, mais aussi se propulsant sur tous les champs possibles d'intervention, ayant ses entrées dans chaque cellule du corps social. Il est dès maintenant le nouveau gendarme du quotidien.

La pathologisation de l'école est le masque de sa crise. Pour cacher l'échec du système on accuse l'échec de l'enfant (troubles instrumentaux ou perturbations affectives) ou les déficiences du milieu familial. Voilà pourquoi on truffe de jargon psychologique les textes officiels (4).

Enfermement, mobilités, appareillages assistanciers sont les mailles nouvelles d'une vieille oppression sur l'enfance. Innovations peut-être, mais sur quoi se fondent-elles?

«Ce qui caractérise une innovation (en sciences sociales) c'est qu'elle n'est jamais aléatoire; qu'elle répond à une commande, à quelque chose comme un appel d'offres (...) et qui se formulerait de la manière suivante: quelles sont les techniques de gestion des populations dont doit disposer le pouvoir à l'échelle d'une société, pour s'épargner des «fatigues», lutter contre les gaspillages d'énergie, les temps morts (non-productifs ou non-institutionnels), les zones d'ombres? Comment tout savoir et ne rien forcer?» (5)

Il semble que pour une longue période à venir, des réponses dominantes commencent à s'élaborer; elles n'en rendront les images de l'enfance que plus prisonnières des idéologies adultes.

Tony Alvarez

(1) Jacques Donzelot, «La Police des familles».

(2) Exemples des émissions «Vendredi» sur FR3, sur «La fatigue à l'école», «L'argent de poche», ainsi que l'ouvrage de R. Boulin, «La Charte des Enfants»

(3) «Recherches»: «Disciplines à dominante: l'édification de la famille» (1977).

(4) Voici, pour l'exemple, un extrait de la circulaire ministérielle sur l'école maternelle, 2 août 1977:

«C'est ainsi que se déroule, souvent d'une manière parallèle à sa vie réelle, une sorte d'existence quasi-magique au cours de laquelle l'affectivité et l'affabulation ont tendance à investir son champ d'activité dans un «espace-temps psychique» où prédominent des relations de nature très subjectives».

(5) «Recherches», op. cit.



POUR UNE FEDERATION DE LA PRESSE LIBERTAIRE

Paris.—Face aux difficultés tant financières que techniques rencontrées par la presse d'expression libertaire, un militant anarchiste, membre du CPCA, a lancé la proposition d'une fédération de la presse libertaire dont les buts pourraient être :

- * améliorer les rapports entre les différentes composantes du Mouvement Libertaire, en excluant sectarisme et inimitiés personnelles ;

- * créer une coordination souple et non coercitive entre tous les medias libertaires ;

Cette proposition a été envoyée à 48 journaux, revues et bulletins de toutes tendances. Les réactions et suggestions reçues feront l'objet, dans un premier temps, d'un compte-rendu que recevront ces 48 publications. Ensuite, une première rencontre devrait être envisagée.

Pour en savoir plus :

Gérard DUPRE
B.P. 21

94190-Villeneuve-St-Georges

ACRACIA

Un film sur le mouvement libertaire et anarchiste espagnol après la mort de Franco, composé de trois parties :

- la contre-culture libertaire et la revue «Ajoblanco» ;
- les organisations : Confédération nationale du travail (C.N.T.) et Fédération anarchiste Ibérique (F.A.I.) ;
- les comités de quartier et athénées libertaires.

caractéristiques techniques :

16 mm—noir et blanc—son optique—37 mn—Version espagnole sous-titrée en français.

Les groupes et collectifs intéressés sont invités à s'adresser, au moins un mois avant la date prévue pour la projection, à

Vincent BIARNES, Mas de Méjean,

Route de Restinclières

34400 LUNEL. Tél : (67) 71-41-18

Alain GAILLARD, 43 rue de Meaux,

75019 PARIS. Tél : 239-44-96

REPRESSION CONTRE LES LIBERTAIRES GRECS

Athènes.—Même si la répression en Grèce semble ne plus prendre pour cible centrale les libertaires, comme le signalent Yannis et Agelos dans l'entrevue reproduite dans ce même numéro, elle est cependant loin de perdre de son acuité. Pour preuve la condamnation des camarades Vassiliades, Tapoukis et Miras à 2 ans et demi, 3 et 5 ans respectivement. Pour preuve aussi le communiqué de plusieurs groupes anarchistes grecs que nous reproduisons ci-dessous :

En Grèce, l'Etat, le gouvernement, le ministère de la Justice et la direction de la prison de Corylados sont en train de perpétrer l'assassinat des militants anarchistes Philippe et Sofia Kyritsis qui, depuis cinquante jours, font la grève de la faim.

Philippe et Sofia ont été condamnés à neuf et cinq ans de prison respectivement pour avoir été trouvés en possession de cocktails Molotov. Il est probable que ces engins aient été déposés à leur domicile par des provocateurs au service de la police. Il s'agissait de trouver un prétexte pour appliquer les lois internationales contre le terrorisme dans le but de détruire l'organisation anarchiste du pays.

Philippe et Sofia en sont au cinquantième jour d'une grève de la faim qu'ils ont entreprise pour faire éclater leur innocence. Devant la gravité de l'état de santé de Philippe, le docteur de la prison veut le faire transporter dans un asile psychiatrique pour lui faire subir un électrochoc. Ce traitement risque



de provoquer des incidents irréparables sur un corps affaibli. Il est imposé au mépris de tous les droits garantis par la loi. Sofia qui, elle aussi, est incarcérée, subit également un traitement médical qui risque de l'amener au suicide.

Nous faisons appel à tous les hommes libres afin qu'ils s'opposent à ce que l'Etat grec se débarrasse des prisonniers anarchistes en employant des méthodes médicales appropriées. Il ne faut pas permettre que le silence se fasse autour de ces pratiques monstrueuses qui ont pour but de détruire l'organisation anarchiste. Tous ceux qui acceptent que de telles méthodes soient employées contre des militants ouvriers sont complices des bourreaux pour lesquels les traitements psychiatriques sont devenus une arme effroyable pour se débarrasser des opposants.

Il faut exiger la libération immédiate de Philippe et Sofia Kyritsis, et il faut faire vite car dans les pattes de leurs tortionnaires leur vie et leur raison sont en danger.

Les groupes anarchistes grecs.

Dernière minute : P. Kyritsis aurait suspendu sa grève de la faim. En effet, les autorités se seraient engagées à accorder un droit de visite à sa compagne trois fois par mois bien qu'elle reste, elle aussi, incarcérée, ainsi que son transfert dans une prison athénienne...

MARINI LIBERE

Salerno.—Giovanni Marini a été enfin libéré le 6 octobre dernier après plus de sept ans de prison. Il avait été arrêté en 1972 après avoir été agressé par un groupe d'extrême-droite. Dans l'affrontement, le fasciste Carlo Favella trouva la mort et on accusa Marini de cet homicide. En fait, on s'est simplement débarrassé d'un camarade qui enquêtait sur la mort brutale de 5 anarchistes, écrasés volontairement par un camion, face à la villa de Valerio Borghese, alors qu'ils étaient en possession de documents prouvant la responsabilité des fascistes dans le massacre de la Plaza Fontana. Malgré une campagne de solidarité internationale, Marini était condamné à 9 ans de prison en 1975.

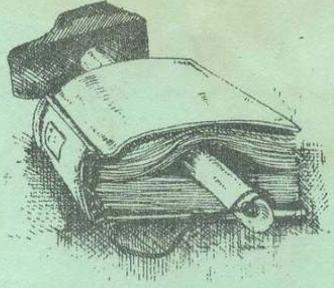


Giovanni Marini

Paris. — Début novembre, le 2^e Congrès de l'UTCL (Union des Travailleurs Communistes Libertaires) a vu la fusion de cette organisation avec l'OCA (Organisation Combat Anarchiste). Les regroupements dans le mouvement libertaire sont assez rares pour que, malgré la petitesse des organisations ci-dessus et quoi qu'on pense de leur orientation, on puisse parler d'évènement exceptionnel. L'UTCL avait été exclue de l'ORA en 1976, quant à l'OCA elle avait connu une évolution politique rapide depuis sa création en tant que Coordination Anarchiste. La fusion de novembre se fixe comme perspective à long terme la « construction d'une organisation de masse, d'un mouvement communiste libertaire de classe important ». Elle devrait pouvoir permettre la repuration de ce qui était la revue de l'OCA: «Luttes».

Une brochure vient de paraître, retraçant une rapide chronologie comparative de ces deux organisations et éclairant les principaux thèmes des débats qui devaient déboucher sur la fusion. On peut la commander à:

Editions «L»
B.P. 333
75525-Paris Cedex-11



LE PREMIER SYMPOSIUM INTERNATIONAL SUR L'ANARCHISME aura lieu du 18 au 24 février 80 au Lewis and Clark College de Portland, Oregon, USA. Le programme comprendra des projections cinématographiques, une exposition d'art ainsi que des conférences, des tables rondes, des spectacles musicaux et théâtraux, etc. Il est également prévu une exposition de la presse anarchiste internationale contemporaine.

LA CLEF SOUS LA PORTE ?

La bibliothèque du CIRA à Genève sera fermée provisoirement à partir du 15 février 1980, en raison de difficultés de gestion. Toute offre sérieuse de collaboration et de soutien est la bienvenue.

Les personnes ayant emprunté des ouvrages sont vivement priées de les retourner pour permettre l'inventaire. Il ne sera plus répondu aux demandes de renseignements, sauf pour indiquer d'autres centres spécialisés pouvant aider les chercheurs.

Nous remercions les lecteurs de leur compréhension, et les éditeurs de livres et de journaux pour leurs dons.

Un nouveau communiqué annoncera la réouverture du CIRA.

Les bibliothécaires.



Printemps de Pékin, la lutte entre les pragmatiques et les Maoïstes et un témoignage direct sur une réunion de masses à Shanghai. De plus, «Minus 5» a en préparation un livre qui rassemble un grand nombre de documents sur le printemps de Pékin.

«Minus 5»
1984 Bookshop
180 Lockhart Road
1st. Floor
Wanshai, Hong - Kong

«MINUS 5»

Hong-Kong. — Après de nombreuses difficultés, «Minus 5» est enfin paru. «Minus 5» (5 ans avant le «1984» de George Orwell) est édité par les membres d'un groupe communiste-libertaire de Hong-Kong, le «70's Biweekly».

Ce dernier numéro contient d'importants articles sur la ligne de Deng-Xiao-Ping et la lutte de classes, le



«ILS M'ONT TOUT CASSE DANS LA TETE»

Pascale Goetschy, nous ne la connaissons pas. En 1978, elle avait rédigé un appel à un «regroupement de femmes libertaires». Et puis, il y eut ce 23 mars où l'Etat cassa de «l'autonome» dans l'indifférence presque générale. Avec des copains, Pascale réagit. Un cocktail et ce seront deux ans de prison, dont un avec sursis. Elle sera broyée par Fleury-Mérogis...

Ce qui nous séparait de Pascale est bien peu de chose à côté de ce qui doit nous unir face à un Etat frappé de boulimie répressive.

Au mois de mai, elle aurait eu vingt-quatre ans. Pascale n'aura pas attendu son anniversaire. Le 9 janvier, elle s'est jetée de la fenêtre d'un sixième étage.

Pascale

Vingt deux ans, en prison ?

Le printemps dernier c'était son anniversaire. Pascale est morte le mercredi 9 janvier 1980, il était 11h du matin. Pourquoi s'est-elle jetée par la fenêtre ? Personne ne le saura probablement jamais. Est-ce un moment de désespoir, pâle reflet d'une longue accumulation de lourde existence ? on pourra toujours dire : elle était fragile la petite Pascale, on pourra toujours dire : ce monde était trop dure pour elle. Mais le lui aurait-on construit ce monde, et la vision qu'elle en avait. Pascale a été arrêtée le 10 mai 1979 à la nuit d'une explosion d'un de ces cocktails qui noircissent les trottoirs, dont la presse et les partis politiques ont tant soif. Elle était là et c'est tout.

Aussitôt ce bien simple « démon qui voulait détruire l'état » est visitée par les plus éminentes personnalités de la police. Il n'en fallait pas moins. C'est ainsi qu'elle est séparée de son

compagnon lui aussi arrêté dans la matinée du lendemain. Elle est bien faible cette prise qu'il est possible de charger de toutes les tares d'une civilisation. L'état doit fonctionner et, par ces magistrats il pratique l'exorcisme au même titre que n'importe quelle conscience. Il n'aura pas fallu moins de quatre mois d'instruction et six mois d'isolement dans la prison moderne de Fleury Mérogis (*) pour que la conscience d'un état se protège de ses fantômes. Aucun de ces lourds appareils ni, surtout, de ceux qui les font fonctionner ne s'est arrêté devant la personne, devant l'individu, si généreuse qu'elle était.

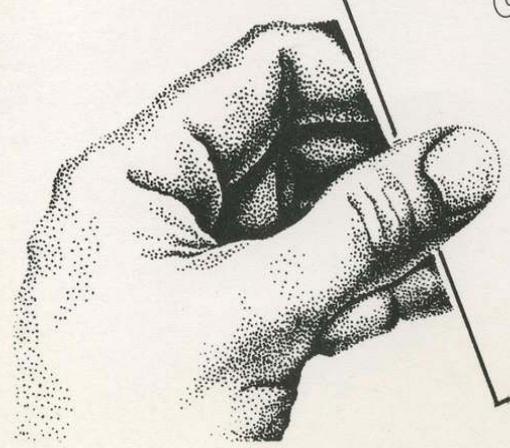
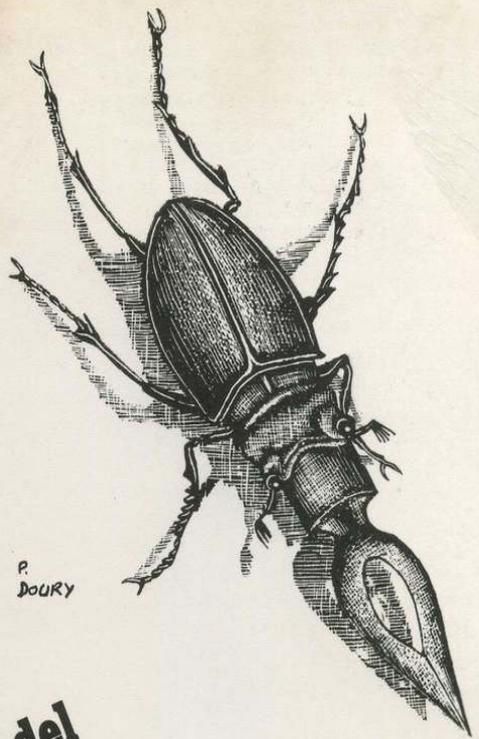
Ecrasée par la machine pénitentiaire, elle a été recrachée, inoffensive, certes, mais que lui a-t-on laissé ? De quoi vivre ? C'est probablement ce qu'on s'est dit.

Surtout ne croyez pas qu'elle manquait de travail, de logement ou d'argent. Surtout ne nous faites pas l'insulte de croire qu'elle était sans amis.

*La célèbre D 11 R

Hubert JEANNIN

● Crise et multinationales ● Repères sur la Chine ● Collectivité en Espagne ● SAC' story ● Libertaires et guerre d'Algérie ● Noam Chomsky ● Les pouvoirs de la Trilatérale ● Murray Bookchin: les dangers de l'écologisme ● Comunidad del Sur ● "Mujeres Libres" aujourd'hui
 ● ● ●



aux sommaires
 des prochains
AGORA
 n° 2 le 15 mai

CRAYON NOIR



SACO

